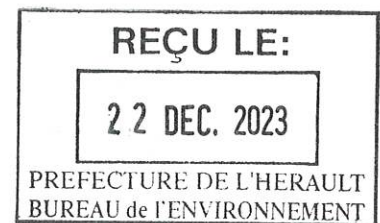


DEPARTEMENT DE L'HERAULT
Commune de POILHES

ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES PREALABLES

À la Déclaration d'Utilité Publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église à POILHES
Et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

RAPPORTS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR



Décision de la magistrate-déléguée du Tribunal dossier n°E23000086/34 en date du 10/08/2023 de la désignation du commissaire-enquêteur
Arrêté préfectoral n°2023.DRCL.0475 portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes en date du 6 octobre 2023

SOMMAIRE

Enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église à POILHES et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet

CHAPITRE 0 LE CONTEXTE GENERAL

1-Enjeu sociétal	4
2-Dispositifs réglementaires.	4
3-Caractéristiques techniques spécifiques. Les fondements	5
4-Mise en conformité de l'accessibilité aux PMR de l'Eglise et du Parvis de la commune de POILHES.	15

CHAPITRE I DOSSIER DE DUP MISE EN CONFORMITE DE L'ACCESSIBILITE AUX PMR DE L'EGLISE ET DU PARVIS

PROJET D'ACQUISITION DE 116 M2 DE LA PARCELLE A 895 PAR VOIE D'EXPROPRIATION.

COMPOSITION DU DOSSIER DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE – DUP

NOTE EXPLICATIVE

1- Le contexte	20
2- Les conséquences	22
3- Le projet	23
4- Le bilan avantages/inconvénients	24

NOTE PRESENTANT LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES OUVRAGES LES PLUS IMPORTANTS 26

APPRECIATION SOMMAIRE DES DEPENSES 27

CHAPITRE II DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2.1 Désignation du commissaire-enquêteur.	32
2.2 Période préparatoire à l'ouverture des enquêtes publiques conjointes.	32
2.3 Composition des dossiers soumis aux enquêtes.	32
2.4 Déroulement des enquêtes.	33
2.5 Arrêté préfectoral et diffusion du dossier.	33
2.6 Publicité et affichage	33
2.7 Pendant la période de l'enquête publique	42
2.8 Communication des observations et réception du public.	42
2.9 Clôture de l'enquête	44
3 Récapitulation de la participation du public.	
3.1 Au cours des permanences	44
3.2 Sur le registre papier	44
3.3 Sur le registre dématérialisé	44
3.4 Par courrier	45
3.5 Conclusion des observations	45

PROCES-VERBAL 46

1 Présentation du projet	46
2 Avis sur la forme	49
1-Désignation du Commissaire-Enquêteur	49
2-Le dossier d'enquête	49
3-Période préparatoire à l'ouverture des enquêtes publiques conjointes.	50
4-Le déroulement de l'enquête	52
5-Accueil et participation du public	52
6-Clôture de l'enquête	52
3-Avis sur le fond	52

4-Analyse et appréciations du commissaire-enquêteur

53

ANNEXES

55 -66

RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

SUR LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET DE MISE EN CONFORMITE DE L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE (PMR) DE L'EGLISE A POILHES

L'accessibilité pour tous des lieux publics est un enjeu essentiel pour notre société.

CHAPITRE 0 LE CONTEXTE GENERAL

1-Enjeu sociétal

Les lois n°2005-102 du 11 février 2005 et du 10 juillet 2014 et l'ensemble des décrets d'application ont pour objectifs l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et une meilleure insertion dans notre société des personnes handicapées, et ce quel que soit le type de leur handicap (notamment physique, sensoriel, mental, psychique et cognitif).

Dans la perspective du vieillissement de la population, les enjeux qui s'attachent à l'accessibilité sont particulièrement forts et sa bonne mise en œuvre participe pleinement d'un développement durable de notre société.

L'objectif de résultat assigné par la réglementation est global et porte sur la continuité de la chaîne des déplacements qui intègre les transports, l'aménagement de la voirie et des espaces publics et les bâtiments dans leur ensemble.

L'accessibilité du cadre bâti, et en particulier des bâtiments d'habitation et des établissements recevant du public, tient une place importante dans ce dispositif.

Après la modification du décret n°2006-555 du 17 mai 2006 par le décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014, de nouvelles règles relatives au cadre bâti sont instaurées. L'arrêté du 8 décembre 2014 fixe des dispositions spécifiques aux établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et aux installations existantes ouvertes au public.

Ces dispositions concernent l'application des articles R 111-19-67 à R 111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation. Elles entrent en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2015.

2-Dispositifs réglementaires.

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 et ses différents décrets, arrêtés et circulaires d'application. Décret du 17 mai 2006, Décret du 30 avril 2006, Décret du 30 août 2006, Arrêté du 1^{er} août 2006, Arrêté du 30 novembre 2007, Arrêtés des 22 mars et 3 décembre 2007, Circulaire du 30 novembre 2007, Circulaire du 20 avril 2009.

Loi promulguée le 10 juillet 2014, Ordonnance du 9 septembre 2014 de mise en application de l'Ad 'Ap (J.O. 29/09/14), Arrêté du 8 décembre 2014.

Le décret d'application de l'ordonnance créant l'Agenda d'accessibilité programmée (Ad 'Ap) a été publié le 6 novembre 2014. Elle accompagne la mise en accessibilité de tous les établissements et installations recevant du public.

Après la modification du décret n°2006-555 du 17 mai 2006 par le décret n°2014-1326 en date du 5 novembre 2014, de nouvelles règles relatives au cadre bâti existant sont instaurées. L'arrêté du 8 décembre 2014 fixe les dispositions spécifiques aux établissements recevant du public, situés dans un cadre bâti existant et aux installations existantes ouvertes au public.

Le Comité interministériel du 2 décembre 2016, qui fait suite au CIH du 25 septembre 2013 et aux deux Conférences nationales du handicap du 11 décembre 2014 puis du 19 mai 2016, a été l'occasion de réaffirmer la politique du handicap portée par le gouvernement, politique qui repose sur une ambition forte : changer durablement de regard et de méthode pour accompagner l'autonomie des personnes concernées en rendant la société plus accueillante et plus inclusive.

Ainsi lors de ce Comité interministériel du handicap, qui a réaffirmé le caractère prioritaire de l'accessibilité aux transports, mais aussi à l'éducation, au logement, aux soins, aux services et aux différentes offres médico-sociales.

Le législateur a prévu un certain nombre de cas dans lesquels il est possible de demander une dérogation aux règles d'accessibilité handicapés (R111-19-10 du Code de la construction et de l'habitation).

3-Caractéristiques techniques spécifiques. Les fondements.

- Loi n°2005-102 du 11 février 2005.pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Article L 111-7 du Code de la Construction et de l'habitation (CCH).

A travers l'accessibilité aux personnes handicapées, c'est l'amélioration de l'accessibilité des bâtiments à toutes les personnes qui est recherchée, c'est la qualité d'usage des bâtiments d'habitation, des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public, des lieux de travail qu'il s'agit d'améliorer : les personnes handicapées seront les premières bénéficiaires des mesures, mais aussi les personnes âgées, les personnes avec enfant en bas âge, les personnes temporairement invalides ou accidentées ainsi que les personnes désavantagées par la taille. Tous les types de handicap doivent être pris en compte et notamment les handicaps physiques, sensoriels (vue et ouïe), cognitifs, mentaux et, psychiques.

Articles L 111-7-3 et L 111-7-5 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).

Les établissements recevant du public existants (ERP) sont au centre des préoccupations et des demandes des personnes handicapées relatives à l'accessibilité des services publics. C'est pourquoi les dispositions de l'article L 111-7-3 sont particulièrement développées. L'accent est mis sur les dispositifs relatifs aux informations diffusées et à la signalétique qui doivent véritablement être adaptées aux différents handicaps.

Au-delà des aspects techniques développés dans le décret n°2006-555 modifié et les arrêtés, c'est à une réflexion en profondeur par les propriétaires et les exploitants des EPR qu'appelle la loi. En effet, ils ont une obligation de résultats fixée au plus tard au 1 er janvier 2015, et pour certains plus tôt, avec l'objectif de répondre effectivement aux demandes des personnes handicapées.

L'article L.111-7-5 introduit la notion d'agenda d'accessibilité programmée en précisant que dans le cas où la mise en accessibilité n'a pu être réalisée au 1 er janvier 2015, le dépôt d'un d'agenda d'accessibilité programmée est obligatoire. Il octroie au propriétaire et/ou au gestionnaire un temps supplémentaire pour effectuer les travaux sous réserve d'une programmation de travaux et d'un engagement financier de sa part.

Les dérogations sont soumises à une procédure spécifique puisque dans le cas des établissements existants recevant du public, elles ne peuvent être accordées que sur avis conforme de la commission

consultative départementale de sécurité et d'accessibilité et sont conditionnées à des mesures de substitution pour les ERP remplissant une mission de service public. Les motifs de dérogations sont traités au R.111-19-10 du CCH.

La notion de « mission de service public » n'a pas été précisée dans le décret n°2006-555. Pour de nombreux ERP accueillant un équipement public et appartenant à une collectivité territoriale, il n'y a pas d'ambiguïté.

Article 42. Mesures de sauvegarde et de sécurité dans les ERP. La loi n°2005-102 favorise une fréquentation plus importante des ERP par les personnes en situation d'handicap. Cela impose de réfléchir de manière différente à la prise en compte et à l'évacuation des personnes en situation d'handicap en cas de sinistre. Ainsi le R 123-3 du CCH ainsi que le GN8 ont été modifiés en conséquence, en introduisant notamment la notion d'espace d'attente sécurisée (EAS).

- Dispositions du décret n°2006-555 du 17 mai 2006, modifié par les décrets n°2007-1327 du 11 septembre 2007 et n°2014-1326 et 2014-1327 du 5 novembre 2014 (l'article 1-I-Sous-section 10 traite de l'Agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public), et l'arrêté du 8 décembre 2014.

A1 Définitions des établissements recevant du public (ERP) et des installations ouvertes au public (IOP).

Définition ERP : En ce qui concerne les ERP, la définition est celle de l'article R 123- 2 du CCH : « Constituent des établissements recevant du public tous bâtiments qui, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution particulière ou une participation quelconque, ou dans lesquelles sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non. Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel. »

Il existe 22 types d'établissements et 5 catégories en fonction de la capacité de l'établissement (effectif accueilli).

Définition IOP : Un lieu qui reçoit du public est classé ERP par les services incendie quand une problématique en lien avec l'évacuation existe. La notion d'IOP est venue compléter pour l'accessibilité celle de l'ERP définie initialement pour les besoins de la sécurité incendie.

A2 Les orientations retenues pour la rédaction du décret et de l'arrêté.

La rédaction du décret et de l'arrêté vise l'objectif d'assurer l'accessibilité des bâtiments à tous les habitants, les visiteurs et les usagers, en portant évidemment une attention particulière aux personnes handicapées.

Il s'agit de prendre en compte les aptitudes de toutes les personnes handicapées dans les actions qu'elles ont à mener dans leur environnement bâti. Le décret ne fait pas mention, comme l'article L 111-7 des types de handicaps notamment pris en compte : physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique. Mais ces dispositions, et celles des arrêtés, ont été rédigées en veillant à ce que les besoins des personnes ayant ces types de handicaps et capables d'accéder et d'utiliser de façon indépendante les bâtiments d'habitation ou les ERP soient concrètement traduits.

La définition des performances attendues du cadre bâti : Des objectifs sont assignés à chaque équipement ou bâtiment. Ils correspondent au service rendu recherché. Les performances permettent la réalisation des attentes des personnes en terme d'activités, c'est à dire d'utilisation ou de jouissance des lieux dans des conditions de commodité et de confort adaptées au service que l'on vient y chercher. Les dispositions de l'arrêté sont, soit très précises notamment pour les formes géométriques, soit formulées en termes d'objectif qui peuvent être satisfaits de plusieurs manières. Le texte des annexes techniques et les illustrations qui l'assortissent apportent une aide aux maîtres d'ouvrage et aux concepteurs ainsi qu'aux décideurs (permis de construire, autorisation ERP) et aux commissions appelées à formuler un avis.

Au sein des articles de l'arrêté, les dispositions ont été réparties par éléments de bâtiment (cheminements extérieurs, stationnement, accès au bâtiment et accueil) dans une logique de progression dans le bâtiment et pour faciliter la lecture de la réglementation aux différents métiers de la construction.

Chaque article est composé d'une partie I « Usages attendus » décrivant les objectifs à atteindre et d'une partie II « Caractéristiques minimales » décrivant les caractéristiques techniques à respecter.

A3 Motifs de dérogations (CCH Art.R.111-19-10)

Des dérogations peuvent être demandées au titre de l'article R.111-19-10. Une dérogation doit s'inscrire dans l'un des quatre motifs suivants :

- En cas d'impossibilité technique
- En cas de contraintes liés à la conservation du patrimoine architectural
- Lorsqu'il y a disproportion manifeste entre d'une part, les améliorations apportées par la mise en œuvre des prescriptions techniques d'accessibilité, et d'autre part leurs coûts, leurs effets sur l'usage du bâtiment et de ses abords ou la visibilité de l'exploitation de l'établissement.
- Lorsque les copropriétaires d'un bâtiment à usage principal d'habitation réunis en assemblée générale s'opposent dans les conditions prévues par la loi.

La demande de dérogation doit indiquer le motif de dérogation, les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger et quel type d'handicap cela concerne, et les éléments du projet auxquels elles s'appliquent.

Une dérogation est pérenne, sauf lorsqu'il s'agit d'une dérogation qui a été accordée pour disproportion manifeste lorsque le coût ou la nature des travaux d'accessibilité sont tels qu'ils s'avèrent impossibles à financer...Alors une nouvelle demande doit être faite lorsqu'est déposée une demande de permis de construire portant sur cet établissement....

Une mesure de substitution doit être prévue lorsque l'ERP remplit une mission de service public.

Toute demande de dérogation doit être instruite en Sous-commission départementale d'accessibilité.

A-Généralités techniques. Code de la Construction et de l'Habitation.

*Code de la Construction et de l'Habitation. Article R 111-19-7 modifié par décret n°2014-1326 de 5 novembre 2014. Présentation de propositions techniques relatives à l'accessibilité à des bâtiments publics de personnes handicapés en fauteuil roulant.

I La présente sous-section est applicable aux établissements recevant du public existants ou créés dans le cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes.

II Est considéré comme accessible aux personnes handicapées un établissement recevant du public existant ou créé dans un cadre bâti existant ou une installation ouverte au public existante permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder, aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

III Le ministre chargé de la construction fixe, par arrêté, les obligations auxquelles doivent satisfaire les constructions et les aménagements propres à assurer l'accessibilité de ces établissements et de leurs abords en ce qui concerne les cheminements extérieurs, le stationnement des véhicules, les conditions d'accès et d'accueil dans les bâtiments, les circulations horizontales et verticales à l'intérieur des bâtiments, les locaux intérieurs et les sanitaires ouverts au public, les portes et les sas intérieurs et les sorties, les revêtements des sols et des parois ainsi que les équipements et mobiliers intérieurs et extérieurs susceptibles d'y être installés, notamment les dispositifs d'éclairage et d'information des usagers.

// L'esprit de la réglementation est de supprimer le plus grand nombre possible d'obstacles au déplacement et à l'usage des bâtiments et de leurs équipements pour des personnes qui, bien qu'ayant une déficience motrice, sensorielle ou intellectuelle, sont capables de vivre de façon indépendante et autonome. Les exigences d'accessibilité n'intègrent donc pas les besoins spécifiques des personnes non autonomes tributaires d'un accompagnement humain permanent.

// La notion de qualité d'usage équivalente doit s'entendre du point de vue des distances à parcourir comme de la qualité de traitement (choix des matériaux, niveau d'éclairage, etc.) et de la valeur symbolique des lieux. En particulier un accès par l'arrière de l'établissement ou par des locaux de service ne saurait a priori être considéré comme présentant une qualité d'usage équivalente à un accès principal.

// Les équipements à l'usage du public ou les prestations offertes à prendre en compte sont ceux et celles figurant ou décrits dans le dossier de permis de construire ou de demande d'autorisation et donc installés ou existants à l'ouverture au public.

// L'évacuation d'un bâtiment en cas d'incendie ou de panique ne fait pas partie des conditions normales de fonctionnement. Les moyens d'alarme, l'affichage des consignes particulières, les issues de secours, ne sont donc pas pris en compte dans les règles d'accessibilité, mais le sont en revanche dans celles de sécurité.

// Le décret définit des exigences permettant de répondre à des besoins fondamentaux d'usage. Ceux-ci sont repris dans la structure des articles de l'arrêté. Les « usages attendus » sont décrits en définissant les « caractéristiques minimales » : repérage et guidage, nombre, répartition, caractéristiques dimensionnelles, atteinte et usage, sécurité d'usage.

Cet arrêté prévoit la possibilité pour le maître d'ouvrage de satisfaire à ces obligations par des solutions d'effets équivalents aux dispositions techniques de l'arrêté dès lors que celles-ci répondent aux objectifs poursuivis, « Usages attendus ».

*ERP du 1^{er} groupe (catégories de 1 à 4)

II Les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant autres que ceux de la cinquième catégorie au sens de l'article R 123-19 doivent être rendus accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, conformément aux dispositions du III de l'article R111-19-7.

*ERP de 5^{ème} catégorie et IOP

III Les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant classés en cinquième catégorie ainsi que les installations ouvertes au public existantes doivent satisfaire aux obligations suivantes :

-Une partie du bâtiment ou de l'installation assure l'accessibilité des personnes handicapées, quel que soit leur handicap, à l'ensemble des personnes en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu. Toutefois une partie des prestations peut être fournie par des mesures de substitution.

La partie considérée du bâtiment doit être la plus proche possible de l'entrée principale ou d'une des entrées principales et doit être desservie par un cheminement usuel.

Contrairement aux ERP du 1^{er} groupe, seule une partie de l'ERP de 5^{ème} catégorie ou de l'IOP peut être rendue accessible à condition que l'ensemble des prestations y soient délivrées.

Les mesures de substitution doivent être appréciées au cas par cas, et notamment en fonction de l'importance de l'ERP et du service apporté à l'utilisateur. La notion de proximité doit s'évaluer au cas par cas en fonction de l'ERP, de la nature des prestations qui sont offertes ainsi que des caractéristiques du bâtiment et de son environnement.

Il s'agit de rendre accessible toute zone contiguë aux parties ouvertes au public et accessibles dès lors qu'il y a une modification sur cette zone.

*Arrêté du 8 décembre 2014.

Article 1. Les dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 sont prises pour l'application des dispositions des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 du 17 mai 2006 susvisé. Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un

cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19. Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en œuvre dès lors que celles-ci satisfont aux mêmes objectifs.

Les obligations fixées dans l'arrêté du 8 décembre 2014 ne constituent qu'un minimum à améliorer si possible.

Les dispositions des articles 5 à 19 concernant les espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour...ne s'appliquent pas.

Dispositions relatives aux cheminements extérieurs. Article 2

I Usages attendus. Un cheminement accessible permet d'accéder à l'entrée principale ou à des entrées principales des bâtiments depuis l'accès au terrain. Dès lors qu'une entrée principale ne peut être rendue accessible selon les dispositions prévues à l'article 4, l'accessibilité d'une entrée dissociée peut être envisagée. Cette entrée est signalée et ouverte à tous en permanence pendant les heures d'ouverture.

Le choix et l'aménagement du cheminement accessible sont tels qu'ils facilitent la continuité de la chaîne du déplacement avec l'extérieur du terrain. Le cheminement accessible est le cheminement usuel, ou l'un des cheminements usuels ; il est signalé et détectable. Parmi les éléments d'un cheminement on peut citer par exemple : les ressauts, les rétrécissements ponctuels, les plans inclinés, les emmarchements, les portillons.

La loi impose le respect de la chaîne de déplacement notamment entre le cadre bâti, la voirie et les espaces publics. Lorsque le cheminement courant se fait par un plan incliné, celui-ci offre des caractéristiques minimales définies au II ci-après.

Lorsque les caractéristiques du terrain ne permettent pas la réalisation d'un cheminement accessible depuis l'extérieur du terrain, un espace de stationnement adapté tel que défini à l'article 3 est prévu à proximité d'une entrée accessible du bâtiment et se trouve relié à celle-ci par un cheminement accessible. Un aménagement peut être une partie non construite, comme un cheminement ou un espace vert aménagé, dans la mesure où il est accessible aux usagers.

II Caractéristiques minimales. Les cheminements extérieurs accessibles aux personnes handicapées répondent aux dispositions suivantes :

-1-Repérage et guidage

Une signalisation adaptée est mise en place à l'entrée du terrain de l'opération, à proximité immédiate des places de stationnement pour le public ainsi qu'en chaque point d'un cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'utilisateur. La signalisation doit pouvoir être facilement repérable et aisément compréhensible. La signalisation doit permettre à un visiteur mal voyant ou ayant des difficultés de compréhension d'identifier aisément le bâtiment vers lequel il veut se diriger, depuis la rue si l'entrée du bâtiment donne sur une rue ou depuis l'entrée du terrain si l'accès au bâtiment se fait par un cheminement à l'intérieur de la parcelle. Une signalétique en relief, en braille ou sonore à destination des visiteurs aveugles pourra également être mise en place.

Le revêtement d'un cheminement accessible présente un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement permettant sa détection à la canne blanche ou au pied. Ce repère tactile continu ne doit pas pour autant constituer pour les usagers en fauteuil roulant ou marchant avec difficulté une gêne au cheminement ou un danger. A titre d'exemple, un matériau spécifique, une plate-bande, une bordure ou un muret disposés le long d'un cheminement ou encore la transition entre un matériau dur employé pour le cheminement et une pelouse, peuvent constituer des repères adaptés.

L'installation de bandes de guidage ne sont à envisager que lorsque l'emploi de matériaux « ordinaires » ne permet pas un guidage efficace.

-2-Caractéristiques dimensionnelles.

= Profil en long. Le cheminement accessible est horizontal et sans ressaut.

Pentes. Lorsqu'une dénivellation ne peut être évitée, un plan incliné de pente inférieure ou égale à 6% est aménagé afin de la franchir. Les valeurs des pentes suivantes sont tolérées

exceptionnellement : jusqu'à 10 % sur une longueur inférieure ou égale à 2 m, jusqu'à 12 % sur une longueur inférieure ou égale à 0,50 m.

L'exigence de plan incliné n'interdit pas d'aménager en complément un cheminement plus direct avec des marches. A partir de 6 % sur plusieurs mètres un nombre important de personnes en fauteuil roulant vont perdre leur autonomie et devoir demander de l'aide. De nombreuses autres personnes à mobilité réduite subiront une gêne comparable. En cas de cheminement en pente, une bordure chasse-roues permet à une personne en fauteuil roulant d'éviter le risque de sortir du cheminement. Cette bordure constitue également un repère tactile utile pour le guidage des personnes aveugles ou malvoyantes avec canne. Le long des rampes de pente supérieure à 4 %, une main courante disposée au moins sur un côté, voire de part et d'autre du cheminement, constitue une aide précieuse à la locomotion. De plus, l'installation d'une seconde main courante à hauteur intermédiaire permettra son utilisation par des enfants ou des personnes de petite taille.

Paliers de repos. Un palier de repos est nécessaire en haut et en bas de chaque plan incliné, quelle que soit sa longueur. En cas de plan incliné de pente supérieure ou égale à 5 %, un palier de repos est nécessaire tous les 10 m. Il est recommandé de prévoir un palier de repos tous les 10 m dès qu'une pente supérieure à 2 % est aménagée sur une longue distance, sans attendre le seuil réglementaire de 5 %. En cas de cheminement en pente présentant des changements de direction supérieures à 45°, il est important qu'un palier de repos existe à chaque changement de direction. Sur de longs trajets, il est recommandé de prévoir des appuis ischiatiques à une hauteur de 0,70 m environ. Le long des cheminements extérieurs, des abris accessibles permettant de se protéger des intempéries sont également utiles.

Ressaut. Lorsqu'il ne peut être évité, un faible écart de niveau peut être traité par un ressaut à bord arrondi ou muni d'un chanfrein et donc la hauteur est inférieure ou égale à 2cm. Cette hauteur maximale peut toutefois être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33%. La distance minimale entre deux ressauts successifs est de 2,50 m. Ces ressauts successifs sont séparés par des paliers de repos. Un plan incliné ne présente pas de ressaut, ni en haut ni en bas. « Casser l'angle » du ressaut facilite l'attaque de l'obstacle qu'il représente pour la petite roue du fauteuil roulant, fréquemment équipé d'un bandage plein qui ne peut « épouser » l'angle et en faciliter le franchissement. D'une manière générale, il est préférable d'adoucir l'ensemble des ressauts, y compris ceux inférieurs à 2 cm, en les chanfreinant à 33 %. L'aménagement de ressauts successifs est déconseillé car la répétition de l'obstacle que constitue le ressaut est très pénible pour les personnes en fauteuil roulant : on préférera un plan incliné dont la pente est inférieure ou égale à 5 %.

=Profil en travers.

Largeur de passage. La largeur minimale du cheminement accessible est de 1,20 m libre de tout obstacle, sans préjudice des prescriptions prévues par le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. Lorsqu'un rétrécissement ponctuel ne peut être évité, la largeur minimale du cheminement peut, sur une faible longueur, être comprise entre 0,90 m et 1,20 m de manière à permettre le passage d'une personne en fauteuil roulant. La largeur d'un cheminement se mesure entre les mains courantes, les garde-corps ou les bordures éventuels. Selon l'importance du flux d'usagers sur le cheminement, une largeur supérieure à 1,20 m peut être nécessaire pour faciliter le croisement. Prévoir des élargissements ponctuels le long du cheminement répond à ce besoin.

Lorsqu'un rétrécissement ponctuel ne peut être évité, la largeur minimale du cheminement peut, sur une faible longueur, être comprise entre 0,90 m et 1,20 m de manière à permettre le passage d'une personne en fauteuil roulant. La réduction ponctuelle doit être appréciée selon le contexte. Il s'agira notamment de prendre en compte la fréquentation du cheminement. Il est important d'éviter tout aménagement favorisant l'installation d'obstacles fixes même temporaires par exemple des poteaux de barrières.

Dévers. Le cheminement est conçu et mis en œuvre de manière à éviter la stagnation d'eau. Lorsqu'un dévers est nécessaire, il est inférieur ou égal à 3 %. Une pente ne constitue pas la seule solution pour éviter la stagnation d'eau. A titre d'exemple un revêtement poreux mais non meuble y

contribuera efficacement. En cheminement courant, il est souhaitable que la valeur du dévers ne dépasse pas 1 %

Espaces de manœuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant. Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est nécessaire en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'utilisateur. De même un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est nécessaire au droit du système de contrôle d'accès des portes d'entrée desservies par un cheminement accessible. Afin d'éviter la fatigue, il est important que les personnes en fauteuil roulant n'aient pas à parcourir de trop longues distances avant de pouvoir faire un demi-tour.

Un espace d'usage est nécessaire devant chaque équipement ou aménagement situé le long d'un cheminement afin d'en permettre l'atteinte et l'usage. Les caractéristiques dimensionnelles de ces différents espaces sont définies à l'annexe 2. L'ensemble des équipements sur tout cheminement ouvert au public est visé par cet article. En effet, l'espace d'usage garantit notamment que le sol soit horizontal au dévers près, ce qui permet aux personnes mal-marchantes ou aux appuis sans assurance de maintenir un bon équilibre pour l'atteinte et l'usage des équipements en toute sécurité.

-3-Sécurité d'usage.

Le sol ou le revêtement de sol du cheminement accessible est non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue. Les sols meubles (sable, graviers, cheminements enherbés, paillasons épais, etc.) sont impraticables pour les personnes en fauteuil roulant et présentent des risques de chute pour les personnes à l'équilibre fragile. Les personnes se déplaçant à l'aide de canne redoutent particulièrement les sols glissants, dangereux au demeurant pour l'ensemble de la population. Le caractère « non glissant » doit être apprécié à l'état « sec » du sol ou de son revêtement. La glissance d'un sol dépend des matériaux contact (sol, chaussure, embout de canne, pneumatique) et de l'interface entre les deux (eau, poussière, gravier). On évitera donc en extérieur les matériaux trop lisses susceptibles d'être très glissants lorsqu'ils sont mouillés (pluie, ou intervention de nettoyage). Une attention particulière sera apportée aux revêtements en bois qui peuvent être adaptés à un usage extérieur en raison de leur imputrescibilité, mais s'avérer extrêmement glissants lorsqu'ils sont mouillés. Le caractère « non réfléchissant » doit être apprécié à l'état « sec » du sol ou de son revêtement. Les différences de relief du revêtement au sol sont très bien perçues par les personnes aveugles. Le relief ne doit cependant pas être trop accentué au risque de devenir une gêne au balayage de la canne ou au déplacement d'une personne en fauteuil roulant ou marchant avec difficulté.

Les trous et fentes situés dans le sol d'un cheminement accessible ont une largeur ou un diamètre inférieur ou égal à 2 cm. En effet les trous ou fentes (notamment les grilles d'évacuation des eaux pluviales) peuvent être gênants voire dangereux pour la manipulation de canne blanche, la circulation des poussettes, vélos et fauteuils roulants, ou encore des personnes utilisant des cannes blanches. Lorsqu'elles sont inévitables, il est important de les positionner perpendiculairement au cheminement afin de limiter le risque d'y coincer une roue de fauteuil roulant, de poussette ou de vélo.

Il convient de remplacer notamment les tapis d'entrée et grilles de propreté dont la matière ou la dimension des mailles ou picots peut gêner la circulation en fauteuil roulant ou en poussette, le balayage de la canne des personnes mal ou non voyantes.

Un cheminement accessible est libre de tout obstacle. Les obstacles isolés tels que bornes poteaux doivent être autant que possible évités sur les cheminements et aux abords de ceux-ci. S'ils ne peuvent l'être, il convient de respecter un abaqué de détection d'obstacle adéquat. En cas de rupture de niveau le long du cheminement, il est nécessaire de mettre en place à partir de 0,25 cm un élément éveillant l'attention de l'utilisateur afin d'en prévenir tout risque de chute telle qu'une bordure chasse-roue. Une bordure en chasse-roue permet de surcroît à une personne handicapée en fauteuil roulant d'éviter le risque de sortie du cheminement. Pour tous les usagers signaler toute zone de travaux et la protéger.

Toute volée d'escalier comportant trois marches ou plus répond aux exigences applicables aux escaliers visées à l'article 7-1, à l'exception de la disposition concernant l'éclairage. Pour limiter les

risques de chute, l'installation d'une main courante est souhaitable dès qu'il existe une marche à franchir. Rappel du 2^oII de l'article 7-1 : Toute volée d'escalier quel que soit le nombre de marches, doit donc comporter un dispositif d'éveil à la vigilance. Toute marche doit comporter un nez de marche et la première et la dernière marche doivent être pourvues d'une contremarche comme décrit à l'article 7-1.II.2.

Lorsqu'un cheminement accessible croise un itinéraire emprunté par des véhicules, la co-visibilité entre les conducteurs des véhicules et les piétons est garantie afin de permettre à chacun de pouvoir évaluer la possibilité de franchir le croisement sans risque de collision. Pour cela, le cheminement comporte au droit de ce croisement : un élément permettant l'éveil de la vigilance des piétons. Un marquage au sol et une signalisation qui indiquent également aux conducteurs des véhicules qu'ils croisent un cheminement pour piétons. Cette règle n'est applicable que lorsque, sur le terrain de l'opération, un cheminement pour piétons et un itinéraire pour véhicules clairement séparés se croisent. L'éveil à la vigilance concerne principalement les personnes aveugles, malvoyantes et malentendantes. Le cheminement accessible comporte un dispositif d'éclairage répondant aux exigences réglementaires.

Dispositions relatives au stationnement automobile

Article 3 Cet article s'applique à tout parc de stationnement automobile extérieur à l'usage du public et dépendant d'un établissement recevant du public.

I-Usages attendus. Tout parc de stationnement comporte une ou plusieurs places de stationnement adaptées pour les personnes handicapées et réservées à leur usage. Une place de stationnement adaptée est aisément repérable par tous à partir de l'entrée du parc de stationnement ; elle est positionnée, dimensionnée et équipée de façon à permettre aux personnes titulaires de la carte de stationnement pour personnes handicapées prévue à l'article L 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles et notamment à une personne en fauteuil roulant ou à son accompagnateur, de stationner son véhicule au plus proche d'un cheminement accessible conduisant à une entrée ou d'une sortie accessible à l'établissement. Sans préjuger des configurations particulières, on peut considérer deux cas types :

- pour sortir, l'usager dispose d'un passage dans le prolongement de l'espace libre qui a permis de descendre du véhicule : la personne en fauteuil roulant pourra quitter l'emplacement adapté sans contourner le véhicule garé

- pour sortir, l'usager devra contourner même partiellement le véhicule garé : il faut alors un espace libre d'au moins 1,20 m entre le véhicule et l'élément de fermeture pour permettre à une personne en fauteuil roulant de faire une manœuvre à angle droit jusqu'à l'ouverture. Ceci implique une profondeur de garage minimale de 6,20 m

II Caractéristiques minimales. Situation : les places de stationnement nouvellement créées sont localisées à proximité d'une entrée, de la sortie accessible, reliées à ceux-ci par un cheminement accessible. Les places de stationnement doivent se raccorder sans ressaut directement au cheminement accessible. Le dispositif de guidage entre les places de stationnement adaptées et le cheminement ou l'accès au bâtiment demeure. Repérage : chaque place adaptée destinée au public est repérée par un marquage au sol ainsi qu'une signalisation verticale. Cette double signalisation au sol et en hauteur est obligatoire au droit des places dans les ERP. Ceci permet aux usagers qui ne connaissent pas nécessairement les lieux de pouvoir repérer facilement les places adaptées afin de pouvoir les utiliser ou de veiller à les laisser libres. Le maître d'ouvrage est libre de choisir la façon de marquer la place de stationnement adaptée à condition qu'il soit visible et compréhensible. Il est utile de se rapprocher des règles définies pour le stationnement sur la voirie : marquage au sol en blanc et symbole international sur la ligne de marquage ou à l'extérieur. Nombre : Les places adaptées destinées à l'usage du public présentent au minimum 2% du nombre total de places prévues pour le public. Caractéristiques dimensionnelles. Une place de stationnement adaptée correspond à un espace horizontal au devers près, inférieur ou égal à 3%. La largeur minimale des places adaptées nouvellement créées est de 3,30 m et leur longueur minimale est de 5 m. Pour les places situées en épi ou en bataille, pour les nouvelles places, une sur longueur de 1,20 m est matérialisée sur la voie de circulation par une peinture ou une signalisation adaptée au sol afin de

signaler la possibilité à une personne en fauteuil roulant de sortir par l'arrière de son véhicule. L'emplacement de 3,30 m de large ne doit pas empiéter sur une circulation piétonne ou automobile. Une fois descendue de son véhicule une personne en fauteuil roulant doit pouvoir accéder sans difficultés au cheminement qui lui permet de rejoindre le bâtiment. La difficulté provient fréquemment d'un écart de niveau entre la place de stationnement et le cheminement d'accès au bâtiment.

Article 4 : Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou installation.

I-Usages attendus. Le niveau d'accès principal à chaque bâtiment où le public est admis est accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible. Si l'entrée « principale » ne peut être rendue accessible par une quelconque solution, une autre entrée peut être mise à disposition. Elle doit être signalée depuis l'entrée principale et ouverte à tous dans les mêmes conditions que l'entrée « principale ». Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel doit pouvoir être repéré et détecté, atteint et utilisé par une personne handicapée. L'utilisation du dispositif doit être la plus simple possible.

II-Caractéristiques minimales. Pour l'application du I du présent article, l'accès au bâtiment ou à des parties de l'établissement répond aux dispositions suivantes :

1^{er} L'accès est horizontal et sans ressaut. Lorsqu'il ne peut être évité, un faible écart de niveau peut être traité par un ressaut à bord arrondi ou muni d'un chanfrein et dont la hauteur est inférieure ou égale à 2 cm. Cette hauteur peut être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33 %. Lorsqu'une dénivellation ne peut être évitée, une rampe respectant les valeurs de pente indiquées précédemment seront respectées. Cette rampe est, par ordre de préférence : Solution 1 une rampe permanente, intégrée à l'intérieur du bâtiment ou construite sur le cheminement extérieur de l'établissement, Solution 2 une rampe inclinée permanente ou posée avec emprise sur le domaine public. L'espace d'emprise permet alors les manœuvres d'accès d'une personne en fauteuil roulant, Solution 3 une rampe amovible qui peut être automatique ou manuelle. La mention « par ordre de préférence » signifie que le pétitionnaire doit justifier des raisons pour lesquelles il n'a pas pu construire une rampe permanente intégrée voire posée pour mettre en œuvre la solution 3. La rampe « permanente intégrée » peut être construite ou intégrée librement par le propriétaire/gestionnaire de l'établissement car entièrement incluse dans l'ERP (au sein du bâtiment ou en partie extérieure sur la parcelle de l'ERP). La rampe inclinée « permanente ou posée » avec emprise sur le domaine public nécessite une demande d'occupation de la voirie ou un permis de stationnement. Elle peut être construite ou posée dans les conditions (dimensions, durée) prévues par l'autorisation obtenue. Pour ne pas qu'elle devienne un obstacle à la circulation libre des usagers sur le trottoir, son installation doit maintenir sans danger le passage d'une personne sur le trottoir (largeur résiduelle minimum de 90 cm). Lors de la réalisation de plans inclinés à l'entrée d'ERP existants, il convient de prévoir la présence de l'aire de manœuvre de la porte d'entrée le cas échéant, ainsi qu'un palier de repos de 1,20 m x 1,40 m. Ce palier de repos est nécessaire au confort et à la sécurité d'un visiteur, en particulier en cas de non fonctionnement d'une porte automatique. Une rampe permettant de traiter un dénivelé présent à l'accès du bâtiment présente les caractéristiques suivantes :

- supporter une masse minimale de 300 kg
- être suffisamment large pour accueillir une personne en fauteuil roulant
- être non glissante
- être contrastée par rapport à son environnement
- être constituée de matériaux opaques.

Quel que soit le type de rampe mise en œuvre, il conviendra de respecter la règle fonctionnelle d'accès à angle droit ($L_1 + L_2 > 2m$) notamment entre le nez de bordure du trottoir et l'extrémité du plan incliné, garantissant l'usage du plan incliné par une personne en fauteuil roulant ou une poussette. Il est souhaitable que compte tenu de la largeur d'un fauteuil roulant type retenu par la réglementation et dont les caractéristiques figurent en annexe 1 de l'arrêté du 8 décembre 2014, la largeur d'un plan incliné ne soit pas inférieure à 80 cm. Une rampe permanente ou posée ne présente pas de vides latéraux. La notion de « vide latéral » doit s'entendre par le remplissage de la partie

latérale située sous la rampe afin d'en faciliter la détection, notamment par une canne d'aveugle et de limiter les chutes. La rampe ne doit pas nécessairement comporter de chasse-roue. Seules les rampes permanentes ou posées (qu'elles aient ou non une emprise sur le domaine public) sont concernées par cette mesure.

- Les Agendas d'accessibilité programmée

La loi du 10 juillet 2014. Malgré les dispositions prévues par la loi de 2005, toutes ne sont pas appliquées et des mesures doivent renforcer les obligations en faveur de l'accessibilité. La loi du 10 juillet 2014 habilitant le gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité vient renforcer et compléter la loi de 2005. Parce que l'objectif de 2015 pour l'accessibilité des transports publics et des établissements recevant du public ne pourra pas être respecté par tous, la nouvelle loi se donne les moyens d'atteindre cet objectif dans des délais redéfinis. Sur la base de cette loi, a été présenté le 26 septembre 2014 en Conseil des ministres une Ordonnance sur la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées. Elle simplifie et explicite les normes d'accessibilité et sécurise l'environnement juridique de mise en accessibilité en créant l'« Agenda d'accessibilité programmée ». Elle vise également à garantir l'application de l'obligation d'accessibilité. Son décret d'application a été publié le 6 novembre. 2016. Il fixe notamment le contenu du dossier d'Ad 'Ap et les modalités des formalités pour le déposer et de son instruction.

L'Agenda d'accessibilité programmée (Ad 'Ap) est un engagement des acteurs publics et privés pour rendre la société accessible à tous dans des délais resserrés et réalistes. L'Agenda est un document de programmation pluriannuel qui précise la nature des travaux et leur coût et engage le gestionnaire d'établissement qui le signe à réaliser les travaux dans un délai du un à trois ans.

Son dépôt est obligatoire, il se fait en mairie ou en préfecture dans un délai de 12 mois à compter de la publication de l'ordonnance au J.O. et se matérialise par un formulaire simplifié. Le dépôt de l'Agenda suspend- pour la durée de l'Agenda- le risque de se voir appliquer la sanction pénale prévue par la loi du 11 février 2005. A contrario, l'absence de dépôt expose le gestionnaire à des sanctions pécuniaires et pénales. La durée maximale de l'Agenda sera de trois pour 80% des établissements.

Les dossiers d'engagement devront être déposés avant le 31 décembre 2014 ou au plus tard douze mois après la publication de l'ordonnance. Les projets d'Ad 'Ap devront être validés par le Préfet. Cette validation permettra ainsi de d'entériner l'échéancier pour la mise en accessibilité.

L'Ad 'Ap est un engagement irréversible. Un dossier validé devra être mené à son terme.

Il est important de noter que le dispositif législatif issu de la loi du 11 février 2005 demeure.

Les Ad 'Ap sont un dispositif d'exception qui permet de poursuivre en toute sécurité juridique des travaux d'accessibilité après le 1^{er} janvier 2015.

Evolution de l'environnement normatif. L'évolution d'un certain nombre de normes relatives à l'accessibilité pour tenir davantage compte de la qualité d'usage et permettre à la fois de simplifier et d'actualiser de nombreuses normes et dispositions réglementaires, ainsi que de les compléter pour mieux prendre en compte l'ensemble des formes de handicap. Une simplification de la réglementation pour la rendre plus efficace, Une meilleure prise en compte de toutes les formes de handicap, Ne pas figer l'accessibilité et améliorer son suivi.

Sont ainsi rappelées et précisées les conditions techniques réglementaires et les contraintes, pour tout projet de mise en conformité de l'accessibilité de bâtiment publics aux Personnes à Mobilité Réduite.

4-Mise en conformité de l'accessibilité aux PMR de l'Eglise et du Parvis de la commune de POILHES.

Le dossier mis à l'enquête (DUP et projet d'acquisition de 116 m2 de la parcelle A 895) est l'aboutissement de la démarche engagée depuis plusieurs années par la commune de POILHES

- DEMARCHE DE LA COMMUNE DE POILHES. HISTORIQUE

Par délibération en date du 30 mai 2016 le Conseil municipal a approuvé le projet d'Agenda d'accessibilité programmée avec présentation des annexes : priorité et dérogations.

En effet une demande d'Agenda d'Accessibilité Programmée est rendue obligatoire par l'ordonnance n° 2104-1090 du 26 septembre 2014.

Le maire a rappelé que les gestionnaires des ERP et IOP ont désormais l'obligation, pour mettre leurs établissements en conformité avec les obligations d'accessibilité, de s'engager par la signature d'un agenda d'accessibilité programmée (Ad 'Ap) ; cet Ad 'Ap correspondant à un engagement de procéder aux travaux dans un délai déterminé et limité.

Ainsi le diagnostic de l'accessibilité des neuf ERP et IOP de la commune, réalisé avec l'aide de l'architecte Mme PONS Joëlle, a montré que tous nécessitaient des adaptations plus ou moins importantes.

L'ensemble des coûts des travaux s'élève à 337 308 €TTC. Des dérogations seront sollicitées pour cinq de ces ERP et IOP.

- DOSSIER D'ACCESSIBILITE AD 'AP.

Le dossier accessibilité établi par l'architecte DPLG Joëlle PONS concerne :

L'EGLISE Saint-Martin ERP TYPE V : Lieu de culte CATEGORIE -Vème.

Après 2 rappels -Rappel des dispositifs réglementaires (sans référence aux lois des 11 février 2005 et 10 juillet 2014). – Rappel des cas dans lesquels le législateur a prévu la possibilité de demander une dérogation aux règles d'accessibilité handicapés (R 111-19-10 du Code de la construction et de l'habitation), p.e. : Impossibilité technique, contraintes liées à la conservation du patrimoine architectural, et leurs coûts,

Est présenté ci-dessous un tableau de synthèse des travaux à réaliser.

SYNTHESE DES TRAVAUX A REALISER	
Estimation financière	
	Montant travaux en euros HT
1 STATIONNEMENT PMR et CHEMINEMENT	2900,00
ESCALIER ET MAIN COURANTE	3100,00
ELEVATEUR	16000,00
SEUIL ET SAS	2300,00
2 EMPLACEMENTS INTERIEURS	800,00
TOTAL	25100,00

- Stationnement

Constats : -Absence de stationnement réservé aux personnes à mobilité réduite à proximité de l'église
-Le cheminement usuel n'est pas adapté pour une personne malvoyante ou aveugle Absence de repérage tactile et visuel

Préconisation : Créer un stationnement avec logo PMR au sol et une signalétique verticale. Le stationnement ne comportera pas de dévers supérieur à 3%.

Un cheminement sera réalisé repérable tactilement et contrasté, stabilisé et sans ressaut supérieur à 2 cm d'une largeur supérieure ou égale à 1,20 m. Le dévers ne dépassera pas 3%. Une bande d'éveil et de vigilance sera posée au sol pour informer les piétons du passage des voitures.

Rappel des adaptations mineures/Cheminevements extérieurs- ERP -IOP existants

Illustration des caractéristiques dimensionnelles d'une place de stationnement réservé.

- Cheminement : Escalier de l'église

Constats : -Présence de marches qui créent un obstacle l'entrée de l'église. -Escalier non adapté aux personnes malvoyantes ou aveugles.

Préconisation : 1 BEV ou plots podotactiles, une bande contrastée de 10 cm sera peinte sur la première et dernière contremarche, les nez de marche seront contrastés sur une largeur de 3 cm horizontalement, Installation d'une main courante supplémentaire, la main courante sera continue rigide et facilement préhensible, Un élévateur sera installé au niveau du parvis.

- Entrée de de l'église

Constats : - La Présence d'un ressaut au niveau du seuil crée un obstacle aux fauteuils roulants. - L'espace de manœuvre de porte dans le sas est insuffisant- La poignée ronde n'est pas facilement préhensible.

Préconisations : Installer une rampe au niveau du seuil de la porte d'entrée sur le perron, -Déplacer la deuxième porte du sas afin de créer un espace de manœuvre de 2,20 m de longueur perpendiculaire à l'axe de la porte, -Changer la poignée par une poignée facilement préhensible.

Recommandations : La première porte de l'église restera ouverte aux heures d'ouverture.

- Aménagement intérieur

Préconisations : 2 places pour personnes à mobilité réduite seront aménagées à l'intérieur de l'église- Le sol, et le cheminement sera sans obstacle sur un sol non meuble et sans ressaut de plus de 2 cm, - La dimension de l'espace pour chaque emplacement est de 1,30 x 10,80 m avec un espace de manœuvre de 1,50 m de diamètre.

***Demande de dérogation accessibilité**

En application de l'article 4 de l'arrêté du 8 décembre 2014.

EGLISE : ERP Type V -5 ième catégorie

Le parvis de l'église est enclavé entre un puits, une fontaine, une servitude privée de passage, et la rue. De préférence, la rampe amovible sera installée au niveau du terrain plus haut, sur la servitude de passage.

Article 4 : Accès à l'établissement ou l'installation

Installation d'une rampe d'accès amovible qui peut être automatique ou manuelle selon les caractéristiques dimensionnelles réglementaires

Objet de la dérogation : Installation d'une rampe amovible manuelle escamotable installée aux heures d'ouverture de l'église au niveau du perron.

***Le Conseil a adopté le plan ainsi que l'ordre de priorité des travaux et autorisé le maire à transmettre la demande d'Ad 'Ap au Préfet.**

✱ Monsieur le maire de POLIHES a transmis le dossier à Monsieur le Préfet en date du 31 mai 2016.

Dans ce courrier, page 2, le Maire de POILHES attire l'attention de Monsieur le Préfet sur les points suivants : -le montant total des travaux est estimé pour les neuf ERP, sans dérogation, à 337 308 € TTC. -plusieurs dérogations sont sollicitées.

Une concernant l'église pour les raisons suivantes : « Les difficultés d'accès (perron enclavé entre un puits, une fontaine et une servitude de passage privée) ne permettent pas l'installation de la rampe qui avait été envisagée dans un premier temps et qui empiéterait trop sur la largeur de la rue de l'église ; le coût de l'installation d'un élévateur paraît disproportionné au vu de la fréquentation de ce lieu de culte. Une rampe d'accès mobile pourrait être une solution alternative ».

✱ Récépissé n°034 206 16 001 de dépôt de la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad' Ap) DDTM 34 S.A.T.E.N. en date du 2 juin 2016.

Le Préfet, dans l'arrêté n° DDTM 34-2016-07-07515 en date du 18 juillet 2016 « considérant l'avis favorable émis par la Sous-Commission Départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées lors de la réunion du 5 juillet 2016, arrêtes-en son article 1^{er} : En application de l'article R 111-19-31 du Code de la construction et de l'Habitation, les Ad 'Ap visés dans le tableau ci-dessous sont approuvés 20 projets d'Ad 'Ap dont celui présenté par la commune de POILHES.

NUMERO	DEMANDEUR	COMMUNE	DELAÏ DEMANDE
ADAP 034 206 16 001	MAIRIE DE POILHES	POILHES	5 ANS

- TRAVAUX REALISES.

Parmi les travaux préconisés ont été réalisés partiellement courant 2020 :

- Le stationnement PMR et le cheminement
- Escalier et main courante sur le parvis
- Seuil et le sas d'entrée de l'église
- L'aménagement des espaces intérieurs.



Travaux déjà réalisés côté Rue de l'Eglise

Ainsi dans la cadre de la mise en œuvre progressive de l'agenda d'accessibilité programmée (Ad 'Ap), la commune de POILHES a réalisé un ensemble de travaux afin d'améliorer l'accessibilité de l'église aux Personnes à Mobilité Réduite.

Il reste néanmoins à assurer l'accès à l'église.

En effet l' A d'AP approuvé par le Préfet prévoit l'aménagement de l'Eglise et de ses accès aux normes PMR en 2019.

La configuration des abords a amené la commune à solliciter un délai supplémentaire pour ce qui concerne l'accès à l'Eglise des PMR en fauteuil. En effet la rue de l'Eglise est trop pentue pour qu'un accès y soit aménagé et, de l'autre côté, la parcelle qui jouxte l'Eglise est privée.

C'est l'objectif de ce dossier et des enquêtes publiques conjointes préalables.

- DEMARCHE DE LA COMMUNE AUPRES DES PROPRIETAIRES DE LA PARCELLE A 895

Or, depuis 2007, les conseils municipaux successifs se sont préoccupés de ce problème et ont contacté plusieurs fois les propriétaires en vue de la mise à disposition de cette parcelle ou d'une partie de celle-ci.

En effet, compte tenu de la situation, le projet implique le passage par la parcelle A 895 appartenant à l'indivision Côteaux d'Ensérune et Mme DAUDIN.

Par courrier en date 9 octobre 2007, le maire de POILHES Michel VIGUIER propose à Mme et Mr DAUDIN Patrick « de bien vouloir céder à titre gratuit la partie de la parcelle A895 donnant accès à l'église, tout en conservant un droit de passage vers leur propriété. En effet « cette parcelle nécessite une rénovation (goudronnage) et un entretien régulier ».

Ce courrier étant resté sans réponse, le Maire par courrier en date du 24 octobre 2007, « s'est permis de relancer le GFA Coteaux d'Ensérune Mme VALLS et Mr et Mme DAUDIN Patrick » les invitant à une rencontre afin de préciser l'intérêt général de la démarche.

Par courrier adressé au maire, daté du 12 novembre 2007, Mr et Mme DAUDIN précise : « Suite à notre rencontre en mairie du 30 octobre 2007, je vous confirme que je ne souhaite pas céder la parcelle cadastrée A 895 dans le domaine communal. »

Le 9 octobre 2017, le maire a reçu en mairie Mr et Mme DAUDIN « pour un entretien concernant la parcelle du terrain devant leur portail et sur laquelle donnent les escaliers de l'église ». Le maire a précisé les informations suivantes :

- le portail et les piliers de l'entrée de leur cour constituent des éléments patrimoniaux à conserver
- la commune est intéressée par l'achat de la parcelle pour des travaux de goudronnage et pour réaliser les aménagements nécessaires à l'accessibilité aux PMR.

Et a signalé-le danger que représentait l'engin appartenant à Mr VALLS, déposé en permanence dans le coin de l'église.

Mr DAUDIN a répondu que la parcelle lui appartenait conjointement avec Mr VALLS et qu'il n'était pas vendeur, souhaitant éventuellement plus tard « pouvoir se garer là », qu'il « parlerait à Mr VALLS de l'engin ».

En conclusion, Mr DAUDIN a exprimé le souhait « qu'on le contacte quand on en serait au point Eglise de l'AD'AP (2019) ».

Le Conseil municipal dans sa séance du jeudi 21 mars 2019 autorise le maire à demander aux deux propriétaires de la parcelle A 895 : MM DAUDIN & VALLS d'accepter de vendre à la commune « la partie extérieure au portail d'accès à leur cour « afin d'y aménager cet accès ». La parcelle A 895 fait dans sa totalité 242 m2, la partie à acquérir ne représentant que 116 m2.

Suite à l'avis de l'expert des Domaines consulté, le maire propose de faire une offre de 12 000 € pour l'acquisition de ces 116 m2. Il convient de prendre en compte notamment le fait que ladite parcelle se situe en zone U, mais qu'en pratique elle n'est pas constructible, qu'elle sert actuellement de parking à des engins agricoles et qu'en plus elle est grevée de servitudes de passage.

Le Conseil décide qu'en cas de refus des deux propriétaires, la commune serait contrainte de lancer une procédure d'expropriation.

Le Conseil autorise le maire à faire cette offre d'achat aux propriétaires pour un prix de 12 000 €.

Par lettres Recommandées avec Accusés de Réception en date du 26 mars 2019, Mme le maire J CARABELLI SEJEAN rappelle à Mme VALLS Marie Côteaux d'Ensérune et Mr et Mme DAUDIN que « la commune est tenue par la loi d'aménager tous les établissements recevant du public pour les personnes à mobilité réduite (PMR) et que selon le calendrier approuvé par le Préfet cette année la commune doit mettre aux normes l'église et ses abords ». Mme la Maire après avoir rappelé que « l'accès pour les PMR en fauteuil roulant n'est pas envisageable du côté de la rue de l'Eglise, trop pentue » précise que « la seule possibilité consiste à aménager cet accès -une longue rampe avec palier- du côté gauche de la porte d'entrée ; soit sur la partie, extérieure au portail, de la parcelle A 895 (laquelle mesure en totalité 242 m2 », parcelle appartenant à Mme VALLS ainsi qu'à Mr et Mme DAUDIN. « Cette partie à acquérir représente environ 116 m2 ».

Autorisée par le Conseil municipal, je suis donc mandatée pour proposer 12 000 € comme prix d'achat des 116 m2 de la parcelle. Bien entendu, la servitude de passage serait garantie pour l'accès à vos bâtiments ».

Par lettres Recommandées avec Accusés de Réception datées du 21 mai 2019 adressées à Mme VALLS et à Mr et Mme DAUDIN, Mme le Maire indique :

« Je suis toujours sans réponse à ma lettre datée du 26 mars 2019, dont vous avez accusé réception le 28 mars. Par ce courrier, je vous présentais, au nom de la commune, une offre d'achat pour un prix de 12000€ d'une partie (116m²) de la parcelle A 895 qui vous appartient, sur le côté de l'église, et ce pour les aménagements nécessaires à l'accès des personnes à mobilité réduite.

Je suis au regret d vous informer que faute d'une réponse positive des deux propriétaires avant le 10 juin prochain, je serai contrainte d'engager une procédure d'expropriation ».

Lors de la délibération du Conseil municipal du 15 octobre 2021, le maire rappelle les tentatives de négociation menées en 2007, 2017 et 2019 avec les propriétaires, ainsi que l'expertise établie en 2019 portant avis sur la valeur vénale d'une portion de cette parcelle.

« Considérant les refus de cession de l'indivision et les motifs impératifs d'acquisition de cette parcelle, le maire propose d'engager l'acquisition du bien par voie d'expropriation ».

« A l'unanimité, Le Conseil municipal autorise la maire à poursuivre aux fins ci-dessus exposées, la Déclaration d'Utilité Publique du projet et l'acquisition par voie d'expropriation, conformément au Code de l'expropriation, du terrain sis Rue de la Poste parcelle A 895 pour une portion de la surface totale de 242 m² appartenant à l'indivision Côteaux d'Ensérune et Monsieur et Madame DAUDIN Patrick. »

Le paiement sera assuré au moyen des fonds libres communaux, le dossier joint à la délibération comprenant les pièces exigées par l'article R 112-4 et suivant du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le 27 octobre 2021, le maire adresse à Mr le Préfet un courrier dont l'objet est « Sollicitation en vue de déclarer l'utilité publique de la mise en conformité de l'accessibilité aux PMR de l'église et l'acquisition de la parcelle concernée par l'expropriation ».

Après avoir rappelé l'historique du projet et la décision du Conseil municipal en date du 15 octobre 2021 présentée ci-dessus, le maire sollicite l'avis du Préfet sur ce projet.

CHAPITRE I DOSSIER DE DUP MISE EN CONFORMITE DE L'ACCESSIBILITE AUX PMR DE L'EGLISE ET DU PARVIS

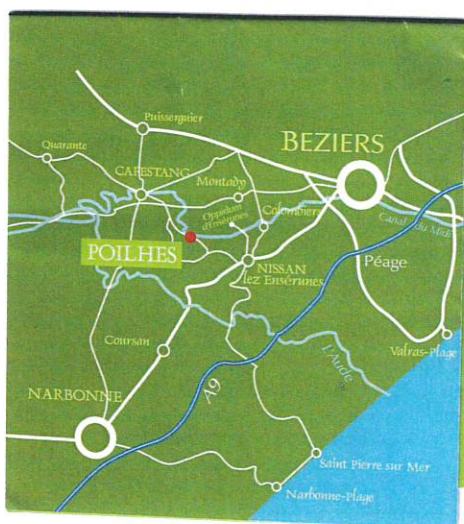
PROJET D'ACQUISITION DE 116 M2 DE LA PARCELLE A 895 PAR VOIE D'EXPROPRIATION.

COMPOSITION DU DOSSIER DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE – DUP

Le dossier reçu en Préfecture le 16 novembre 2022 se compose des pièces administratives suivantes :

- Note explicative
- Plan de situation communal
- Plan de situation du projet
- Plan de zonage du projet
- Plan du Parvis - état actuel Echelle 1/100
- Plan du Parvis - état projeté Echelle 1/100
- Photographies de l'état actuel
- 3 Vues 3D du Parvis -état actuel et projeté
- Estimation actualisée de l'aménagement de la rampe et du parvis
- Délibération du conseil municipal du 15/10/2021 - n°031/2021 - portant sur l'acquisition d'une portion de la parcelle A 895 par voie d'expropriation
- Délibération du conseil municipal du 21/03/2019 - n°005/2019 - relative à l'aménagement des abords de l'église (accès fauteuil Ad 'Ap) - projet d'achat d'une parcelle.

Le dossier présenté a été élaboré par Stéphanie MACIA-GALTIER Architecte DPLG -Urbaniste 13 boulevard des Ecoles 34310 POILHES.



NOTE EXPLICATIVE

1 LE CONTEXTE.

La commune de POILHES se situe, dans le département de l'Hérault à environ 15 km à l'ouest de BEZIERS et 19 km à l'est de NARBONNE.

Dès 2016 la commune de POILHES a confié à Mme PONS Joëlle architecte DPLG à Courdonterral la mission de diagnostic Accessibilité Handicap des bâtiments communaux recevant du public en application du décret n°2014 -1327 du 05/11/2014.

Par arrêté n° DDTM 34 2016-07-07515 du 18/07/2016, le Préfet de l'Hérault a approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad 'Ap) pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

La situation dans laquelle intervient ce projet de rampe PMR à proximité de l'église est caractérisée par les trois éléments essentiels suivants :

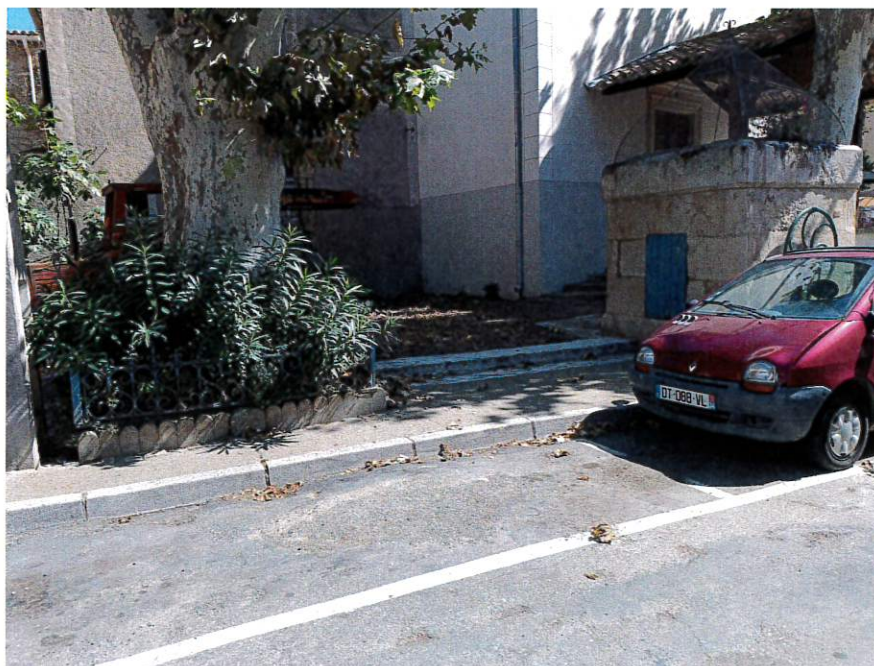
- La mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) lors des cérémonies religieuses
- La sécurité des abords de l'église pour les Personnes à Mobilité Réduite
- La protection du patrimoine inscrit dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) par l'embellissement et l'entretien régulier de ce site.

Les travaux préconisés ont été réalisés partiellement en 2020 :

- -Le stationnement PMR et le cheminement
- - Escalier et main courante sur le parvis
- - Seuil et le sas d'entrée de l'église
- L'aménagement des espaces intérieurs.

Précédemment, la partie « accès » au parvis avait été mis en attente afin d'étudier toutes les options. Une demande de dérogation avait été demandé au Préfet compte tenu des difficultés d'accès.

En effet, le parvis de l'église est enclavé entre un puits, une fontaine, (ancien abreuvoir), une servitude privée de passage et la rue de l'église. Cette rue est trop pentue, trop étroite et très passagère, ce qui rend l'accès à l'aide d'une rampe « type amovible » non sécurisable.





L'accès par la parcelle A 895 à l'aide d'une rampe conforme liée par le cheminement balisé à la place de stationnement PMR a été retenu comme la solution la mieux adaptée et la plus sécurisée.

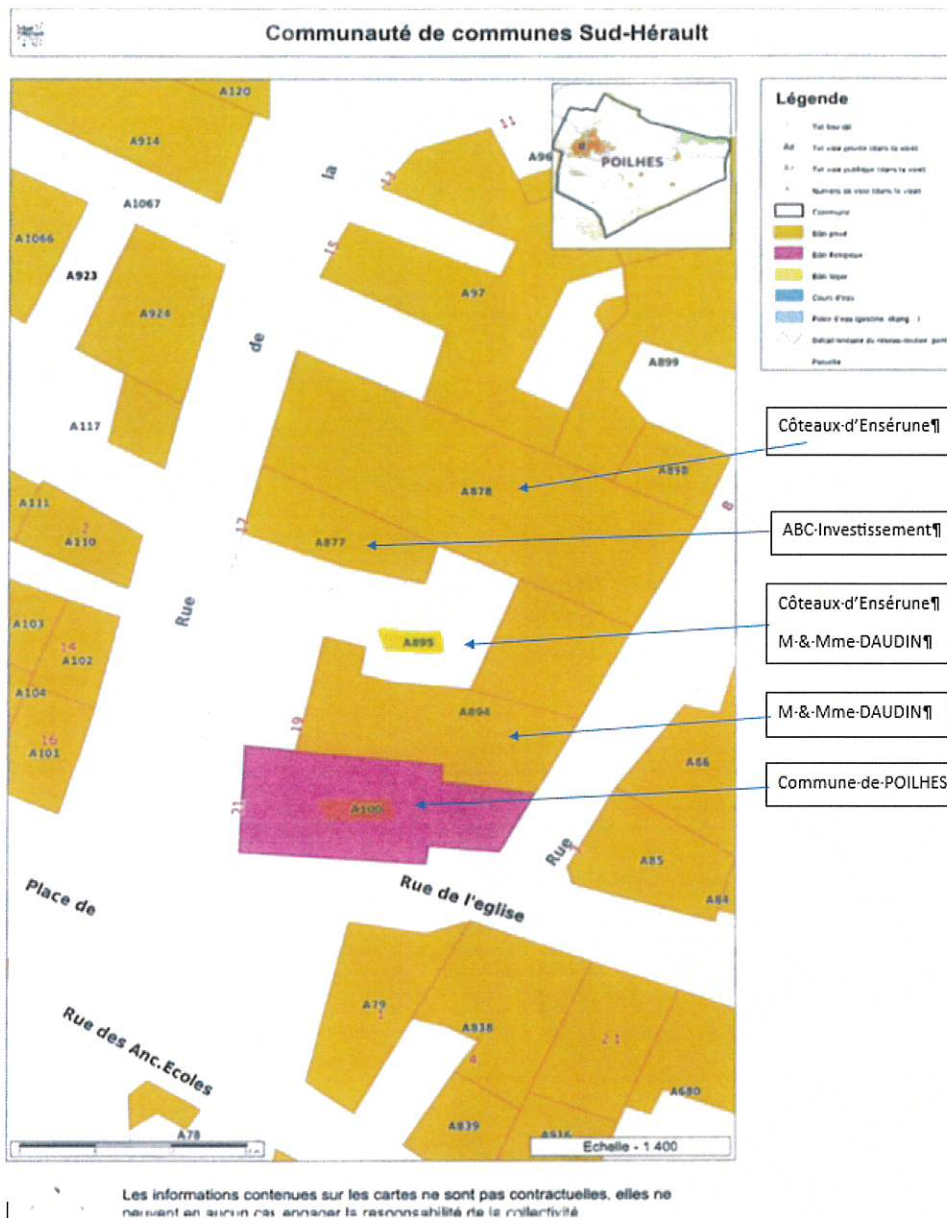
2 LES CONSEQUENCES

Ainsi, il s'agit de finaliser la mise aux normes pour les Personnes à Mobilité Réduite de cet établissement recevant du public, lieu de culte, de type V de 5 ième catégorie.

Par ailleurs, l'aménagement d'un accès par la création d'une rampe-rampe 6% avec chasse roue et paliers de repos, emmarchements adaptés au reprofilage du terrain avec gardes corps, nez de marches contrasté, première et dernière marche doivent être pourvues d'une contre-marche.

La réalisation du projet repose sur l'acquisition d'une partie de la parcelle A 895 -116 m2- rue de la Poste.

Ci-dessous la situation cadastrale de la parcelle A 895 et de son environnement



3 LE PROJET

Description.

Le projet prévoit la création d'un rampe PMR en trois parties-pente de 6%et deux paliers de repos-
donnant accès au parvis de l'église.

La rampe démarre entre le puits et le platane au niveau de la place de parking réservé PMR (domaine
communal-Arrêté d'alignement de la DDTM/Division Béziers du 20/10/2022 pour la rue de la Poste-
parcelle A 895).

Situation.

La commune est déjà propriétaire de la parcelle A 100 : Eglise et son parvis couvert. Le parvis est
desservi par deux accès distincts :

*Rue de l'Eglise : accès par des escaliers qui suivent la pente de la rue – cette partie a été
mise en conformité PMR en 2019.



Travaux déjà réalisés côté Rue de l'Eglise

*Rue de la Poste : accès piétonnier avec un escalier via la parcelle A 895.



Emprise

La réalisation de ce projet repose sur l'acquisition d'une partie de la parcelle A 895 - 116 m² - rue de la Poste donnant accès à la parcelle communale A100.

La servitude privée de passage, le long de la parcelle A 877 jusqu'à la parcelle A 895 sera maintenue, cette partie restant propriété de particuliers.

Aspects réglementaires

L'aménagement de cet espace est réalisé dans le respect du Plan Local d'Urbanisme/PLU en vigueur, notamment au titre de la Protection du Patrimoine. En effet le projet se situe en zone UA du PLU.

L'Eglise est répertoriée dans la liste du Patrimoine à protéger sous le numéro N°24. Ses abords y sont également listés : la parcelle A 877 sous le n°36 et la parcelle A 895 sous le n°37.

Ainsi de plus cette opération s'inscrit dans une démarche d'embellissement des abords du parvis de l'Eglise, et au-delà de la commune.

Utilité publique

L'objectif de la commune est de finaliser la mise en conformité de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite lors des cérémonies religieuses conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

En créant cet aménagement, la commune respecte ses engagements exprimés dans l'Agenda d'Accessibilité Programmée, et renforce la sécurité et la protection du patrimoine communal.

L'utilité publique est justifiée par la volonté de permettre aux personnes à mobilité réduite d'accéder au lieu de culte de la commune, ainsi que de sécuriser cet accès le mieux possible.

L'utilité publique est aussi justifiée par l'acquisition du foncier nécessaire à la réalisation de ce projet, projet rendu indispensable par l'absence d'un accès PMR sécurisé équivalent réunissant les conditions de sa réalisation.

Néanmoins, cette opération ne « pénalise pas outre mesure » les propriétaires de la parcelle A 895 et des riverains - parcelles A 877 et A 894 - puisqu'actuellement cet emplacement est dégradé, non entretenu et lieu de dépôt permanent de matériel agricole apparemment vétuste.

Résoudre l'accessibilité PMR de l'église

L'objectif de la commune est de finaliser la mise en conformité de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite lors des cérémonies religieuses -notamment mariages et enterrements- conformément aux dispositions réglementaires.

En créant cet aménagement la commune respecte ses engagements et renforce la sécurité et la protection du patrimoine communal.

Avec ce projet, la commune résout le problème de l'accessibilité PMR à l'Eglise.

Justification de la nécessité de recourir à l'expropriation.

✓ Sur l'emprise

L'emprise : une surface de 116 m2, partie de la parcelle A 895, est indispensable à la réalisation du projet présenté.

En effet sa situation est la seule réunissant les conditions retenues suivantes :

L'accessibilité : cette rampe bâtie sur la pente de 6 % respecte les obligations techniques réglementaires en termes de PMR

La sécurité : cet aménagement se situe dans un espace attenant à la rue de la Poste et jouxtant la place de parking réservée

La protection du patrimoine : ce site sera entretenu régulièrement, et un programme d'embellissement avec plantations et du mobilier urbain est envisagé.

Surface du projet : Emprise de 116 m2.

✓ Sur la procédure

= Plusieurs propositions d'acquisition à l'amiable ont été adressées aux propriétaires de la parcelle A 895 : Monsieur et Madame DAUDIN et Indivision Coteaux d'Ensérune/Madame VALLS.

Par délibération n°005-2019 en date du 21/03/2019, le Conseil municipal a fait une offre d'achat au prix de 12 000 €

La mairie a adressé un courrier à chaque propriétaire le 26/03/2019 et un rappel le 21/05/2019.

Les propriétaires ont refusé verbalement cette offre.

= Un avis des Domaines- estimation sommaire et globale -a été sollicité le 30/03/2022.

La parcelle A 895 en nature du sol d'une surface totale de 242 m² constitue une propriété en indivision imbriquée avec trois parcelles voisines A 100, A 877 et A 894.

L'emprise du projet est de 116 m².

L'indemnité principale définie par l'ESG s'élève à 120 €/m² x 116 m² = 14 000€.

La dépense totale estimée (indemnités accessoires et aléas inclus) s'élève à 19 000€.

4 LE BILAN AVANTAGES/INCONVENIENTS

*Atteinte à la propriété privée

Le dossier estime que « Cette notion est relative ».

Compte tenu des dispositions du PLU, notamment en termes de protection du Patrimoine listant les emplacements n°24, 36 & 37 sur ce site, cette surface /emprise de 116 m² sera valorisée.

Actuellement l'état de cette parcelle privée présente des problèmes d'entretien et apparaît comme un lieu de stockage de matériels dénaturant globalement les lieux.

Dans son aspect actuel, il constitue une verrue particulièrement inesthétique lors de cérémonies religieuses festives.

*Valorisation du site

De fait, le projet valorisera le site dans sa totalité, et non uniquement la partie à acquérir.

Cet espace sera aisément entretenu par les services techniques municipaux, et maintenu en état de propreté et sécurisé. De plus avec l'aménagement, notamment paysager envisagé, il sera en permanence plus accueillant.

Les fonds voisins ne seront a priori que peu impactés par le projet, car la servitude privée de passage le long de la parcelle A 877 vers la parcelle A 895 (portail) est conservée.

L'accès de la partie à acquérir en direction de l'église restera un espace piétonnier visant la sécurité des usagers.

*Coût financier global du projet.

Les travaux déjà réalisés en 2020 au titre de l'Ad 'Ap à l'église s'élèvent à 97 271 € HT/116 725 € TTC.

La finalisation de l'opération de mise en conformité -acquisition et travaux d'aménagement- sont estimés à :

-Acquisition : 19 000€ (dépense totale estimée plus indemnités accessoires et aléas imprévus inclus)

-Travaux : 22 000€ HT/26400 TTC.

NOTE PRESENTANT LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES OUVRAGES LES PLUS IMPORTANTS

Pour répondre à la nécessité de finaliser la mise en conformité de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite lors des cérémonies religieuses, conformément aux dispositions du décret n°2014 - 1327 du 05/11/2014, la mairie envisage d'aménager le nouveau parvis de l'Eglise dans le respect des engagements pris et en renforçant la sécurité et la protection du patrimoine communal.

Le parvis sera désormais accessible à partir de la rue de la Poste.

*Le projet se compose principalement des travaux suivants :

Achat d'une partie -116 m² -de la parcelle A 895

Création des rampes en béton désactivé et emmarchements

Création des gardes corps et mains courantes

Créations de passage piétons sécurisés

Création d'espaces verts et aménagement de mobilier urbain.

Les travaux seront réalisés en 2023 pour un montant estimé de 45400 €ttc.

APPRECIATION SOMMAIRE DES DEPENSES

La mise en conformité de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite lors de cérémonies religieuses avec l'aménagement d'un nouveau parvis de l'Eglise implique pour la collectivité des dépenses liées à l'acquisition des emprises foncières et aux travaux nécessaires.

- Estimation des dépenses d'acquisition

L'estimation de ces dépenses vise à réparer/compenser l'intégralité du préjudice causé par l'expropriation, conformément à l'article L13-13 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette somme est généralement obtenue en additionnant une indemnité principale représentant la valeur de l'élément disparu (immeuble, terrain...) et une ou plusieurs indemnités accessoires, notamment l'indemnité de remploi destinée à couvrir les dépenses que les expropriés seront amenés à exposer normalement lors du rachat d'un bien de même nature, dont le prix sera équivalent au montant de l'indemnité principale (frais de recherche, frais d'acte)

La commune de POLIHES a demandé au service des Domaines de réaliser cette estimation.

Le Conseil municipal a délibéré le 21/03/2019 pour une offre à 12 000 €.

Selon l'estimation sommaire et globale de 28/06/2022, le montant de l'indemnité principale est de 14 000 €, la dépense totale étant estimée à 19 000 €.

Proposition de la commune : 12 000 € conformément à la délibération du Conseil municipal n°005-2019 du 23/03/2019.

- Estimation du coût d'aménagement de la rampe PMR Eglise de POILHES. Accessibilité fauteuils sur partie de parcelle A 895.

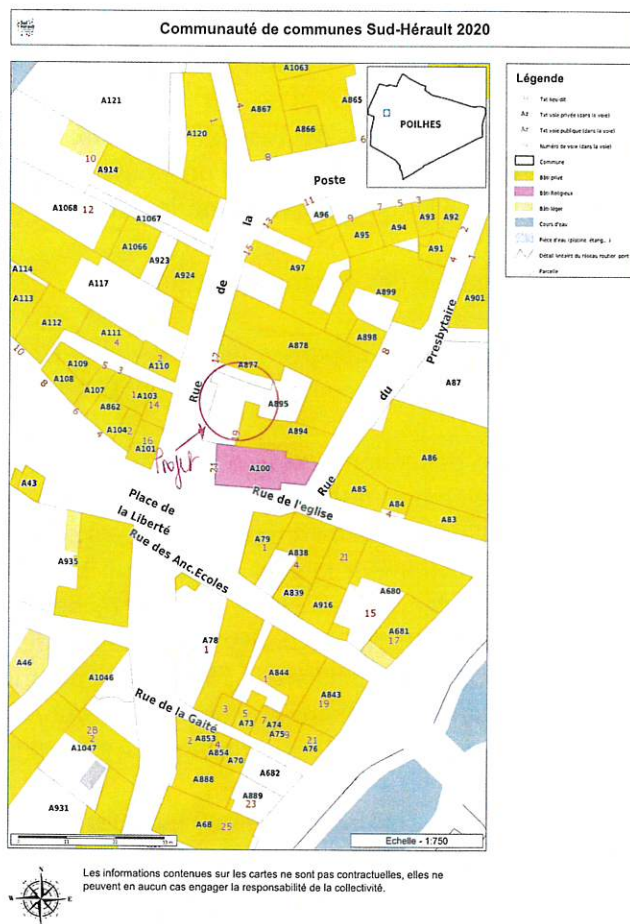
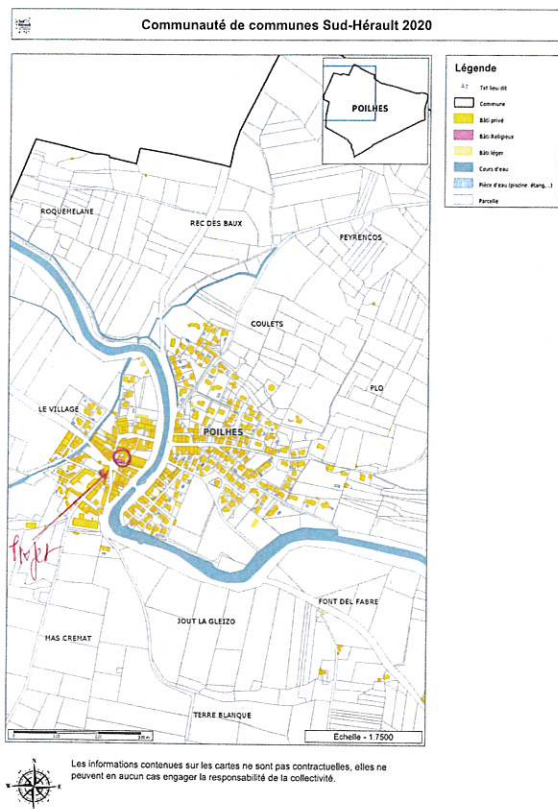
DESCRIPTIF	COÛTS HT
Implantation	500 €
Amené et replis matériel	500 €
Création des rampes en béton désactivé	7970 €
Emmarchements modifications et adaptations	1800 €
Gardes corps et mains courantes	5810 €
Paysagement – bancs	2200 €
Total	16980 €

Autres frais 4754 € et TVA : TOTAL Global TTC 26 400 €.

- Estimation des dépenses totales de travaux.

OBJET DES DEPENSES	COÛTS
Acquisitions	19 000 €
Travaux	26 400 € ttc
TOTAL	45 400 € TTC

L'estimation de ces dépenses correspond aux achats des parcelles, aux études préalables et aux travaux. Le montant est estimé actuellement à 45 400 €.

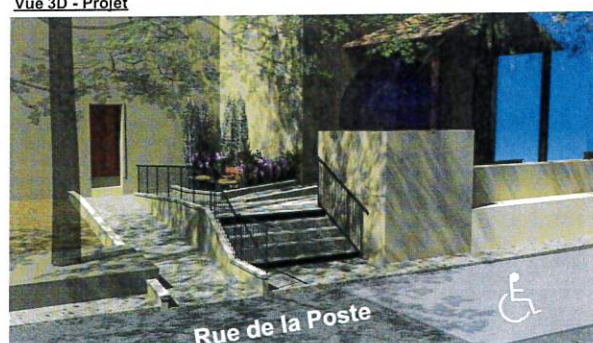


Remarque : les 3 Vues 3D du Parvis (Extraits de la Notice élaborée par l'architecte Stéphanie MACIA-GALTIER^o) illustrent la situation actuelle et le programme de travaux envisagé permettant l'accès à l'Eglise depuis la rue de la Poste

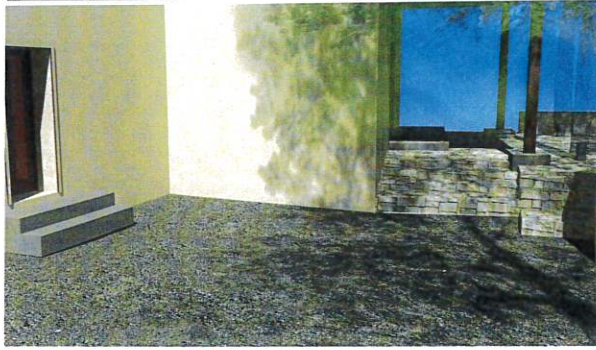
Vue 3D - Etat des lieux



Vue 3D - Projet



Vue 3D - Etat des lieux



Vue 3D - Projet

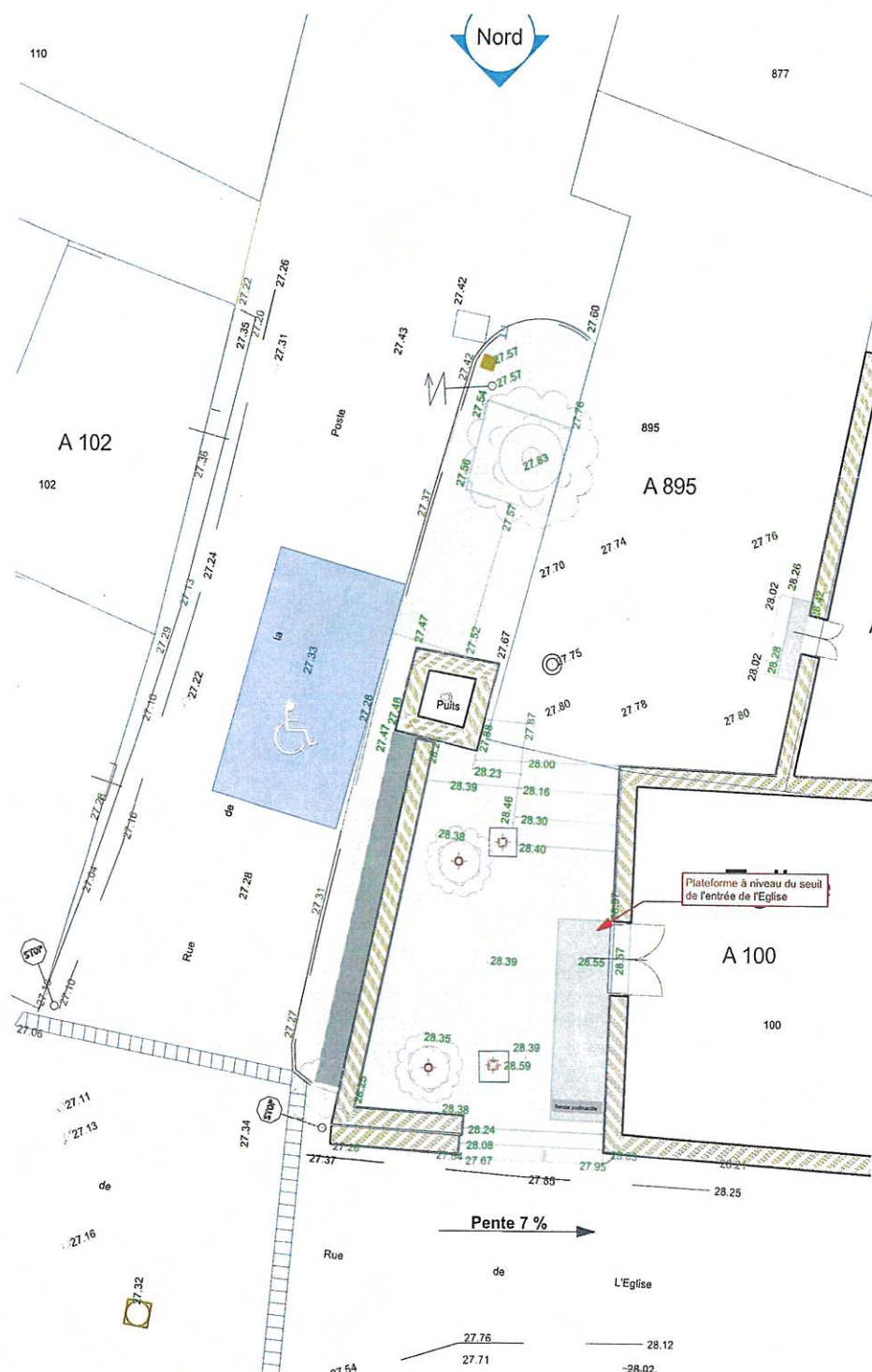


Vue 3D Etat des lieux

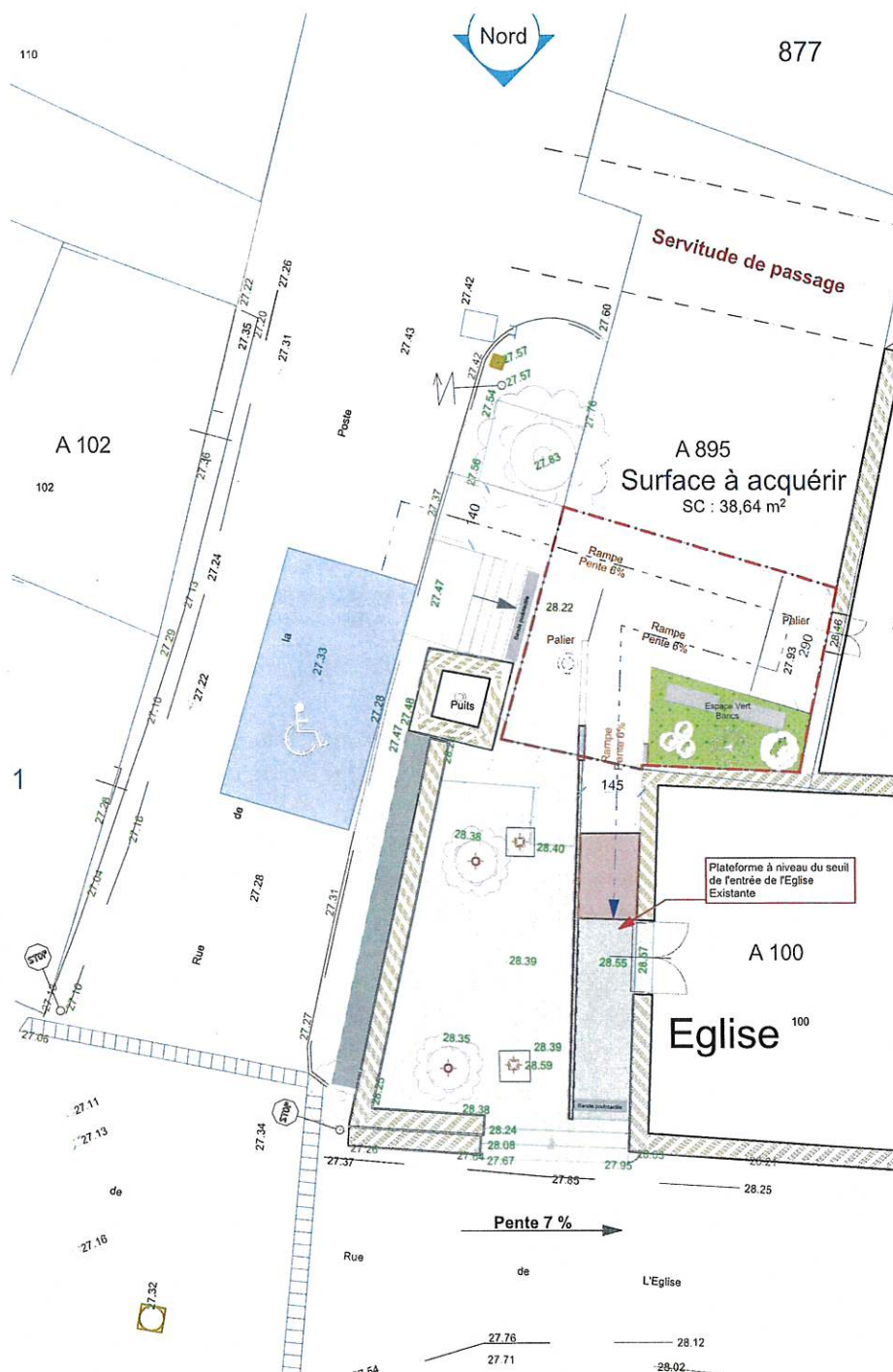


Vue 3D - Projet





Aménagement de l'Eglise de Poilhes
 Maître d'ouvrage - Commune de Poilhes 34310
 Accessibilité fauteuils
 Plan du Parvis - état actuel - Echelle 1/100



Aménagement de l'Eglise de Poilhes
 Maître d'ouvrage - Commune de Poilhes 34310
 Accessibilité fauteuils
 Plan du Parvis - état projeté - Echelle 1/100

Ci-dessus les plans du parvis Echelle 1/100 Etat actuel et Etat projeté.

CHAPITRE II DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2.1 Désignation du commissaire-enquêteur.

Par courrier en date du 27 juillet 2023, Monsieur le Préfet de l'Hérault a demandé la désignation d'un commissaire-enquêteur en vue de procéder aux enquêtes publiques conjointes préalables

- à la Déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église de POILHES

- à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

Ayant déclaré sur l'honneur n'avoir aucun lien ni intérêt avec la commune de POILHES et le projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite de l'église de POILHES, Mr RABAT a été désigné commissaire-enquêteur par décision n°E23000086/34 en date du 10 août 2023 de la magistrate-déléguée du Tribunal administratif de Montpellier pour procéder aux deux enquêtes publiques conjointes.

2.2 Période préparatoire à l'ouverture des enquêtes publiques conjointes.

*Les intervenants

-La Préfecture de l'Hérault. Direction des relations avec les collectivités locales Bureau de l'Environnement.

-La commune de POILHES.

-L'architecte DPLG-Urbaniste Stéphanie MACIA-GALTIER

*Les réunions d'organisation des enquêtes.

-Réunion en Préfecture Bureau de l'environnement. Le 31 août 2023 avec Mr MOULET et la participation de Mme BERRI.

Objet de cette réunion : remise des deux dossiers des enquêtes au commissaire-enquêteur et précisions sur l'organisation administrative générale de ces enquêtes.

-Réunion en mairie de POILHES le 13 septembre 2023.

Objet de la réunion : préparer les modalités d'organisation des enquêtes.

-Echanges avec l'architecte sur site pour présentation du projet

-Echanges téléphoniques entre la Préfecture, la mairie, et le commissaire-enquêteur pour fixer les modalités d'organisation.

*La procédure d'enquêtes publiques préalables se déroulera du lundi 6 novembre 2023 9h 00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 sur la commune de POILHES, soit trente jours consécutifs.

*La Préfecture de l'Hérault est l'autorité organisatrice de ces enquêtes.

2.3 Composition des dossiers soumis aux enquêtes.

*les dossiers se composent des deux dossiers suivants

-DUP mise en conformité de l'accessibilité aux PMR de l'église et du parvis.

Projet d'acquisition de 116 m2 de la parcelle A 895 par voie d'expropriation.

-Dossier d'enquête parcellaire

Projet d'acquisition de 116 m2 de la parcelle A 895 par voie d'expropriation.

Remis au commissaire-enquêteur dans leurs versions définitives au démarrage des enquêtes.

Les différentes pièces du dossier ont pour objectif :

- Finaliser la mise aux normes pour les personnes à mobilité réduite de l'église lieu de culte recevant du public, de type V, de 5 ième catégorie.
- Aménager un accès au parvis par la parcelle A 895 par la création d'une rampe conforme liée par le cheminement balisé à la place de stationnement PMR
- Assurer la sécurité des abords de l'église pour les personnes à mobilité réduite.
- Justifier l'utilité publique du projet, l'aménagement de l'accès nécessitant l'acquisition d'une partie -116 m2- de la parcelle A 895 par voie d'expropriation.
- Le projet d'acquisition de 116 m2 de la parcelle A 895 par voie d'expropriation

Les dossiers complets répondent aux obligations légales et réglementaires et permet l'information attendue.

2.4 Déroulement des enquêtes.

*Les dossiers d'enquêtes comprenant l'ensembles des pièces administratives, réglementaires présentées ci-dessus sont déposées et consultables du lundi 6 novembre 2023 9h00 au mardi 5 décembre 2023 17h00 :

**En mairie de POILHES siège des enquêtes service accueil aux horaires suivants du lundi au jeudi 08h30 à 12 h00 et 13h30 à 17 h00, le vendredi de 8h30 à 12 h00.

**sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

**sur le service internet des services de l'Etat dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

** au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement-téléphone 0467616161

*Les observations et propositions du public :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 :

-sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

-sur le registre d'enquête déposé en mairie de POILHES, aux horaires susvisés,

-par courrier au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante :

Monsieur le Commissaire Enquêteur

« Rampe PMR parvis de l'église »

Mairie

7 Boulevard Paul Riquet

34310 POILHES.

-les déposer par voie électronique à l'adresse suivante :

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

-auprès du commissaire-enquêteur qui recevra les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie de POILHES aux jours et horaires suivants :

Permanences	Horaires
Lundi 13 novembre 2023	De 14h00 à 17h00
Mardi 5 décembre 2023	De 14h00 à 17h00

Il pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée. A cette fin un exemplaire des dossiers sera consultable en mairie de POILHES

*Affichages

**A assurer en mairie, sur le territoire de la commune et en particulier sur site.

Les panneaux, quatre au total, seront répartis sur le territoire de la commune. Un en particulier sur le site d'implantation de la rampe d'accès au parvis.

**Registre dématérialisé.

Après échanges téléphoniques avec le service de l'environnement et la mairie, les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du registre dématérialisé ont été précisées.

En effet le site dématérialisé doit permettre l'accès direct des citoyens à l'information.

2.5 Arrêté préfectoral et diffusion du dossier.

* L'arrêté du Préfet de l'Hérault n°2023.10.DRCL.0475 portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes préalables, préparé en concertation avec le commissaire-enquêteur, a été signé le 6 octobre 2023.

* Le registre d'enquête et le dossier-papier ont été mis à disposition du public en mairie de POILHES, pendant toute la durée des enquêtes.

* Le registre dématérialisé a pu être consultable pendant toute la durée des enquêtes.

Sur le site internet des services de l'Etat, au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

Sur le site de la commune

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

Au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement-téléphone 0467616161

* Avant la date d'ouverture des enquêtes, le commissaire-enquêteur a constaté la présence des dossiers en mairie de POILHES.

* Le commissaire-enquêteur a paraphé et signé chacun des documents constituant l'ensemble des dossiers le lundi 29 octobre 2023. Il a également coté et paraphé le registre papier.

2.6 Publicité et affichage.

Toutes les mesures de publicité et d'affichage de l'avis d'enquêtes pour une bonne information du public ont été mises en œuvre conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral.

* Publicité en mairie de POILHES.

L'avis d'enquête a été affiché le lundi 30 octobre 2023 en mairie de POILHES sur le panneau légal d'affichage à l'extérieur des bâtiments, et pendant toute la durée des enquêtes.



Affichage façade mairie



Affichage intérieur mairie

**Mairie de POILHES
(Hérault)**

ville@poilhes.fr

Tél : 04.67.93.31.74

CERTIFICAT DU MAIRE

Je soussigné, BERENGER SARDA, MAIRE DE POILHES, certifie que l'arrêté préfectoral N° 2023.10.DRCL.0475 du 06/10/2023 et l'avis d'enquête publique préalable ont été affichés à compter du 27/10/2023 aux lieux habituels d'affichage.

Ce certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Poilhaes, le 30/10/2023

Le maire :

Berenger SARDA
Maire de Poilhaes



L'accomplissement de cette mesure de publicité est certifié par le maire.
Certificat d'affichage daté du 30 novembre 2023.

*Publicité sur le territoire communal.

En accord avec les dispositions définies précédemment avec la mairie, quatre panneaux ont été implantés sur l'espace public en bordure de voiries, visibles et lisibles. (Voir plan). Des photographies illustrent cette publicité. Ces panneaux étaient présents le lundi 30 octobre 2023, et durant toute la durée des enquêtes.

Panneau devant le parvis de l'église



Panneau rue de la poste.



Carte avec l'implantation des quatre panneaux d'affichage.



*Publicité dans la presse.

L'enquête a fait l'objet d'une annonce dans la presse régionale
Ci joints publications MIDILIBRE Vendredi 27 octobre 2023

AVIS PUBLICS

ENQUÊTES PUBLIQUES

105197



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PREALABLE

à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes

Il sera procédé durant trente jours consécutifs, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, sur la commune de Poilhes, à une procédure d'enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) pour accéder au parvis de l'église.

Le commissaire enquêteur, désigné par le tribunal administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est Monsieur Jean-Pierre RABAT.

Dossier d'enquête :

Un dossier d'enquête sera déposé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, afin que chacun puisse en prendre connaissance durant les jours et heures d'ouverture du bureau de mairie cité ci-dessous :

Commune / Ouverture / Horaires

Poilhes

- Lundi au jeudi 08h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00
- Vendredi 08h30 à 12h00

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le site internet des services de l'Etat dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement – téléphone 04 67 61 61 61.

Observations et propositions :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 :

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Poilhes, aux horaires susvisés,

- par écrit au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

Monsieur le Commissaire Enquêteur

« Rampe PMR parvis de l'église »

Mairie

7 Boulevard Paul Riquet

34310 Poilhes

- les déposer par voie électronique à l'adresse suivante :

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

- auprès du commissaire enquêteur qui recevra les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie de Poilhes aux horaires suivants :

Permanences / Horaires

- lundi 13 novembre 2023 De 14h00 à 17h00

- mardi 5 décembre 2023 De 14h00 à 17h00

Il pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée.

Toute personne en faisant la demande auprès de la Préfecture (Direction des Relations avec les Collectivités Locales-Bureau de l'Environnement) pourra obtenir à ses frais communication du dossier.

Les décisions prises par le préfet de l'Hérault susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure, sont la déclaration d'utilité publique de la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église à Poilhes et la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet, en l'absence de recours.

Avis administratifs

7343540101 - AA

Préfet de l'HÉRAULT

**Création d'une rampe
pour PMR pour accéder
au parvis de l'église
sur la commune
de Poilhes**

1ER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE

À la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Il sera procédé durant trente jours consécutifs, du lundi 6 novembre 2023 à 9 h 00 au mardi 5 décembre 2023 à 17 h 00, sur la commune de Poilhes, à une procédure d'enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) pour accéder au parvis de l'église.

Le commissaire enquêteur, désigné par le tribunal administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est M. Jean-Pierre RABAT.

Dossier d'enquête :

Un dossier d'enquête sera déposé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 9 h 00 au mardi 6 décembre 2023 à 17 h 00, afin que chacun puisse en prendre connaissance durant les jours et heures d'ouverture du bureau de mairie cité ci-dessous :

Commune, ouverture, horaires :

Poilhes, lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 00 et 13 h 30 à 17 h 00, vendredi de 8 h 30 à 12 h 00.

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement - téléphone 04 67 61 61 61.

Observations et propositions :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9 h 00 au mardi 5 décembre 2023 à 17 h 00 :

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Poilhes, aux horaires susvisés, - par écrit au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

M. le Commissaire Enquêteur, « Rampe PMR parvis de l'église », Mairie, 7, boulevard Paul-Riquet, 34310 Poilhes,

- les déposer par voie électronique à l'adresse suivante : dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

- auprès du commissaire enquêteur qui recevra les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie de Poilhes aux horaires suivants :

Permanences, horaires :

- lundi 13 novembre 2023 de 14 h 00 à 17 h 00,

- mardi 5 décembre 2023 de 14 h 00 à 17 h 00.

Il pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée.

Toute personne en faisant la demande auprès de la préfecture (Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Environnement) pourra obtenir à ses frais communication du dossier.

Les décisions prises par le préfet de l'Hérault susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure, sont la déclaration d'utilité publique de la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église à Poilhes et la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet, soit des refus.

Page 40 sur 130

Un exemplaire de chacune de ces quatre éditions a été transmis au commissaire-enquêteur. Pièces jointes en annexe.

*Publicité sur les sites internet.

L'avis d'ouverture a fait l'objet de publications sur le site internet des services de l'Etat et sur le site de la mairie

**Site de l'Etat.

www.herault.gouv.fr

Apparaît la page 'Les démarches en ligne'. Déroulement de la page. Rubrique Publications

-Click : Rubrique Publications

-Click : Consultation du public. Voir plus d'éléments

-Click Voir plus d'éléments. Apparaît la page intitulée : 'Les services de l'Etat dans l'Hérault' Enquêtes publiques dont Création rampe pour PMR parvis de l'Eglise de POILHES.

-Click suite. Apparaît une nouvelle page intitulée Création rampe pour PMR parvis de l'Eglise de POILHES avec Télécharger Avis d'enquête publique PMR POILHES.

-Click : apparaît l'Avis d'enquête publique.

**Site de la mairie de POILHES

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

Avec le cheminement suivant :

-Click : Démocratie active .fr

-Click : Registre dématérialisé d'espace public numérique

-Click : Démocratie active .fr Espace client. Déroulement de la page du site.

-Click : DUP PMR de l'Eglise de la commune de Poilhes

Apparaît le bandeau : Enquête publique-Déposer votre observation-Voir observations.

-Click sur Enquête publique : Liens à consulter : Avis d'enquête publique. Apparaît également un ensemble d'informations sur l'enquête notamment les dates pour déposer des observations et les permanences du commissaire-enquêteur.

-Click sur Avis d'enquête publique

Apparaît la page 'Les services de l'Etat dans l'Hérault' ENQUÊTES PUBLIQUES. Parmi les enquêtes en cours : Création rampe pour PMR parvis de l'Eglise de POILHES.

-Click suite. Apparaît une nouvelle page intitulée Création rampe pour PMR parvis de l'Eglise de POILHES avec Télécharger Avis d'enquête publique PMR POILHES.

-Click : apparaît l'Avis d'enquête publique.

. **Publication sur panneau électronique municipal installé près de la passerelle du canal/boulevard des Ecoles.
Présentée ci-contre.

Du 30 octobre 2023 au 6 novembre 2023, c'est-à-dire pendant les huit jours qui précèdent l'ouverture des enquêtes, sur les sites internet dédiés, l'Avis d'ouverture des enquêtes était accessible et téléchargeable.

Le commissaire-enquêteur a ainsi constaté que l'ensemble des mesures relatives à la publicité ont été réalisés dans les huit jours précédents l'ouverture des enquêtes en accord avec les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral.
L'information du public a été conforme à la réglementation.

2.7 Pendant la période de l'enquête publique.

Les enquêtes publiques conjointes sont prévues dans l'arrêté préfectoral n°2023.10.DRCL.0475 en date du 6 octobre 2023 du lundi 6 novembre 2023 9 h00 au mardi 5 décembre 2023 17h00, soit pendant 30 jours consécutifs.

Le siège des enquêtes a été fixé en mairie de POILHES.

L'enquête s'est déroulée dans d'excellentes conditions d'accueil du public. Aucune observation n'est à formuler sur l'organisation et le déroulement de l'enquête.

Le commissaire-enquêteur a constaté plusieurs fois pendant la période de l'enquête la présence de l'affichage papier en mairie de POILHES ainsi que l'affichage numérique sur le panneau électronique municipal.

De même le commissaire-enquêteur a constaté la présence des deux panneaux d'affichage de l'arrêté préfectoral et de l'avis d'enquête.

Les enquêtes se sont déroulées en accord avec les dispositions réglementaires.

2.8 Communication des observations et réception du public.

*Pendant toute la durée des enquêtes, le public a pu déposer ses observations et propositions :

-Sur le registre-papier, côté et paraphé par le commissaire-enquêteur, à disposition en mairie aux heures d'ouverture

-Sur le registre dématérialisé dédié à l'enquête par la commune au lien suivant

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr. Le cheminement est précisé au paragraphe 2.6.

Objet :

DUP PMR de l'Eglise de la commune de Poilhes

Procédure d'enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) pour accéder au parvis de l'église.

Liens pour consulter :

[Arrêté d'ouverture de l'enquête publique](#)

[Avis d'ouverture de l'enquête publique](#)

[Dossier d'enquête publique](#)

Permanences du commissaire enquêteur :

13 novembre 2023

14:00 à 17:00

MAIRIE

7 BOULEVARD PAUL RIQUET

34310 POILHES

5 décembre 2023

14:00 à 17:00

MAIRIE

7 BOULEVARD PAUL RIQUET

34310 POILHES

Autorité organisatrice :

PREFET DE L'HERAULT

Siège de l'enquête :

MAIRIE

7 BOULEVARD PAUL RIQUET

34310 POILHES

Arrêté d'ouverture d'enquête :

Numéro 2023.10.DRCL.0475 en date du 06/10/2023

-Par courrier postal adressé au commissaire-enquêteur en mairie de POILHES siège de l'enquête.

*Le commissaire-enquêteur a effectué deux permanences le lundi 13 novembre et le mardi 5 décembre 2023 en mairie de POILHES

Il a pu recevoir les personnes intéressées désirant le rencontrer pour des informations, lui faire part de leurs observations écrites ou orales.

Les permanences se sont déroulées d'excellentes conditions matérielles.

*Consultation du site internet/registre dématérialisé.

Le commissaire-enquêteur a consulté chaque jour le registre dématérialisé Rubrique « Observations »

2.9 Clôture de l'enquête

Le mardi 5 décembre 2023 à 17 h00 dernier jour de l'enquête et à l'expiration du délai, le commissaire-enquêteur a clôturé le registre papier des enquêtes publiques conjointes en mairie de POILHES et a emporté le registre-papier. Il remettra le dossier au Bureau de l'environnement de la Préfecture de l'Hérault. Également le mardi 5 décembre 2023 à 17 h00, le commissaire-enquêteur a vérifié que le registre dématérialisé a bien été clôturé sur le site dédié aux enquêtes publiques conjointes.

En conclusion le dossier mis à l'enquête est complet, précis, exhaustif et répond aux exigences de la réglementation. Il présente de façon explicite le projet et le programme d'actions. Il présente correctement l'ensemble des incidences et impacts du projet.

Les enquêtes publiques conjointes se sont donc déroulées conformément aux dispositions réglementaires, tant dans leurs préparations que dans leur durée dans un climat favorable aux échanges et observations.

Les personnes qui ont souhaité consulter le dossier ont pu le faire dans d'excellentes conditions à la mairie ou sur le site dédié.

Les remarques auraient été relayées par le commissaire-enquêteur afin d'apporter des réponses autant que de besoin.

3 Participation du public. Observations.

3.1 Au cours des permanences

Aucune personne ne s'est manifestée au cours des deux permanences.

3.2 Sur le registre papier

Aucune observation ne figure sur le registre papier

Extrait de la page 2 du registre papier.

OBSERVATIONS DU PUBLIC	
Le lundi 6 novembre 2023	
/	nm
Le lundi 13 novembre 2023	
/	nm
Le mardi 5 décembre 2023	
/	nm

3.3 Sur le registre dématérialisé

Aucune observation ne figure sur le registre dématérialisé.

Aucune observation n'a été déposée sur le registre dématérialisé

Impression au soir du 5 décembre 2023.

3.4 Par courrier

Aucun courrier n'a été adressé au commissaire-enquêteur

3.5 Conclusion des observations

Aucune observation n'a été formulée au cours de l'enquête

PROCES VERBAL

Du lundi 6 novembre 2023 à 9 H00 au mardi 5 décembre 2023 à 17 h00, il a été procédé durant trente jours sur la commune de POILHES à une procédure d'enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite de l'église à POILHES et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

L'objectif de cette procédure est la création d'une rampe pour PMR afin d'accéder au parvis de l'église à POILHES et la cessibilité des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à la réalisation du projet.

Le dossier mis à l'enquête est complet, précis, exhaustif et répond aux exigences de la réglementation. Il présente de façon explicite le projet et le programme d'actions. Il présente correctement l'ensemble des incidences et impacts de l'opération.

La Déclaration d'Utilité Publique est justifiée par la volonté de permettre aux Personnes à Mobilité Réduite d'accéder au lieu de culte de la commune, ainsi que de sécuriser cet accès au mieux.

Ce projet d'aménagement nécessite l'acquisition de 116 m2 de la parcelle A 895 donnant accès à la parcelle communale A 100.

Cette procédure d'enquêtes publiques conjointes préalables s'est déroulée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

En particulier l'information du public, notamment l'ensemble des mesures relatives à la publicité, a été conforme à la réglementation.

L'enquête s'est déroulée dans d'excellentes conditions d'accueil du public.

Au terme de l'enquête, je constate qu'aucune observation n'est consignée ni sur le registre papier ni sur le registre dématérialisé. Aucun courrier ne m'a été adressé.

Le Commissaire-Enquêteur
Jean Pierre RABAT

A handwritten signature in blue ink, reading 'Jean Pierre Rabat', with a horizontal line drawn underneath it.

CHAPITRE III AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

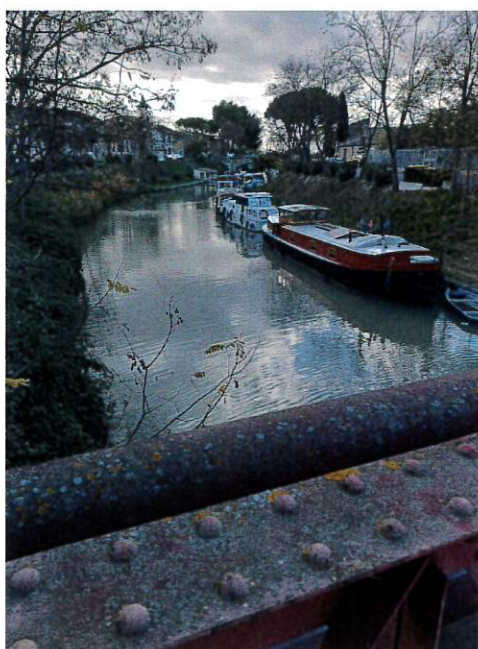
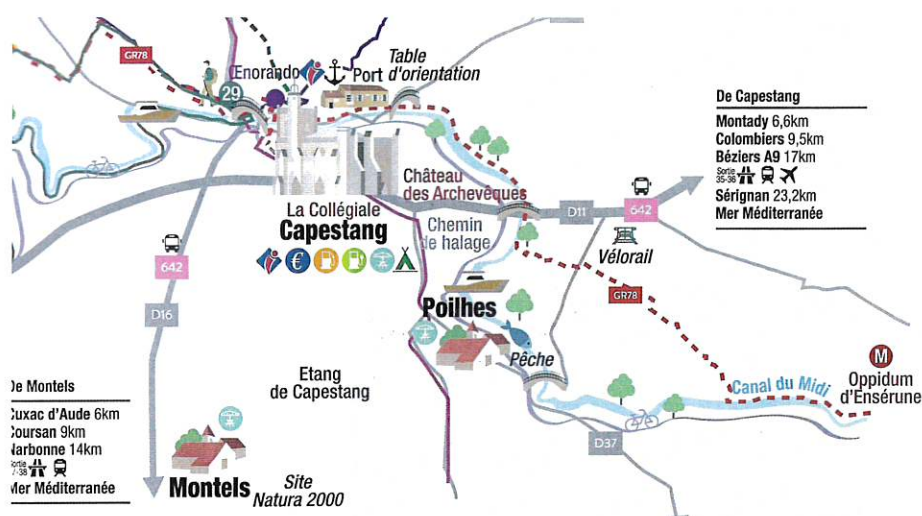
1 Présentation du projet

L'accessibilité pour tous des lieux publics est un enjeu essentiel pour notre société.

Dans la perspective du vieillissement de la population, les enjeux qui s'attachent à l'accessibilité sont particulièrement forts et sa bonne mise en œuvre participe pleinement d'un développement durable de notre société.

L'objectif de résultat assigné par la réglementation est global et porte sur la continuité de la chaîne des déplacements qui intègre les transports, l'aménagement de la voirie et des espaces publics et les bâtiments dans leur ensemble. L'accessibilité du cadre bâti, et en particulier des bâtiments d'habitation et des établissements recevant du public, tient une place importante dans ce dispositif.

La commune de POILHES se situe, dans le département de l'Hérault à environ 15 km à l'ouest de BEZIERS et 19 km à l'est de NARBONNE. Cette commune est traversée par le Canal du Midi et bénéficie d'un environnement patrimonial intéressant.



Par arrêté n° DDTM 34 2016-07-07515 du 18/07/2016, le Préfet de l'Hérault a approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad 'Ap) présenté par la commune de POILHES, pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Le projet, objet de la demande de DUP, prévoit la création d'une rampe PMR.

La situation dans laquelle intervient ce projet de rampe PMR à proximité de l'église est caractérisée par les trois éléments essentiels suivants :

- La mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) lors des cérémonies religieuses
- La sécurité des abords de l'église pour les Personnes à Mobilité Réduite
- La protection du patrimoine inscrit dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) par l'embellissement et l'entretien régulier de ce site.



Les travaux préconisés ont été réalisés partiellement en 2020 :

- -Le stationnement PMR et le cheminement
- - Escalier et main courante sur le parvis
- - Seuil et le sas d'entrée de l'église
- L'aménagement des espaces intérieurs.

Précédemment, une demande de dérogation avait été demandée au Préfet pour la partie « accès » au parvis compte tenu des difficultés d'accès.

En effet, le parvis de l'église est enclavé entre un puits, une fontaine, (ancien abreuvoir), une servitude privée de passage et la rue de l'église. Cette rue est trop pentue, trop étroite et très passagère, ce qui rend l'accès à l'aide d'une rampe « type amovible » non sécurisable.

Le projet, objet de la demande de DUP, prévoit la création d'une rampe PMR en trois parties-pente de 6% et deux paliers de repos-donnant accès au parvis de l'église.

Plus précisément, il se compose principalement des travaux suivants :

- Achat d'une partie -116 m2 -de la parcelle A 895
- Création des rampes en béton désactivé et emmarchements
- Création des gardes corps et mains courantes
- Créations de passage piétons sécurisés
- Création d'espaces verts et aménagement de mobilier urbain.

La rampe démarre entre le puits et le platane au niveau de la place de parking réservé PMR (domaine communal-Arrêté d'alignement de la DDTM/Division Béziers du 20/10/2022 pour la rue de la Poste-parcelle A 895).

Le parvis sera désormais accessible à partir de la rue de la Poste.

Les travaux seront réalisés en 2024 pour un montant estimé de 45400 €ttc à ce jour.



La réalisation de ce projet repose sur l'acquisition d'une partie de la parcelle A 895 - 116 m² - rue de la Poste donnant accès à la parcelle communale A100.

La servitude privée de passage, le long de la parcelle A 877 jusqu'à la parcelle A 895 sera maintenue, cette partie restant propriété de particuliers.

L'Eglise est répertoriée dans la liste du Patrimoine à protéger sous le numéro N°24. Ses abords y sont également listés : la parcelle A 877 sous le n°36 et la parcelle A 895 sous le n°37. Ainsi cette opération s'inscrit dans une démarche d'embellissement des abords du parvis de l'Eglise, et au-delà de la commune.

La parcelle A 895 dont la mairie envisage d'acquérir une partie -116 m² sur 242 m²- constitue une propriété en indivision imbriquée avec trois parcelles voisines A 100, A 877 et A 894.

Au cours des années passées, plusieurs propositions d'acquisition à l'amiable ont été adressées aux propriétaires de la parcelle A 895 : Monsieur et Madame DAUDIN et Indivision Coteaux d'Ensérune/Madame VALLS.

Par délibération n°005-2019 en date du 21/03/2019, le Conseil municipal a fait une offre d'achat au prix de 12 000 €. La mairie a adressé un courrier à chaque propriétaire le 26/03/2019 et un rappel le 21/05/2019. Les propriétaires ont refusé verbalement cette offre.

Actuellement l'emplacement du projet est dégradé, non entretenu et lieu de dépôt permanent de matériel agricole vétuste et obsolète.



D'après le dossier, cette opération ne « pénalise pas outre mesure » les propriétaires de la parcelle A 895 et des riverains - parcelles A 877 et A 894.

En créant cet aménagement et ainsi respectant ses engagements de l'Ag 'Ap, l'objectif de la commune est de finaliser la mise en conformité de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite à l'église pour

les cérémonies religieuses, et de renforcer la sécurité de son accès le mieux possible et la protection du patrimoine communal.

L'utilité publique est justifiée par la volonté de la commune de permettre aux personnes à mobilité réduite d'accéder au lieu de culte, ainsi que de sécuriser cet accès le mieux possible.

L'utilité publique est aussi justifiée par l'acquisition du foncier nécessaire à la réalisation de ce projet, projet rendu indispensable par l'absence d'un accès PMR sécurisé équivalent réunissant les conditions de sa réalisation.

Avec la réalisation de ce projet, la commune résout le problème de l'accessibilité PMR à l'Eglise.

2 Avis sur la forme

2-1-Désignation du Commissaire-Enquêteur

Par courrier en date du 27 juillet 2023, Monsieur le Préfet de l'Hérault a demandé la désignation d'un commissaire-enquêteur en vue de procéder aux enquêtes publiques conjointes préalables

- à la Déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église de POILHES

- à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

Ayant déclaré sur l'honneur n'avoir aucun lien ni intérêt avec la commune de POILHES et le projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite de l'église de POILHES, Mr RABAT a été désigné commissaire-enquêteur par décision n°E23000086/34 en date du 10 août 2023 de la magistrate-déléguée du Tribunal administratif de Montpellier pour procéder aux deux enquêtes publiques conjointes.

2-2-Le dossier d'enquête

Le projet est la création d'une rampe d'accès PMR en trois parties- pente de 6% et deux paliers de repos- donnant accès au parvis de l'église.

Le dossier se compose de l'ensemble des pièces suivantes :

- *Note explicative qui présente le projet : Description, Emprise, Utilité Publique, Contrainte liée à l'accessibilité PMR à l'église,

- L'Emprise d'une partie de la parcelle A 895 pour la surface de 116 m2 indispensable à la réalisation du projet

La justification de recourir à l'expropriation pour assurer l'accès au parvis., plusieurs propositions d'acquisition à l'amiable ayant été refusées par les propriétaires

- Estimation des Domaines : indemnité définie par l'ESG s'élève à 14 000€

- Le bilan avantage/inconvénients : atteinte à la propriété privée, valorisation du site et coût financier.

- Une note présentant les caractéristiques des ouvrages les plus importants.

- Une appréciation sommaire des dépenses. Ainsi qu'un bilan financier prévisionnel - acquisition et travaux - : 45 400€.

- Sont joints des Plans de situation communal, de situation et de zonage du projet, des Plans du parvis : état actuel et état projeté, Photographies de l'état actuel, Vues du parvis -état actuel et projeté (3), et l'Estimation actualisée de l'aménagement de la rampe et du parvis.

- *Délibération du conseil municipal du 15/10/2021 n°031/2021- portant sur l'acquisition d'une portion de la parcelle A 895 par voie d'expropriation

- *Délibération du conseil municipal du 21/03/2019 n°005-2019 relative à l'aménagement des abords de l'église (accès fauteuil Ad 'Ap) -projet d'achat d'une parcelle.

Le dossier ainsi constitué répond aux dispositions réglementaires en vue de procéder aux enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité de

l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église à POILHES et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

2-3- Période préparatoire à l'ouverture des enquêtes publiques conjointes.

*Les intervenants

-La Préfecture de l'Hérault. Direction des relations avec les collectivités locales Bureau de l'Environnement.

-La commune de POILHES.

-L'architecte DPLG-Urbaniste Stéphanie MACIA-GALTIER

*Les réunions d'organisation des enquêtes.

-Réunion en Préfecture Bureau de l'environnement. Le 31 août 2023 avec Mr MOULET et la participation de Mme BERRI.

Objet de cette réunion : remise des deux dossiers des enquêtes au commissaire-enquêteur et précisions sur l'organisation administrative générale de ces enquêtes.

-Réunion en mairie de POILHES le 13 septembre 2023.

Objet de la réunion : préparer les modalités d'organisation des enquêtes.

-Echanges avec l'architecte sur site pour présentation du projet

-Echanges téléphoniques entre la Préfecture, la mairie, et le commissaire-enquêteur pour fixer les modalités d'organisation.

*La procédure d'enquêtes publiques préalables se déroulera du lundi 6 novembre 2023 9h 00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 sur la commune de POILHES, soit trente jours consécutifs.

*La Préfecture de l'Hérault est l'autorité organisatrice de ces enquêtes.

2-4-Le déroulement de l'enquête

* L'arrêté du Préfet de l'Hérault n°2023.10.DRCL.0475 portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes préalables, préparé en concertation avec le commissaire-enquêteur, a été signé le 6 octobre 2023.

*Le commissaire-enquêteur a paraphé et signé chacun des documents constituant l'ensemble du dossier. Il a également signé et paraphé le registre papier.

*Le registre d'enquête et le dossier-papier étaient à disposition du public en mairie de POILHES, pendant toute la durée des enquêtes.

En effet les dossiers d'enquêtes comprenant l'ensemble des pièces administratives, réglementaires ont été déposées et consultables du lundi 6 novembre 2023 9h00 au mardi 5 décembre 2023 17h00 :

**En mairie de POILHES siège des enquêtes service accueil aux horaires suivants du lundi au jeudi 08h30 à 12 h00 et 13h30 à 17 h00, le vendredi de 8h30 à 12 h00.

**sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

**sur le service internet des services de l'Etat dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

** au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement-téléphone 0467616161

*Les observations et propositions du public :

Le public a pu déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 :

-sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

-sur le registre d'enquête déposé en mairie de POILHES, aux horaires susvisés,

-par courrier au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante :

Monsieur le Commissaire Enquêteur

« Rampe PMR parvis de l'église »

Mairie

7 Boulevard Paul Riquet

34310 POILHES.

-les déposer par voie électronique à l'adresse suivante :

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

-auprès du commissaire-enquêteur pouvait recevoir les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie de POILHES aux jours et horaires suivants :

Permanences	Horaires
Lundi 13 novembre 2023	De 14h00 à 17h00
Mardi 5 décembre 2023	De 14h00 à 17h00

Il a pu également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en aurait fait la requête dûment motivée.

A cette fin un exemplaire des dossiers a été consultable en mairie de POILHES

*Affichages

**L'affichage a été assuré en mairie, sur le territoire de la commune et en particulier sur site.

Les panneaux, quatre au total, étant répartis sur le territoire de la commune. Un en particulier sur le site d'implantation de la rampe d'accès au parvis. Le commissaire-enquêteur a constaté la présence de l'affichage papier en mairie de POLIHES.

**Mairie de POILHES
(Hérault)**

ville@poilhes.fr

Tél : 04.67.93.31.74

CERTIFICAT DU MAIRE

.....
.....
Je soussigné, BERENGER SARDA, MAIRE DE POILHES, certifie que l'arrêté préfectoral N° 2023.10.DRCL.0475 du 06/10/2023 et l'avis d'enquête publique préalable ont été affichés à compter du 27/10/2023 aux lieux habituels d'affichage.

Ce certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Poilhes, le 30/10/2023

Le maire :

Béranger SARDA
Maire de Poilhes



Le certificat d'affichage a été certifié par le maire de POILHES.

**Registre dématérialisé.

Le site dématérialisé était ouvert du lundi 6 novembre 2023 9h00 au mardi 5 décembre 2023 17h00. Le commissaire -enquêteur l'a constaté quotidiennement.

Ainsi le site dématérialisé a permis l'accès direct des citoyens à l'information.

*Publicité dans la presse.

L'enquête a fait l'objet d'une annonce dans la presse régionale

** Publications MIDILIBRE Vendredi 27 octobre 2023 et CROIX DU MIDI Edition de l'hérault vendredi 27 octobre 2023

** Publications MIDI LIBRE et la CROIX DU MIDI Edition de l'Hérault en date du vendredi 10 novembre 2023.

Plus généralement, toutes les mesures de publicité et d'affichage de l'avis d'enquête pour une bonne information du public ont été mises en œuvre conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral.

2-5-Accueil et participation du public

L'enquête s'est déroulée dans d'excellentes conditions d'accueil du public. Aucune observation sur le déroulement de l'enquête n'est à rapporter. Aucune observation sur le registre en dehors des permanences.

2-6-Clôture de l'enquête

Le mardi 2 décembre 2023 à 17 h00, dernier jour de l'enquête et à l'expiration du délai, le commissaire-enquêteur a clôturé le registre papier en mairie de POILHES, et a emporté le registre papier.

Également le mardi 2 décembre 2023 à 17 h00 le commissaire-enquêteur a vérifié que le registre dématérialisé a bien été clôturé sur le site dédié à l'enquête publique.

En conclusion

Le dossier présenté et mis à l'enquête est complet, précis exhaustif et répond aux exigences de la réglementation. Il présente de façon explicite le projet et les conditions de sa mise en œuvre.

Les personnes qui ont souhaité consulter le dossier ont pu le faire dans d'excellentes conditions à la mairie ou sur les sites dématérialisés.

Les personnes désirant s'exprimer ont pu le faire dans d'excellentes conditions.

L'enquête publique s'est donc effectuée conformément à la réglementation tant dans sa préparation que dans sa durée dans un climat favorable aux échanges et observations.

3-Avis sur le fond

L'accessibilité pour tous des lieux publics est un enjeu essentiel pour notre société.

L'objectif de résultat assigné par la réglementation est global et porte sur la continuité de la chaîne des déplacements qui intègre les transports, l'aménagement de la voirie et des espaces publics et les bâtiments dans leur ensemble.

L'accessibilité du cadre bâti, et en particulier des bâtiments d'habitation et des établissements recevant du public, tient une place importante dans ce dispositif.

Dans cette perspective, la mairie de POILHES dans la cadre des procédures réglementaires en vigueur, s'est engagée afin d'assurer l'accès des lieux publics aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Par arrêté n° DDTM 34 2016-07-07515 du 18/07/2016, le Préfet de l'Hérault a approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad 'Ap) présenté par la commune de POILHES, pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Dans le cadre de ce programme un ensemble de travaux a déjà été réalisé. Actuellement seul reste à réaliser l'accès à l'église de la commune. Le projet présenté par la commune de POILHES et objet de l'enquête, a donc pour objectif de finaliser l'accessibilité à l'ensemble des bâtiments publics.

Au regard des principaux enjeux de ce projet :

- En termes d'enjeu sociétal
 - Le projet répond aux dispositions réglementaires pour assurer l'accessibilité d'établissement recevant du public, ici l'église.
 - En termes de choix topographique du site d'accès
 - Le parvis de l'église est enclavé entre un puits, une fontaine, (ancien abreuvoir), une servitude privée de passage et la rue de l'église. Cette rue est très pentue, très étroite et très passagère. La rampe démarrante entre le puits et le platane au niveau de la place de parking réservé PMR, la voie d'accès retenu- l'A 895- s'avère offrir la solution technique la mieux adaptée aux contraintes topographiques du lieu.
 - Ce projet d'aménagement nécessite l'utilisation d'une partie de la parcelle A 895-116 m2 donnant accès à la parcelle communale A 100.
 - En termes d'usage actuel du site
 - Actuellement l'emplacement retenu pour le projet est dégradé, non entretenu et lieu de dépôt permanent de matériel agricole vétuste et obsolète. Il apparaît inutilisé de façon permanente.
 - En termes de choix technique
 - L'accès par la parcelle A 895 à l'aide d'une rampe conforme liée par le cheminement balisé à la place de stationnement PMR a été retenu comme la solution la mieux adaptée et la plus sécurisée.
 - En termes de maîtrise foncière
 - La réalisation du projet nécessite l'acquisition d'une partie 116 m2 sur 242 m2 de la parcelle A 895 propriété de Monsieur et Madame DAUDIN et Indivision Coteaux d'Ensérune/Madame VALLS, acquisition justifiée par voie d'expropriation, les propriétaires ayant refusé les propositions d'acquisition successives présentées par la mairie.
 - En termes de dépenses
 - La finalisation de l'opération de mise en conformité -acquisition et travaux d'aménagement- est évaluée à 45400 €.
 - En termes d'utilité publique
 - L'utilité publique est justifiée par la volonté de permettre aux personnes à mobilité réduite d'accéder au lieu de culte de la commune, ainsi que de sécuriser cet accès le mieux possible, Et également par l'acquisition du foncier nécessaire à la réalisation de ce projet, projet rendu indispensable par l'absence d'un accès PMR sécurisé équivalent réunissant les conditions de sa réalisation.
- Elle répond à une demande d'ordre social.

4-Analyse et appréciations du commissaire-enquêteur

🚦 L'enjeu du site

L'accès à l'église est contraint. Les dispositions proposées sont adaptées à cette situation.

🚦 L'enjeu du choix de l'accès au site

La parcelle retenue donnant accès à la parcelle communale A 100 permet un accès optimal à l'église

🚦 L'enjeu du choix technique

Compte-tenu des contraintes imposées par le site, le choix technique proposé s'avère judicieux, assurant une accessibilité réglementaire à l'église

🚦 L'enjeu de l'implantation

La parcelle retenue, pour l'installation de la rampe d'accès, est une partie 116 m2 de la parcelle A 895 d'une superficie globale de 242 m2

🚦 L'enjeu de l'acquisition

L'acquisition d'une partie de la parcelle A 895 par la commune par voie d'expropriation est justifiée par le refus des propositions présentées précédemment par la mairie.

🚦 L'enjeu financier

Les frais de l'opération ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente

🚦 L'enjeu de l'utilité publique

Le projet répond au dispositif réglementaire en vigueur pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public. Il répond à une finalité d'intérêt général.

CONCLUSION GENERALE DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

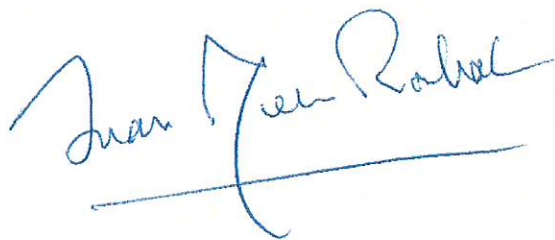
Parce que le projet assure l'objectif qui lui a été assigné, à savoir assurer l'accessibilité de PMR à un établissement recevant du public, l'église

Je formule en conséquence

UN AVIS FAVORABLE ET SANS RESERVE

A la demande de Déclaration d'Utilité Publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église présenté par la mairie de POILHES.

Fait à MONTPELLIER LE 15 décembre 2023
Jean Pierre RABAT Commissaire-Enquêteur

A handwritten signature in blue ink, reading "Jean Pierre Rabat", with a horizontal line drawn underneath it.

ANNEXES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PREALABLE

ARRÊTE PREFECTORAL N° 2023.10.DRCL.0475 EN DATE DU 6 OCTOBRE 2023

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 005-2019 EN DATE DU 26 MARS 2019

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 032-2021 EN DATE DU 26 OCTOBRE 2021

CARTE D'IDENTITE DE LA PARCELLE 206 A 100 POILHES

CARTE D'IDENTITE DE LA PARCELLE 206 A 895 POILHES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PREALABLE

à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes

Il sera procédé durant trente jours consécutifs, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, sur la commune de Poilhes, à une procédure d'enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) pour accéder au parvis de l'église.

Le commissaire enquêteur, désigné par le tribunal administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est Monsieur Jean-Pierre RABAT.

Dossier d'enquête :

Un dossier d'enquête sera déposé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, afin que chacun puisse en prendre connaissance durant les jours et heures d'ouverture du bureau de mairie cité ci-dessous :

Commune	Ouverture	Horaires
Poilhes	Lundi au Jeudi Vendredi	08h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00 08h30 à 12h00

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement – téléphone 04 67 61 61 61.

Observations et propositions :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 :

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Poilhes, aux horaires susvisés,

Montpellier, le 6 octobre 2023

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023.10.DRCL.0475

portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et à la possibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Polliex

Le préfet de Méruais

Vu le code général des collectivités territoriales :

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique :

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L134-1 :

VU l'arrêté préfectoral n°2022.09.DRCL.0357 du 14 septembre 2022 portant délégation de signature de Monsieur Frédéric POISOT, secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

VU la délibération N°032-2021 du 26 octobre 2021, par la commune de Poilhes approuve le lancement de la procédure d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et d'enquête cadastrale ;

VU le courrier du 27 octobre 2021 par lequel le maire de Polhès sollicite l'ouverture d'enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) pour accéder au perron d'édifice, sur la commune de Polhès ;

VU les dossiers des enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation du projet précité ;

VU la décision n°E23000086/34 du 10 août 2023 du tribunal administratif de Montpellier désignant monsieur Jean-Pierre LABAT, commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault :

Préfecture de l'Hérault
Place des Martyrs de la Résistance
34002 MONTPELLIER Cedex 2
Maison des Accueilli du Public : 04 67 33 80 00
04 67 33 80 00

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Il sera procédé durant trente jours consécutifs, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, sur la commune de Poilhes, à une procédure d'enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-Pierre RABAT, Ingénieur CNAM, retraité, a été désigné par le président du tribunal administratif de Montpellier en qualité de commissaire enquêteur.

ARTICLE 3 :

Dossier d'enquête :

Un dossier d'enquête sera déposé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, afin que chacun puisse en prendre connaissance durant les jours et heures d'ouverture du bureau de mairie cité ci-dessous :

Commune	Couverture	Horaires
Poilhes	Lundi au jeudi Vendredi	08h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00 08h30 à 12h00

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement – téléphone 04 67 61 61 61.

Observations et propositions :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 :

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Poilhes, aux horaires susvisés,

- par écrit au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

Monsieur le Commissaire Enquêteur
« Rampe PMR parvis de l'église »
Mairie
7 Boulevard Paul Riquet
34310 Poilhes

- les déposer par voie électronique à l'adresse suivante :

dup-pmr-eglise-poilhes@democratieactive.fr

- auprès du commissaire enquêteur qui recevra les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie de Poilhes aux horaires suivants :

Permanences	Horaires
lundi 19 novembre 2023	De 14h00 à 17h00
dimanche 4 décembre 2023	De 14h00 à 17h00

Il pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée.

ARTICLE 4 : En ce qui concerne l'enquête préalable, la notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête publique préalable sera faite par l'exploitant, aux propriétaires concernés (sous pli recommandé avec demande d'avis de réception). En cas de domicile inconnu, la notification sera faite en double copie au maire, qui en fera afficher une, et, le cas échéant, aux locataires et aux preneurs à bail rural.

ARTICLE 5 : La notification du présent arrêté aux propriétaires concernés sera faite également en vue de l'application des articles L.311-1 à L.311-3 et R.311-1 à R.311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 6 :

Publicité au maire

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, et durant toute la durée de celle-ci, par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés en usage dans la commune de Rollins.

L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe au maire de la commune précitée, qui devra en justifier par un certificat d'affichage, qui sera joint au dossier d'enquête.

Publicité dans la presse

Cette enquête sera également annoncée, huit jours au moins avant son ouverture, et répétée au plus tard dans les huit premiers jours de celle-ci, par les soins du Préfet de l'Hérault, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Hérault.

Publicité sur le site Internet

Huit jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute sa durée, l'avis au public sera publié sur le site Internet des services de l'état www.herault.gouv.fr

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera au préfet l'exemplaire du dossier de l'enquête, accompagné du registre, des pièces annexes ainsi que son rapport et ses conclusions motivées.

Toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, sur rendez-vous, à la préfecture de l'Hérault, direction des relations avec les collectivités locales, bureau de l'environnement et en mairie de Poilhes, pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 8 : Les décisions prises par le préfet de l'Hérault susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure, sont la déclaration d'utilité publique de la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église à Poilhes et la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet, soit des refus.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le maire de Poilhes et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Frédéric POISOT

Délibération N°006-2019
Interne N°03-210319

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

COMMUNE DE POILHES (HERAULT)

Objet : Aménagement des abords de l'église (accès fauteuils AD'AP) / projet d'achat d'une parcelle

L'An deux mille dix-neuf, le **JEUDI 21 MARS à 18 heures**, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Jacqueline CARABELLI SEJEAN, Maire.

Etaient présents : MM. BELLISSENT Chantal, CARABELLI SEJEAN Jacqueline, ITE Catherine, ITE Jean-Paul, KAPLAN Eliane, PAILLET Bernard, PECH Pierre, PONS Didier, QUETELART Josiane, RUL Bernard, TURNER Judith.

Etaient absents : MM. AGULLO Jean-François, BOUCHIEU Eric, ESTEVENY Daniello (procuration à CARABELLI SEJEAN Jacqueline).

Le maire rappelle que notre AD'AP approuvé par le Préfet prévoit l'aménagement de l'église et de ses accès aux normes PMR en 2019.

Cependant la configuration des abords nous a amenés à solliciter un détail supplémentaire pour ce qui concerne l'accès à l'église des PMR en fauteuil.

En effet, la rue de l'Eglise est trop pentue pour qu'un accès y soit aménagé et, de l'autre côté la parcelle qui jouxte l'église est privée.

Il est proposé aux conseillers d'autoriser le maire à demander aux deux propriétaires de ladite parcelle A 896, MM. Daudin et Valls, d'accepter de vendre à la commune la partie extérieure au portail d'accès à leur cour afin d'y aménager cet accès. La parcelle A 895 dans sa totalité fait 242 m2 mais la partie à acquérir ne représente que 116 m2.

Un expert près les tribunaux a été consulté ; suite à son avis, le maire propose de faire une offre de 12 000 € pour ces 116 m2. Il faut prendre en compte notamment le fait que la parcelle est en zone U mais qu'en pratique, elle ne peut être construite, qu'elle sert actuellement de parking à des engins agricoles, et enfin, qu'elle est grevée de servitudes de passage.


En cas de refus des deux propriétaires, la commune serait contrainte de lancer une procédure d'expropriation.

Délibération N°005-2019
Interne N°03-210319

Après en avoir délibéré, le **Conseil Municipal** :

A l'unanimité, autorise le maire à faire cette offre d'achat aux propriétaires pour un prix de 12000 € (douze mille).

Cette somme sera inscrite au budget communal 2019.


Pour extrait certifié conforme,
Le Maire :
Jacqueline CARABELLI SEJEAN

Délibération rendue exécutoire **26 MARS 2019**
Transmise à la Sous-Préfecture le **26 MARS 2019**
Publiée ou notifiée le

26 MARS 2019

Délibération N°032-2021
Interne N°02-15102021

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

COMMUNE DE POILHES (HERAULT)

**Objet: ACQUISITION D'UNE PORTION DE LA PARCELLE A895 PAR VOIE
D'EXPROPRIATION**

L'An deux mille vingt-et-un, le **VENDREDI 15 OCTOBRE à 20 heures 30**, les membres du conseil municipal légalement convoqués, se sont réunis dans la salle du Peuple, sous la présidence de Béranger SARDA, maire.

Etaient présents : BERRUEZO Patrick, COMBES Sébastien, COSTA Jacques, LACOMBE Philippe, MORAN Catherine, NORMAND Carole, PAGES Agathe, PICART Patrice, PRAT Sylvie, SALMERON Francis, SARDA Béranger, SOURIMANT Angélique, WAWOCZNY Sophie.

Etaient absents excusés : BERTOUX Philippe, TOBAL Kristel (procuration donnée à PAGES Agathe)

Mme NORMAND Carole a été désignée comme secrétaire de séance.

Le maire explique la nécessité de mettre en conformité l'accessibilité aux PMR de l'église (échafaudier 2019).

Compte tenu de la situation, le projet implique le passage par la parcelle A895 appartenant à l'indivision Coteaux d'Ensérune et M.Mme Daudin); parcelle qui présente de gros problèmes d'entretien et de stockage de matériels, dévalisant les lieux.

Le maire rappelle les tentatives de négociation en 2007, 2017 et 2019 avec les propriétaires ; il présente l'expertise établie en mars 2019 portant avis sur la valeur vénale d'une portion de cette parcelle.

Considérant les refus de cession de l'indivision et les motifs impératifs d'acquisition de cette parcelle, le maire propose d'engager l'acquisition du bien par voie d'expropriation.

Le Conseil Municipal,

A L'UNANIMITE,

Considérant que le projet répond à un besoin réel et que la situation financière de la commune permet de le mettre dès maintenant à exécution,

1

M

Délibération N°032-2021
Interne N°02-15102021

Autorise le maire à poursuivre, aux fins ci-dessus exposées, la déclaration d'utilité publique du projet et l'acquisition par voie d'expropriation, conformément au Code de l'expropriation, du terrain sis Rue de la Poste, parcelle A896, pour une portion de la surface totale de 242 m² appartenant à l'Indivision Côteaux d'Ensérune et Monsieur et Madame DAUDIN Patrick.

Il sera pourvu au paiement du prix de cette acquisition au moyen des fonds libres communaux.

Un dossier comprenant les pièces exigées par l'article R 112-4 et suivant du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique :

- d'une notice explicative ;
- d'un plan de situation ;
- du plan général des travaux ;
- des caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- de l'appréciation sommaire des dépenses.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire :
Béranger SARDA



Délibération rendue exécutoire le **26 OCT. 2021**
Transmise à la Sous-Préfecture le **26 OCT. 2021**
Publiée ou notifiée le **26 OCT. 2021**

Carte d'identité de la parcelle 205 A 100 - POILHES

Année MAJ	2021	Commune	POILHES	N° de parcelle	48509
Dir.	34	Section	A	Surface	105,36 m²
	0	Parcelle	100	Adresse	21 RUE DE LA POSTE
				Repart	0000

Avant-carte de la parcelle

Intit	Propriétaire	Date de naissance	Ministre BIVAC	Adresse du propriétaire
PT	COMMUNE DE POILHES		MAIRIE	7 PL DE LA MAIRIE MARIE
PD	COMMUNE DE POILHES		PURMER	A LA MARQUE
PI	COMMUNE DE POILHES		PROPAR	2070 A11 100
PP	Propriétaire			A LA MARQUE
				2070 A11 100

Locaux

Aussi voir les plans sur cette parcelle.

Subdivisions fiscales

505 (100 - 100%)



Réglement et impôts (m)

Commune
705 (100%) : Abattement fiscal
100 (100%) : Forfaitairement - Catégorie 1

Prescription
EPP - 2010 - 2011 - 2012 - 2013 - 2014 - 2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - 2022 - 2023 - 2024 - 2025 - 2026 - 2027 - 2028 - 2029 - 2030 - 2031 - 2032 - 2033 - 2034 - 2035 - 2036 - 2037 - 2038 - 2039 - 2040 - 2041 - 2042 - 2043 - 2044 - 2045 - 2046 - 2047 - 2048 - 2049 - 2050 - 2051 - 2052 - 2053 - 2054 - 2055 - 2056 - 2057 - 2058 - 2059 - 2060 - 2061 - 2062 - 2063 - 2064 - 2065 - 2066 - 2067 - 2068 - 2069 - 2070 - 2071 - 2072 - 2073 - 2074 - 2075 - 2076 - 2077 - 2078 - 2079 - 2080 - 2081 - 2082 - 2083 - 2084 - 2085 - 2086 - 2087 - 2088 - 2089 - 2090 - 2091 - 2092 - 2093 - 2094 - 2095 - 2096 - 2097 - 2098 - 2099 - 2100 - 2101 - 2102 - 2103 - 2104 - 2105 - 2106 - 2107 - 2108 - 2109 - 2110 - 2111 - 2112 - 2113 - 2114 - 2115 - 2116 - 2117 - 2118 - 2119 - 2120 - 2121 - 2122 - 2123 - 2124 - 2125 - 2126 - 2127 - 2128 - 2129 - 2130 - 2131 - 2132 - 2133 - 2134 - 2135 - 2136 - 2137 - 2138 - 2139 - 2140 - 2141 - 2142 - 2143 - 2144 - 2145 - 2146 - 2147 - 2148 - 2149 - 2150 - 2151 - 2152 - 2153 - 2154 - 2155 - 2156 - 2157 - 2158 - 2159 - 2160 - 2161 - 2162 - 2163 - 2164 - 2165 - 2166 - 2167 - 2168 - 2169 - 2170 - 2171 - 2172 - 2173 - 2174 - 2175 - 2176 - 2177 - 2178 - 2179 - 2180 - 2181 - 2182 - 2183 - 2184 - 2185 - 2186 - 2187 - 2188 - 2189 - 2190 - 2191 - 2192 - 2193 - 2194 - 2195 - 2196 - 2197 - 2198 - 2199 - 2200 - 2201 - 2202 - 2203 - 2204 - 2205 - 2206 - 2207 - 2208 - 2209 - 2210 - 2211 - 2212 - 2213 - 2214 - 2215 - 2216 - 2217 - 2218 - 2219 - 2220 - 2221 - 2222 - 2223 - 2224 - 2225 - 2226 - 2227 - 2228 - 2229 - 2230 - 2231 - 2232 - 2233 - 2234 - 2235 - 2236 - 2237 - 2238 - 2239 - 2240 - 2241 - 2242 - 2243 - 2244 - 2245 - 2246 - 2247 - 2248 - 2249 - 2250 - 2251 - 2252 - 2253 - 2254 - 2255 - 2256 - 2257 - 2258 - 2259 - 2260 - 2261 - 2262 - 2263 - 2264 - 2265 - 2266 - 2267 - 2268 - 2269 - 2270 - 2271 - 2272 - 2273 - 2274 - 2275 - 2276 - 2277 - 2278 - 2279 - 2280 - 2281 - 2282 - 2283 - 2284 - 2285 - 2286 - 2287 - 2288 - 2289 - 2290 - 2291 - 2292 - 2293 - 2294 - 2295 - 2296 - 2297 - 2298 - 2299 - 2300 - 2301 - 2302 - 2303 - 2304 - 2305 - 2306 - 2307 - 2308 - 2309 - 2310 - 2311 - 2312 - 2313 - 2314 - 2315 - 2316 - 2317 - 2318 - 2319 - 2320 - 2321 - 2322 - 2323 - 2324 - 2325 - 2326 - 2327 - 2328 - 2329 - 2330 - 2331 - 2332 - 2333 - 2334 - 2335 - 2336 - 2337 - 2338 - 2339 - 2340 - 2341 - 2342 - 2343 - 2344 - 2345 - 2346 - 2347 - 2348 - 2349 - 2350 - 2351 - 2352 - 2353 - 2354 - 2355 - 2356 - 2357 - 2358 - 2359 - 2360 - 2361 - 2362 - 2363 - 2364 - 2365 - 2366 - 2367 - 2368 - 2369 - 2370 - 2371 - 2372 - 2373 - 2374 - 2375 - 2376 - 2377 - 2378 - 2379 - 2380 - 2381 - 2382 - 2383 - 2384 - 2385 - 2386 - 2387 - 2388 - 2389 - 2390 - 2391 - 2392 - 2393 - 2394 - 2395 - 2396 - 2397 - 2398 - 2399 - 2400 - 2401 - 2402 - 2403 - 2404 - 2405 - 2406 - 2407 - 2408 - 2409 - 2410 - 2411 - 2412 - 2413 - 2414 - 2415 - 2416 - 2417 - 2418 - 2419 - 2420 - 2421 - 2422 - 2423 - 2424 - 2425 - 2426 - 2427 - 2428 - 2429 - 2430 - 2431 - 2432 - 2433 - 2434 - 2435 - 2436 - 2437 - 2438 - 2439 - 2440 - 2441 - 2442 - 2443 - 2444 - 2445 - 2446 - 2447 - 2448 - 2449 - 2450 - 2451 - 2452 - 2453 - 2454 - 2455 - 2456 - 2457 - 2458 - 2459 - 2460 - 2461 - 2462 - 2463 - 2464 - 2465 - 2466 - 2467 - 2468 - 2469 - 2470 - 2471 - 2472 - 2473 - 2474 - 2475 - 2476 - 2477 - 2478 - 2479 - 2480 - 2481 - 2482 - 2483 - 2484 - 2485 - 2486 - 2487 - 2488 - 2489 - 2490 - 2491 - 2492 - 2493 - 2494 - 2495 - 2496 - 2497 - 2498 - 2499 - 2500 - 2501 - 2502 - 2503 - 2504 - 2505 - 2506 - 2507 - 2508 - 2509 - 2510 - 2511 - 2512 - 2513 - 2514 - 2515 - 2516 - 2517 - 2518 - 2519 - 2520 - 2521 - 2522 - 2523 - 2524 - 2525 - 2526 - 2527 - 2528 - 2529 - 2530 - 2531 - 2532 - 2533 - 2534 - 2535 - 2536 - 2537 - 2538 - 2539 - 2540 - 2541 - 2542 - 2543 - 2544 - 2545 - 2546 - 2547 - 2548 - 2549 - 2550 - 2551 - 2552 - 2553 - 2554 - 2555 - 2556 - 2557 - 2558 - 2559 - 2560 - 2561 - 2562 - 2563 - 2564 - 2565 - 2566 - 2567 - 2568 - 2569 - 2570 - 2571 - 2572 - 2573 - 2574 - 2575 - 2576 - 2577 - 2578 - 2579 - 2580 - 2581 - 2582 - 2583 - 2584 - 2585 - 2586 - 2587 - 2588 - 2589 - 2590 - 2591 - 2592 - 2593 - 2594 - 2595 - 2596 - 2597 - 2598 - 2599 - 2600 - 2601 - 2602 - 2603 - 2604 - 2605 - 2606 - 2607 - 2608 - 2609 - 2610 - 2611 - 2612 - 2613 - 2614 - 2615 - 2616 - 2617 - 2618 - 2619 - 2620 - 2621 - 2622 - 2623 - 2624 - 2625 - 2626 - 2627 - 2628 - 2629 - 2630 - 2631 - 2632 - 2633 - 2634 - 2635 - 2636 - 2637 - 2638 - 2639 - 2640 - 2641 - 2642 - 2643 - 2644 - 2645 - 2646 - 2647 - 2648 - 2649 - 2650 - 2651 - 2652 - 2653 - 2654 - 2655 - 2656 - 2657 - 2658 - 2659 - 2660 - 2661 - 2662 - 2663 - 2664 - 2665 - 2666 - 2667 - 2668 - 2669 - 2670 - 2671 - 2672 - 2673 - 2674 - 2675 - 2676 - 2677 - 2678 - 2679 - 2680 - 2681 - 2682 - 2683 - 2684 - 2685 - 2686 - 2687 - 2688 - 2689 - 2690 - 2691 - 2692 - 2693 - 2694 - 2695 - 2696 - 2697 - 2698 - 2699 - 2700 - 2701 - 2702 - 2703 - 2704 - 2705 - 2706 - 2707 - 2708 - 2709 - 2710 - 2711 - 2712 - 2713 - 2714 - 2715 - 2716 - 2717 - 2718 - 2719 - 2720 - 2721 - 2722 - 2723 - 2724 - 2725 - 2726 - 2727 - 2728 - 2729 - 2730 - 2731 - 2732 - 2733 - 2734 - 2735 - 2736 - 2737 - 2738 - 2739 - 2740 - 2741 - 2742 - 2743 - 2744 - 2745 - 2746 - 2747 - 2748 - 2749 - 2750 - 2751 - 2752 - 2753 - 2754 - 2755 - 2756 - 2757 - 2758 - 2759 - 2760 - 2761 - 2762 - 2763 - 2764 - 2765 - 2766 - 2767 - 2768 - 2769 - 2770 - 2771 - 2772 - 2773 - 2774 - 2775 - 2776 - 2777 - 2778 - 2779 - 2780 - 2781 - 2782 - 2783 - 2784 - 2785 - 2786 - 2787 - 2788 - 2789 - 2790 - 2791 - 2792 - 2793 - 2794 - 2795 - 2796 - 2797 - 2798 - 2799 - 2800 - 2801 - 2802 - 2803 - 2804 - 2805 - 2806 - 2807 - 2808 - 2809 - 2810 - 2811 - 2812 - 2813 - 2814 - 2815 - 2816 - 2817 - 2818 - 2819 - 2820 - 2821 - 2822 - 2823 - 2824 - 2825 - 2826 - 2827 - 2828 - 2829 - 2830 - 2831 - 2832 - 2833 - 2834 - 2835 - 2836 - 2837 - 2838 - 2839 - 2840 - 2841 - 2842 - 2843 - 2844 - 2845 - 2846 - 2847 - 2848 - 2849 - 2850 - 2851 - 2852 - 2853 - 2854 - 2855 - 2856 - 2857 - 2858 - 2859 - 2860 - 2861 - 2862 - 2863 - 2864 - 2865 - 2866 - 2867 - 2868 - 2869 - 2870 - 2871 - 2872 - 2873 - 2874 - 2875 - 2876 - 2877 - 2878 - 2879 - 2880 - 2881 - 2882 - 2883 - 2884 - 2885 - 2886 - 2887 - 2888 - 2889 - 2890 - 2891 - 2892 - 2893 - 2894 - 2895 - 2896 - 2897 - 2898 - 2899 - 2900 - 2901 - 2902 - 2903 - 2904 - 2905 - 2906 - 2907 - 2908 - 2909 - 2910 - 2911 - 2912 - 2913 - 2914 - 2915 - 2916 - 2917 - 2918 - 2919 - 2920 - 2921 - 2922 - 2923 - 2924 - 2925 - 2926 - 2927 - 2928 - 2929 - 2930 - 2931 - 2932 - 2933 - 2934 - 2935 - 2936 - 2937 - 2938 - 2939 - 2940 - 2941 - 2942 - 2943 - 2944 - 2945 - 2946 - 2947 - 2948 - 2949 - 2950 - 2951 - 2952 - 2953 - 2954 - 2955 - 2956 - 2957 - 2958 - 2959 - 2960 - 2961 - 2962 - 2963 - 2964 - 2965 - 2966 - 2967 - 2968 - 2969 - 2970 - 2971 - 2972 - 2973 - 2974 - 2975 - 2976 - 2977 - 2978 - 2979 - 2980 - 2981 - 2982 - 2983 - 2984 - 2985 - 2986 - 2987 - 2988 - 2989 - 2990 - 2991 - 2992 - 2993 - 2994 - 2995 - 2996 - 2997 - 2998 - 2999 - 3000 - 3001 - 3002 - 3003 - 3004 - 3005 - 3006 - 3007 - 3008 - 3009 - 3010 - 3011 - 3012 - 3013 - 3014 - 3015 - 3016 - 3017 - 3018 - 3019 - 3020 - 3021 - 3022 - 3023 - 3024 - 3025 - 3026 - 3027 - 3028 - 3029 - 3030 - 3031 - 3032 - 3033 - 3034 - 3035 - 3036 - 3037 - 3038 - 3039 - 3040 - 3041 - 3042 - 3043 - 3044 - 3045 - 3046 - 3047 - 3048 - 3049 - 3050 - 3051 - 3052 - 3053 - 3054 - 3055 - 3056 - 3057 - 3058 - 3059 - 3060 - 3061 - 3062 - 3063 - 3064 - 3065 - 3066 - 3067 - 3068 - 3069 - 3070 - 3071 - 3072 - 3073 - 3074 - 3075 - 3076 - 3077 - 3078 - 3079 - 3080 - 3081 - 3082 - 3083 - 3084 - 3085 - 3086 - 3087 - 3088 - 3089 - 3090 - 3091 - 3092 - 3093 - 3094 - 3095 - 3096 - 3097 - 3098 - 3099 - 3100 - 3101 - 3102 - 3103 - 3104 - 3105 - 3106 - 3107 - 3108 - 3109 - 3110 - 3111 - 3112 - 3113 - 3114 - 3115 - 3116 - 3117 - 3118 - 3119 - 3120 - 3121 - 3122 - 3123 - 3124 - 3125 - 3126 - 3127 - 3128 - 3129 - 3130 - 3131 - 3132 - 3133 - 3134 - 3135 - 3136 - 3137 - 3138 - 3139 - 3140 - 3141 - 3142 - 3143 - 3144 - 3145 - 3146 - 3147 - 3148 - 3149 - 3150 - 3151 - 3152 - 3153 - 3154 - 3155 - 3156 - 3157 - 3158 - 3159 - 3160 - 3161 - 3162 - 3163 - 3164 - 3165 - 3166 - 3167 - 3168 - 3169 - 3170 - 3171 - 3172 - 3173 - 3174 - 3175 - 3176 - 3177 - 3178 - 3179 - 3180 - 3181 - 3182 - 3183 - 3184 - 3185 - 3186 - 3187 - 3188 - 3189 - 3190 - 3191 - 3192 - 3193 - 3194 - 3195 - 3196 - 3197 - 3198 - 3199 - 3200 - 3201 - 3202 - 3203 - 3204 - 3205 - 3206 - 3207 - 3208 - 3209 - 3210 - 3211 - 3212 - 3213 - 3214 - 3215 - 3216 - 3217 - 3218 - 3219 - 3220 - 3221 - 3222 - 3223 - 3224 - 3225 - 3226 - 3227 - 3228 - 3229 - 3230 - 3231 - 3232 - 3233 - 3234 - 3235 - 3236 - 3237 - 3238 - 3239 - 3240 - 3241 - 3242 - 3243 - 3244 - 3245 - 3246 - 3247 - 3248 - 3249 - 3250 - 3251 - 3252 - 3253 - 3254 - 3255 - 3256 - 3257 - 3258 - 3259 - 3260 - 3261 - 3262 - 3263 - 3264 - 3265 - 3266 - 3267 - 3268 - 3269 - 3270 - 3271 - 3272 - 3273 - 3274 - 3275 - 3276 - 3277 - 3278 - 3279 - 3280 - 3281 - 3282 - 3283 - 3284 - 3285 - 3286 - 3287 - 3288 - 3289 - 3290 - 3291 - 3292 - 3293 - 3294 - 3295 - 3296 - 3297 - 3298 - 3299 - 3300 - 3301 - 3302 - 3303 - 3304 - 3305 - 3306 - 3307 - 3308 - 3309 - 3310 - 3311 - 3312 - 3313 - 3314 - 3315 - 3316 - 3317 - 3318 - 3319 - 3320 - 3321 - 3322 - 3323 - 3324 - 3325 - 3326 - 3327 - 3328 - 3329 - 3330 - 3331 - 3332 - 3333 - 3334 - 3335 - 3336 - 3337 - 3338 - 3339 - 3340 - 3341 - 3342 - 3343 - 3344 - 3345 - 3346 - 3347 - 3348 - 3349 - 3350 - 3351 - 3352 - 3353 - 3354 - 3355 - 3356 - 3357 - 3358 - 3359 - 3360 - 3361 - 3362 - 3363 - 3364 - 3365 - 3366 - 3367 - 3368 - 3369 - 3370 - 3371 - 3372 - 3373 - 3374 - 3375 - 3376 - 3377 - 3378 - 3379 - 3380 - 3381 - 3382 - 3383 - 3384 - 3385 - 3386 - 3387 - 3388 - 3389 - 3390 - 3391 - 3392 - 3393 - 3394 - 3395 - 3396 - 3397 - 3398 - 3399 - 3400 - 3401 - 3402 - 3403 - 3404 - 3405 - 3406 - 3407 - 3408 - 3409 - 3410 - 3411 - 3412 - 3413 - 3414 - 3415 - 3416 - 3417 - 3418 - 3419 - 3420 - 3421 - 3422 - 3423 - 3424 - 3425 - 3426 - 3427 - 3428 - 3429 - 3430 - 3431 - 3432 - 3433 - 3434 - 3435 - 3436 - 3437 - 3438 - 3439 - 3440 - 3441 - 3442 - 3443 - 3444 - 3445 - 3446 - 3447 - 3448 - 3449 - 3450 - 3451 - 3452 - 3453 - 3454 - 3455 - 3456 - 3457 - 3458 - 3459 - 3460 - 3461 - 3462 - 3463 - 3464 - 3465 - 3466 - 3467 - 3468 - 3469 - 3470 - 3471 - 3472 - 3473 - 3474 - 3475 - 3476 - 3477 - 3478 - 3479 - 3480 - 3481 - 3482 - 3483 - 3484 - 3485 - 3486 - 3487 - 3488 - 3489 - 3490 - 3491 - 3492 - 3493 - 3494 - 3495 - 3496 - 3497 - 3498 - 3499 - 3500 - 3501 - 3502 - 3503 - 3504 - 3505 - 3506 - 3507 - 3508 - 3509 - 3510 - 3511 - 3512 - 3513 - 3514 - 3515 - 3516 - 3517 - 3518 - 3519 - 3520 - 3521 - 3522 - 3523 - 3524 - 3525 - 3526 - 3527 - 3528 - 3529 - 3530 - 3531 - 3532 - 3533 - 3534 - 3535 - 3536 - 3537 - 3538 - 3539 - 3540 - 3541 - 3542 - 3543 - 3544 - 3545 - 3546 - 3547 - 3548 - 3549 - 3550 - 3551 - 3552 - 3553 - 3554 - 3555 - 3556 - 3557 - 3558 - 3559 - 3560 - 3561 - 3562 - 3563 - 3564 - 3565 - 3566 - 3567 - 3568 - 3569 - 3570 - 3571 - 3572 - 3573 - 3574 - 3575 - 3576 - 3577 - 3578 - 3579 - 3580 - 3581 - 3582 - 3583 - 3584 - 3585 - 3586 - 3587 - 3588 - 3589 - 3590 - 3591 - 3592 - 3593 - 3594 - 3595 - 3596 - 3597 - 3598 - 3599 - 3600 - 3601 - 3602 - 3603 - 3604 - 3605 - 3606 - 3607 - 3608 - 3609 - 3610 - 3611 - 3612 - 3613 - 3614 - 3615 - 3616 - 3617 - 3618 - 3619 - 3620 - 3621 - 3622 - 3623 - 3624 - 3625 - 3626 - 3627 - 3628 - 3629 - 3630 - 3631 - 3632 - 3633 - 3634 - 3635 - 3636 - 3637 - 3638 - 3639 - 3640 - 3641 - 3642 - 3643 - 3644 - 3645 - 3646 - 3647 - 3648 - 3649 - 3650 - 3651 - 3652 - 3653 - 3654 - 3655 - 3656 - 3657 - 3658 - 3659 - 3660 - 3661 - 3662 - 3663 - 3664 - 3665 - 3666 - 3667 - 3668 - 3669 - 3670 - 3671 - 3672 - 3673 - 3674 - 3675 - 3676 - 3677 - 3678 - 3679 - 3680 - 3681 - 3682 - 3683 - 3684 - 3685 - 3686 - 3687 - 3688 - 3689 - 3690 - 3691 - 3692 - 3693 - 3694 - 3695 - 3696 - 3697 - 3698 - 3699 - 3700 - 3701 - 3702 - 3703 - 3704 - 3705 - 3706 - 3707 - 3708 - 3709 - 3710 - 3711 - 3712 - 3713 - 3714 - 3715 - 3716 - 3717 - 3718 - 3719 - 3720 - 3721 - 3722 - 3723 - 3724 - 3725 - 3726 - 3727 - 3728 - 3729 - 3730 - 3731 - 3732 - 3733 - 3734 - 3735 - 3736 - 3737 - 3738 - 3739 - 3740 - 3741 - 3742 - 3743 - 3744 - 3745 - 3746 - 3747 - 3748 - 3749 - 3750 - 3751 - 3752 - 3753 - 3754 - 3755 - 3756 - 3757 - 3758 - 3759 - 3760 - 3761 - 3762 - 3763 - 3764 - 3765 - 3766 - 3767 - 3768 - 3769 - 3770 - 3771 - 3772 - 3773 - 3774 - 3775 - 3776 - 3777 - 3778 - 3779 - 3780 - 3781 - 3782 - 3783 - 3784 - 3785 - 3786 - 3787 - 3788 - 3789 - 3790 - 3791 - 3792 - 3793 - 3794 - 3795 - 3796 - 3797 - 3798 - 3799 - 3800 - 3801 - 3802 - 3803 - 3804 - 3805 - 3806 - 3807 - 3808 - 3809 - 3810 - 3811 - 3812 - 3813 - 3814 - 3815 - 3816 - 3817 - 3818 - 3819 - 3820 - 3821 - 3822 - 3823 - 3824 - 3825 - 3826 - 3827 - 3828 - 3829 - 3830 - 3831 - 3832 - 3833 - 3834 - 3835 - 3836 - 3837 - 3838 - 3839 - 3840 - 3841 - 3842 - 3843 - 3844 - 3845 - 3846 - 3847 - 3848 - 3849 - 3850 - 3851 - 3852 - 3853 - 3854 - 3855 - 3856 - 3857 - 3858 - 3859 - 3860 - 3861 - 3862 - 3863 - 3864 - 3865 - 3866 - 3867 - 3868 - 3869 - 3870 - 3871 - 3872 - 3873 - 3874 - 3875 - 3876 - 3877 - 3878 - 3879 - 3880 - 3881 - 3882 - 3883 - 3884 - 3885 - 3886 - 3887 - 3888 -

Carte d'identité de la parcelle 206 A 885 - POILHES

Parcelle MAJ	206	POILHES	N° de carte	000174
Dir.	34	A	Surface	202.03 m²
D/n	0	803	Adresse	LE PELLERIN 8030

Ayant droit de la parcelle				
Statut	Propriétaire	Date de naissance	Mention MAJIC	Adresse du propriétaire
IP1	COTEAUX D'ENGERME		ENGERME	VILLAGE SAINT JEAN ENGERME VALLÉE MAJIC
IP2	MICHAEL COUTER ENGERME	08/07/1968	ENGERME	10 RUE DE LA POSTE 8030 POILHES
IP3	MICHAEL COUTER ENGERME	08/07/1968	ENGERME	10 RUE DE LA POSTE 8030 POILHES

IP1 - Propriétaire	
--------------------	--

Autres lots envisagés sur cette parcelle:

Statut/Visions fiscales		Règlement et emprise (m²)		Antériorité	
Sols (207 - 100%)		Centrale		Date acte	
		202 (100%) Allocations de la		20-07-2020	
		202 (100%) Pénalités de la		20-07-2020	
		Présentation			
		ENR - Pénalités - Pénalités - Pénalités			

Zone

202 (100%)

202 (100%)

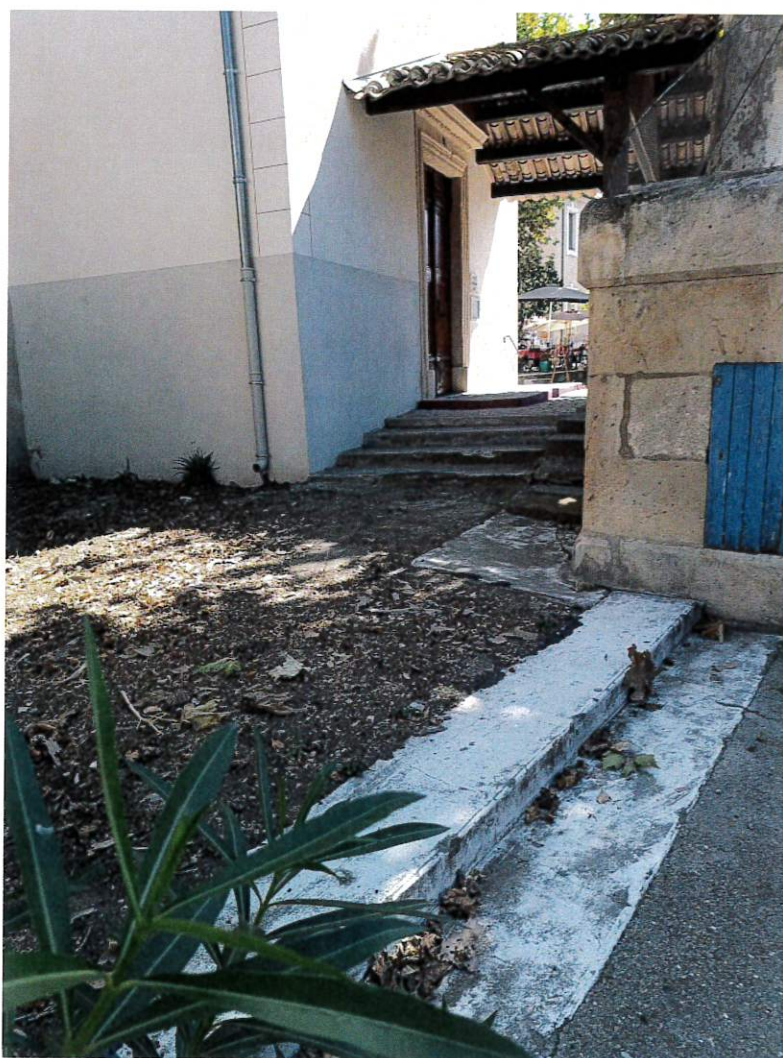
202 (100%)

DEPARTEMENT DE L'HERAULT
Commune de POILHES

ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES PREALABLES

À la Déclaration d'Utilité Publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église à POILHES
Et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

RAPPORTS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR



Décision de la magistrate-déléguée du Tribunal dossier n°E23000086/34 en date du 10/08/2023 de la désignation du commissaire-enquêteur
Arrêté préfectoral n°2023.DRCL.0475portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes en date du 6 octobre 2023

SOMMAIRE

Enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église à POILHES et à la cession des parcelles nécessaires à la réalisation du projet

CHAPITRE 0 LE CONTEXTE GENERAL

1-Enjeu sociétal

69

2-Dispositifs réglementaires.

69

3-Mise en conformité de l'accessibilité aux PMR de l'Eglise et du Parvis de la commune de POILHES.

70

4-Démarche de la commune auprès des propriétaires de la parcelle A 895 73

5-Enquête parcellaire. Dossier et organisation de l'enquête.

74

CHAPITRE I DOSSIER D'ENQUÊTE PARCELLAIRE

PROJET D'ACQUISITION DE 116 M2 DE LA PARCELLE A 895 PAR VOIE D'EXPROPRIATION

COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PARCELLAIRE 76

NOTE EXPLICATIVE 76

NOTE EXPLICATIVE COMPLEMENTAIRE EMPRISE DUP 79

CHAPITRE II DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2.1 Désignation du commissaire-enquêteur. 81

2.2 Période préparatoire à l'ouverture des enquêtes publiques conjointes. 81

2.3 Composition des dossiers soumis aux enquêtes. 81

2.4 Information des propriétaires. 82

2.5 Déroulement des enquêtes. 83

2.6 Arrêté préfectoral et diffusion du dossier. 84

2.7 Publicité et affichage 84

2.8 Pendant la période de l'enquête publique 92

2.9 Communication des observations et réception du public. 93

2.10 Clôture de l'enquête

95 3 Participation du public. Observations.

3.1 Au cours des permanences

95

3.2 Sur le registre papier 95

3.3 Sur le registre dématérialisé

96

3.4 Par courrier 96

3.5 Conclusion des observations

96

PROCES VERBAL 97

Chapitre III AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR.

1 Présentation du projet 98

2 Avis sur la forme 103

1-Désignation du Commissaire-Enquêteur 103

2-Le dossier d'enquête 103

3-Période préparatoire à l'ouverture des enquêtes publiques conjointes. 107

4-Le déroulement de l'enquête 107

5-Accueil et participation du public 109

6-Clôture de l'enquête 109

7 Participation du public. Observations. 109

Conclusion des observations	109
3-Avis sur le fond	110
4-Analyse et appréciations du commissaire-enquêteur	112
ANNEXES	113-125

MAIRIE DE POILHES
DOSSIER D'ENQUÊTE PARCELLAIRE
PROJET D'ACQUISITION DE 116 M2 DE LA PARCELLE A 895 PAR VOIE D'EXPROPRIATION

L'accessibilité pour tous des lieux publics est un enjeu essentiel pour notre société.

CHAPITRE 0 LE CONTEXTE GENERAL

1-Enjeu sociétal

Les lois n°2005-102 du 11 février 2005 et du 10 juillet 2014 et l'ensemble des décrets d'application ont pour objectifs l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et une meilleure insertion dans notre société des personnes handicapées, et ce quel que soit le type de leur handicap (notamment physique, sensoriel, mental, psychique et cognitif).

Dans la perspective du vieillissement de la population, les enjeux qui s'attachent à l'accessibilité sont particulièrement forts et sa bonne mise en œuvre participe pleinement d'un développement durable de notre société.

L'objectif de résultat assigné par la réglementation est global et porte sur la continuité de la chaîne des déplacements qui intègre les transports, l'aménagement de la voirie et des espaces publics et les bâtiments dans leur ensemble.

L'accessibilité du cadre bâti, et en particulier des bâtiments d'habitation et des établissements recevant du public, tient une place importante dans ce dispositif.

Après la modification du décret n°2006-555 du 17 mai 2006 par le décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014, de nouvelles règles relatives au cadre bâti sont instaurées. L'arrêté du 8 décembre 2014 fixe des dispositions spécifiques aux établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et aux installations existantes ouvertes au public.

Ces dispositions concernent l'application des articles R 111-19-67 à R 111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation. Elles entrent en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2015.

2-Dispositifs réglementaires.

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 et ses différents décrets, arrêtés et circulaires d'application. Décret du 17 mai 2006, Décret du 30 avril 2006, Décret du 30 août 2006, Arrêté du 1^{er} août 2006, Arrêté du 30 novembre 2007, Arrêtés des 22 mars et 3 décembre 2007, Circulaire du 30 novembre 2007, Circulaire du 20 avril 2009.

Loi promulguée le 10 juillet 2014, Ordonnance du 9 septembre 2014 de mise en application de l'Ad 'Ap (J.O. 29/09/14), Arrêté du 8 décembre 2014.

Le décret d'application de l'ordonnance créant l'Agenda d'accessibilité programmée (Ad 'Ap) a été publié le 6 novembre 2014. Elle accompagne la mise en accessibilité de tous les établissements et installations recevant du public.

Après la modification du décret n°2006-555 du 17 mai 2006 par le décret n°2014-1326 en date du 5 novembre 2014, de nouvelles règles relatives au cadre bâti existant sont instaurées. L'arrêté du 8 décembre 2014 fixe les dispositions spécifiques aux établissements recevant du public, situés dans un cadre bâti existant et aux installations existantes ouvertes au public.

Le Comité interministériel du 2 décembre 2016, qui fait suite au CIH du 25 septembre 2013 et aux deux Conférences nationales du handicap du 11 décembre 2014 puis du 19 mai 2016, a été l'occasion de réaffirmer la politique du handicap portée par le gouvernement, politique qui repose sur une ambition forte : changer durablement de regard et de méthode pour accompagner l'autonomie des personnes concernées en rendant la société plus accueillante et plus inclusive.

Ainsi lors de ce Comité interministériel du handicap, qui a réaffirmé le caractère prioritaire de l'accessibilité aux transports, mais aussi à l'éducation, au logement, aux soins, aux services et aux différentes offres médico-sociales.

Le législateur a prévu un certain nombre de cas dans lesquels il est possible de demander une dérogation aux règles d'accessibilité handicapés (R111-19-10 du Code de la construction et de l'habitation).

3-Mise en conformité de l'accessibilité aux PMR de l'Eglise et du Parvis de la commune de POILHES.

Le dossier mis à l'enquête (DUP et projet d'acquisition de 116 m2 de la parcelle A 895) est l'aboutissement de la démarche engagée depuis plusieurs années par la commune de POILHES

- DEMARCHE DE LA COMMUNE DE POILHES. HISTORIQUE

Par délibération en date du 30 mai 2016 le Conseil municipal a approuvé le projet d'Agenda d'accessibilité programmée avec présentation des annexes : priorité et dérogations.

En effet une demande d'Agenda d'Accessibilité Programmée est rendue obligatoire par l'ordonnance n° 2104-1090 du 26 septembre 2014.

Le maire a rappelé que les gestionnaires des ERP et IOP ont désormais l'obligation, pour mettre leurs établissements en conformité avec les obligations d'accessibilité, de s'engager par la signature d'un agenda d'accessibilité programmée (Ad 'Ap) ; cet Ad 'Ap correspondant à un engagement de procéder aux travaux dans un délai déterminé et limité.

Ainsi le diagnostic de l'accessibilité des neuf ERP et IOP de la commune, réalisé avec l'aide de l'architecte Mme PONS Joëlle, a montré que tous nécessitaient des adaptations plus ou moins importantes.

L'ensemble des coûts des travaux s'élève à 337 308 €TTC. Des dérogations seront sollicitées pour cinq de ces ERP et IOP.

- DOSSIER D'ACCESSIBILITE AD 'AP.

Le dossier accessibilité établi par l'architecte DPLG Joëlle PONS concerne :

L'EGLISE Saint-Martin ERP TYPE V : Lieu de culte CATEGORIE -Vème.

Après 2 rappels -Rappel des dispositifs réglementaires (sans référence aux lois des 11 février 2005 et 10 juillet 2014). – Rappel des cas dans lesquels le législateur a prévu la possibilité de demander une dérogation aux règles d'accessibilité handicapés (R 111-19-10 du Code de la construction et de l'habitation), p.e. : Impossibilité technique, contraintes liées à la conservation du patrimoine architectural, et leurs coûts,

Est présenté ci-dessous un tableau de synthèse des travaux à réaliser.

SYNTHESE DES TRAVAUX A REALISER	
Estimation financière	
	Montant travaux en euros HT
1 STATIONNEMENT PMR et CHEMINEMENT	2900,00
ESCALIER ET MAIN COURANTE	3100,00
ELEVATEUR	16000,00
SEUIL ET SAS	2300,00
2 EMPLACEMENTS INTERIEURS	800,00
TOTAL	25100,00

■ Stationnement

Constats : -Absence de stationnement réservé aux personnes à mobilité réduite à proximité de l'église
-Le cheminement usuel n'est pas adapté pour une personne malvoyante ou aveugle Absence de repérage tactile et visuel

Préconisation : Créer un stationnement avec logo PMR au sol et une signalétique verticale. Le stationnement ne comportera pas de dévers supérieur à 3%.

Un cheminement sera réalisé repérable tactilement et contrasté, stabilisé et sans ressaut supérieur à 2 cm d'une largeur supérieure ou égale à 1,20 m. Le dévers ne dépassera pas 3%. Une bande d'éveil et de vigilance sera posée au sol pour informer les piétons du passage des voitures.

Rappel des adaptations mineures/Cheminevements extérieurs- ERP -IOP existants

Illustration des caractéristiques dimensionnelles d'une place de stationnement réservé.

■ Cheminement : Escalier de l'église

Constats : -Présence de marches qui créent un obstacle l'entrée de l'église. -Escalier non adapté aux personnes malvoyantes ou aveugles.

Préconisation : 1 BEV ou plots podotactiles, une bande contrastée de 10 cm sera peinte sur la première et dernière contremarche, les nez de marche seront contrastés sur une largeur de 3 cm horizontalement, Installation d'une main courante supplémentaire, la main courante sera continue rigide et facilement préhensible, Un élévateur sera installé au niveau du parvis.

■ Entrée de de l'église

Constats : - La Présence d'un ressaut au niveau du seuil crée un obstacle aux fauteuils roulants. - L'espace de manœuvre de porte dans le sas est insuffisant- La poignée ronde n'est pas facilement préhensible.

Préconisations : Installer une rampe au niveau du seuil de la porte d'entrée sur le perron, -Déplacer la deuxième porte du sas afin de créer un espace de manœuvre de 2,20 m de longueur perpendiculaire à l'axe de la porte, -Changer la poignée par une poignée facilement préhensible.

Recommandations : La première porte de l'église restera ouverte aux heures d'ouverture.

■ Aménagement intérieur

Préconisations : 2 places pour personnes à mobilité réduite seront aménagées à l'intérieur de l'église- Le sol, et le cheminement sera sans obstacle sur un sol non meuble et sans ressaut de plus de 2 cm, - La dimension de l'espace pour chaque emplacement est de 1,30 x 10,80 m avec un espace de manœuvre de 1,50 m de diamètre.

*Demande de dérogation accessibilité

En application de l'article 4 de l'arrêté du 8 décembre 2014.

EGLISE : ERP Type V -5 ième catégorie

Le parvis de l'église est enclavé entre un puits, une fontaine, une servitude privée de passage, et la rue. De préférence, la rampe amovible sera installée au niveau du terrain plus haut, sur la servitude de passage.

Article 4 : Accès à l'établissement ou l'installation

Installation d'une rampe d'accès amovible qui peut être automatique ou manuelle selon les caractéristiques dimensionnelles réglementaires

Objet de la dérogation : Installation d'une rampe amovible manuelle escamotable installée aux heures d'ouverture de l'église au niveau du perron.

*Le Conseil a adopté le plan ainsi que l'ordre de priorité des travaux et autorisé le maire à transmettre la demande d'Ad 'Ap au Préfet.

✚ Monsieur le maire de POILHES a transmis le dossier à Monsieur le Préfet en date du 31 mai 2016.

Dans ce courrier, page 2, le Maire de POILHES attire l'attention de Monsieur le Préfet sur les points suivants : -le montant total des travaux est estimé pour les neuf ERP, sans dérogation, à 337 308 € TTC. -plusieurs dérogations sont sollicitées.

Une concernant l'église pour les raisons suivantes : « Les difficultés d'accès (perron enclavé entre un puits, une fontaine et une servitude de passage privée) ne permettent pas l'installation de la rampe qui avait été envisagée dans un premier temps et qui empiéterait trop sur la largeur de la rue de l'église ; le coût de l'installation d'un élévateur paraît disproportionné au vu de la fréquentation de ce lieu de culte. Une rampe d'accès mobile pourrait être une solution alternative ».

✚ Récépissé n°034 206 16 001 de dépôt de la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad' Ap) DDTM 34 S.A.T.E.N. en date du 2 juin 2016.

Le Préfet, dans l'arrêté n° DDTM 34-2016-07-07515 en date du 18 juillet 2016 « considérant l'avis favorable émis par la Sous-Commission Départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées lors de la réunion du 5 juillet 2016, arrêtes-en son article 1^{er} : En application de l'article R 111-19-31 du Code de la construction et de l'Habitation, les Ad 'Ap visés dans le tableau ci-dessous sont approuvés 20 projets d'Ad 'Ap dont celui présenté par la commune de POILHES.

NUMERO	DEMANDEUR	COMMUNE	DELAJ DEMANDE
ADAP 034 206 16 001	MAIRIE DE POILHES	POILHES	5 ANS

- TRAVAUX REALISES.

Parmi les travaux préconisés ont été réalisés partiellement courant 2020 :

- Le stationnement PMR et le cheminement
 - Escalier et main courante sur le parvis
 - Seuil et le sas d'entrée de l'église
 - L'aménagement des espaces intérieurs.



Travaux déjà réalisés côté Rue de l'Eglise

Ainsi dans la cadre de la mise en œuvre progressive de l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap), la commune de POILHES a réalisé un ensemble de travaux afin d'améliorer l'accessibilité de l'église aux Personnes à Mobilité Réduite.

Il reste néanmoins à assurer l'accès à l'église.

En effet l'Ad'AP approuvé par le Préfet prévoit l'aménagement de l'Eglise et de ses accès aux normes PMR en 2019.

La configuration des abords a amené la commune à solliciter un délai supplémentaire pour ce qui concerne l'accès à l'Eglise des PMR en fauteuil. En effet la rue de l'Eglise est trop pentue pour qu'un accès y soit aménagé et, de l'autre côté, la parcelle qui jouxte l'Eglise est privée.

C'est l'objectif de ce dossier et des enquêtes publiques conjointes préalables.

4-DEMARCHE DE LA COMMUNE AUPRES DES PROPRIETAIRES DE LA PARCELLE A 895

Or, depuis 2007, les conseils municipaux successifs se sont préoccupés de ce problème et ont contacté plusieurs fois les propriétaires en vue de la mise à disposition de cette parcelle ou d'une partie de celle-ci.

En effet, compte tenu de la situation, le projet implique le passage par la parcelle A 895 appartenant à l'indivision Côteaux d'Ensérune et Mme DAUDIN.

Par courrier en date 9 octobre 2007, le maire de POILHES Michel VIGUIER propose à Mme et Mr DAUDIN Patrick « de bien vouloir céder à titre gratuit la partie de la parcelle A895 donnant accès à l'église, tout en conservant un droit de passage vers leur propriété. En effet « cette parcelle nécessite une rénovation (goudronnage) et un entretien régulier ».

Ce courrier étant resté sans réponse, le Maire par courrier en date du 24 octobre 2007, « s'est permis de relancer le GFA Coteaux d'Ensérune Mme VALLS et Mr et Mme DAUDIN Patrick » les invitant à une rencontre afin de préciser l'intérêt général de la démarche.

Par courrier adressé au maire, daté du 12 novembre 2007, Mr et Mme DAUDIN précise : « Suite à notre rencontre en mairie du 30 octobre 2007, je vous confirme que je ne souhaite pas céder la parcelle cadastrée A 895 dans le domaine communal. »

Le 9 octobre 2017, le maire a reçu en mairie Mr et Mme DAUDIN « pour un entretien concernant la parcelle du terrain devant leur portail et sur laquelle donnent les escaliers de l'église ». Le maire a précisé les informations suivantes :

- le portail et les piliers de l'entrée de leur cour constituent des éléments patrimoniaux à conserver
- la commune est intéressée par l'achat de la parcelle pour des travaux de goudronnage et pour réaliser les aménagements nécessaires à l'accessibilité aux PMR.

Et a signalé-le danger que représentait l'engin appartenant à Mr VALLS, déposé en permanence dans le coin de l'église.

Mr DAUDIN a répondu que la parcelle lui appartenait conjointement avec Mr VALLS et qu'il n'était pas vendeur, souhaitant éventuellement plus tard « pouvoir se garer là », qu'il « parlerait à Mr VALLS de l'engin ».

En conclusion, Mr DAUDIN a exprimé le souhait « qu'on le contacte quand on en serait au point Eglise de l'AD'AP (2019) ».

Le Conseil municipal dans sa séance du jeudi 21 mars 2019 autorise le maire à demander aux deux propriétaires de la parcelle A 895 : MM DAUDIN & VALLS d'accepter de vendre à la commune « la partie extérieure au portail d'accès à leur cour » afin d'y aménager cet accès ». La parcelle A 895 fait dans sa totalité 242 m2, la partie à acquérir ne représentant que 116 m2.

Suite à l'avis de l'expert des Domaines consulté, le maire propose de faire une offre de 12 000 € pour l'acquisition de ces 116 m². Il convient de prendre en compte notamment le fait que ladite parcelle se situe en zone U, mais qu'en pratique elle n'est pas constructible, qu'elle sert actuellement de parking à des engins agricoles et qu'en plus elle est grevée de servitudes de passage.

Le Conseil décide qu'en cas de refus des deux propriétaires, la commune serait contrainte de lancer une procédure d'expropriation.

Le Conseil autorise le maire à faire cette offre d'achat aux propriétaires pour un prix de 12 000 €.

Par lettres Recommandées avec Accusés de Réception en date du 26 mars 2019, Mme le maire J CARABELLI SEJEAN rappelle à Mme VALLS Marie Côteaux d'Ensérune et Mr et Mme DAUDIN que « la commune est tenue par la loi d'aménager tous les établissements recevant du public pour les personnes à mobilité réduite (PMR) et que selon le calendrier approuvé par le Préfet cette année la commune doit mettre aux normes l'église et ses abords ». Mme la Maire après avoir rappelé que « l'accès pour les PMR en fauteuil roulant n'est pas envisageable du côté de la rue de l'Eglise, trop pentue » précise que « la seule possibilité consiste à aménager cet accès -une longue rampe avec palier- du côté gauche de la porte d'entrée ; soit sur la partie, extérieure au portail, de la parcelle A 895 (laquelle mesure en totalité 242 m² », parcelle appartenant à Mme VALLS ainsi qu'à Mr et Mme DAUDIN. « Cette partie à acquérir représente environ 116 m² ».

Autorisée par le Conseil municipal, je suis donc mandatée pour proposer 12 000 € comme prix d'achat des 116 m² de la parcelle. Bien entendu, la servitude de passage serait garantie pour l'accès à vos bâtiments ».

Par lettres Recommandées avec Accusés de Réception datées du 21 mai 2019 adressées à Mme VALLS et à Mr et Mme DAUDIN, Mme le Maire indique :

« Je suis toujours sans réponse à ma lettre datée du 26 mars 2019, dont vous avez accusé réception le 28 mars. Par ce courrier, je vous présentais, au nom de la commune, une offre d'achat pour un prix de 12000€ d'une partie (116m²) de la parcelle A 895 qui vous appartient, sur le côté de l'église, et ce pour les aménagements nécessaires à l'accès des personnes à mobilité réduite.

Je suis au regret d vous informer que faute d'une réponse positive des deux propriétaires avant le 10 juin prochain, je serai contrainte d'engager une procédure d'expropriation ».

Lors de la délibération du Conseil municipal du 15 octobre 2021, le maire rappelle les tentatives de négociation menées en 2007, 2017 et 2019 avec les propriétaires, ainsi que l'expertise établie en 2019 portant avis sur la valeur vénale d'une portion de cette parcelle.

« Considérant les refus de cession de l'indivision et les motifs impératifs d'acquisition de cette parcelle, le maire propose d'engager l'acquisition du bien par voie d'expropriation ».

« A l'unanimité, Le Conseil municipal autorise le maire à poursuivre aux fins ci-dessus exposées, la Déclaration d'Utilité Publique du projet et l'acquisition par voie d'expropriation, conformément au Code de l'expropriation, du terrain sis Rue de la Poste parcelle A 895 pour une portion de la surface totale de 242 m² appartenant à l'indivision Côteaux d'Ensérune et Monsieur et Madame DAUDIN Patrick. »

Le paiement sera assuré au moyen des fonds libres communaux, le dossier joint à la délibération comprenant les pièces exigées par l'article R 112-4 et suivant du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le 27 octobre 2021, le maire adresse à Mr le Préfet un courrier dont l'objet est « Sollicitation en vue de déclarer l'utilité publique de la mise en conformité de l'accessibilité aux PMR de l'église et l'acquisition de la parcelle concernée par l'expropriation ».

Après avoir rappelé l'historique du projet et la décision du Conseil municipal en date du 15 octobre 2021 présentée ci-dessus, le maire sollicite l'avis du Préfet sur ce projet.

5-Enquête parcellaire. Dossier et organisation de l'enquête.

Article L1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : « L'expropriation , en tout ou partie, d'immeubles ou de droits réels immobiliers ne peut être prononcée qu'à la condition qu'elle réponde à une utilité publique préalablement et formellement constatée à la suite d'une enquête et qu'il ait été procédé, contradictoirement, à la détermination des parcelles à exproprier ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres personnes intéressées. Elle donne lieu à un juste et préalable indemnité. »

La procédure d'expropriation se compose d'une phase dite administrative, préparatoire, au cours de la quelle la collectivité publique expropriante fait la démonstration de l'utilité publique de son projet et de la nécessité de recourir à l'expropriation des biens convoités. Suit une phase judiciaire avec l'intervention du juge de l'expropriation qui transfère la propriété du bien et se charge de fixer le montant de l'indemnisation.

La phase administrative se décompose elle-même en deux phases : l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire qui permet de déterminer avec précision les parcelles à exproprier.

Dans la mesure où la collectivité est en mesure d'ores et déjà d'identifier les parcelles à exproprier, il est possible de mener conjointement les deux enquêtes conformément à l'article R 131-14 du Code de l'expropriation ; même s'il s'agit de deux enquêtes distinctes avec leurs propres registres. Dans ce cas, deux arrêtés distincts seront délivrés, un premier déclarant l'utilité publique du projet, le second valant arrêté de cessibilité.

***Composition du dossier préalable à l'enquête parcellaire et organisation de l'enquête (article R.131-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique)**

Conformément au Code de l'expropriation « Lorsque les communes où sont situés les immeubles à exproprier se trouvent dans un seul département, l'expropriant adresse au préfet du département, pour être soumis à l'enquête dans chacune des communes, un dossier comprenant :

1-Un plan parcellaire des terrains et bâtiments

2-La liste des propriétaires établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par les services du cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le directeur départemental ou, la cas échéant, régional des finances publiques, au vu du fichier immobilier ou par tous autres moyens... »

***Organisation et déroulement de l'enquête parcellaire (articles R.131-1 à R.131-5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique)**

Conformément à l'article R .131-7 du Code de l'expropriation : « Les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier à la mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité, telles qu'énumérées soit au premier alinéa de l'article 5, soit au premier alinéa de l'article 6 du décret n°55-22 du 4 janvier modifié, portant réforme de la publicité foncière ou , à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels ».

Enfin et conformément à l'article R.131-8 du Code de l'expropriation : pendant la durée de l'enquête, « ...les observations sur les limites des biens à exproprier sont consignées par les intéressés sur le registre d'enquête parcellaire ou adressées par écrit au maire qui les joint au registre, au commissaire-enquêteur ou au président de la commission d'enquête ».

***Objet de l'enquête**

L'enquête parcellaire porte sur les emprises foncières dont l'acquisition est nécessaire pour réaliser l'opération. L'enquête parcellaire permet :

-de vérifier l'identité des propriétaires, titulaires de droits réels et autres concernés par ces acquisitions

-de prendre connaissance des limites d'emprise du projet et de connaître les surfaces à acquérir dans chacune des parcelles les concernant. Les intéressés seront invités à consigner pendant toute la durée de l'enquête leurs observations sur les registres déposés et prévus à cet effet ou à les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Une notification individuelle du dépôt du dossier est faite par l'expropriant, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception lorsque le domicile est connu.

Le terrain, objet de l'expropriation, est une partie - 116 m² - de la parcelle A 895 dont les propriétaires sont connus et identifiés.

CHAPITRE I DOSSIER D'ENQUÊTE PARCELLAIRE

PROJET D'ACQUISITION DE 116 M² DE LA PARCELLE A 895 PAR VOIE D'EXPROPRIATION

COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PARCELLAIRE

Le dossier se compose des documents suivants :

NOTE EXPLICATIVE

- Plan parcellaire
- Carte d'identité de la parcelle 206 A 895 - POILHES
- Plan à l'échelle 1/400 (précise le Domaine public)
- Plan à l'échelle 1/500. Avec pour objet : Parcelle à acquérir, Périmètre de DUP, Parcelles
Domaine communal

Le dossier présenté a été élaboré par Stéphanie MACIA-GALTIER Architecte DPLG -Urbaniste 13 boulevard des Ecoles 34310 POILHES.

NOTE EXPLICATIVE COMPLEMENTAIRE EMPRISE DUP

- Plan à l'échelle 1/200 DUP

NOTE EXPLICATIVE

-1 LE CONTEXTE

La commune de POILHES a pour projet la création d'une rampe PMR en trois parties -pente 6% et deux paliers de repos- donnant accès au parvis de l'église.

La rampe démarre entre le puits et le platane au niveau de la place de parking réservée PMR (domaine communal- Arrêté d'alignement de la DDTM/Division Béziers du 02/10/2022 pour la rue de la Poste- parcelle A 895).

La servitude privée de passage, le long de la parcelle A 877 jusqu'à la parcelle A 895 sera maintenue ; cette partie reste la propriété des particuliers.

L'aménagement de cet espace est réalisé dans le respect du Plan Local d'Urbanisme / PLU en vigueur, notamment au titre de la Protection du Patrimoine.

Ce projet vise à finaliser le programme AD 'Ap de l'église commencé en 2020.

-2 EMPRISE DU PROJET

Ce projet d'aménagement nécessite l'utilisation d'une partie de la parcelle A 895 – 116 m² donnant accès à la parcelle communale A100.

L'emprise d'une partie de la parcelle A 895 pour la surface de 116 m² est indispensable à la réalisation du projet présenté.

En effet, sa situation est la seule réunissant les conditions retenues par le Conseil municipal :

- L'accessibilité : cette rampe bâtie dont la pente de 6 % respecte les obligations techniques réglementaires en termes de PMR
- La sécurité : cet aménagement se situe dans un espace attenant à la rue de la Poste et jouxtant la place de parking réservée
- La protection du Patrimoine : ce site sera entretenu régulièrement et un programme d'embellissement par des plantations et du mobilier urbain est envisagé.

SURFACE DU PROJET / EMPRISE DE 116 M2

-3 ETAT DE LA REGLEMENTATION

D'un point de vue réglementaire, le projet se situe en zone UA du PLU.

L'église est répertoriée dans la liste du Patrimoine à protéger- sous le N°24 : les abords y sont aussi listés : la parcelle A 877 sous le N°36 et la parcelle A 895 sous le N°37.

-4 CARTE D'IDENTITE DE LA PARCELLE 206 A 895-POILHES

Carte d'identité de la parcelle 206 A 895-POILHES					
Année MAJ	2021	Commune	POILHES	N° de compte	D00074
Dép.	34	Section	A	Surface	242,00m2
Dir	0	Parcelle	895	Adresse	LE VILLAGE
			Rivoli		B039
Ayant droits de la parcelle					
Droit	Propriétaire	Date de naissance	de	Numéro MAJIC	Adresse du propriétaire
[P]	COTEAUX D'ENSERUNE			PBF6BK	4, impasse SAINT JUST par MME VALLS Maria
[P]	Madame DAUDIN Mercedes	09/01/1968		MCTSM3	19, rue de la POSTE 34310 POILHES
[P]	Monsieur DAUDIN Patrick	19/09/1964		MB4GR9	19, rue de la POSTE 34310 POILHES

[P] – Propriétaire

PLANS

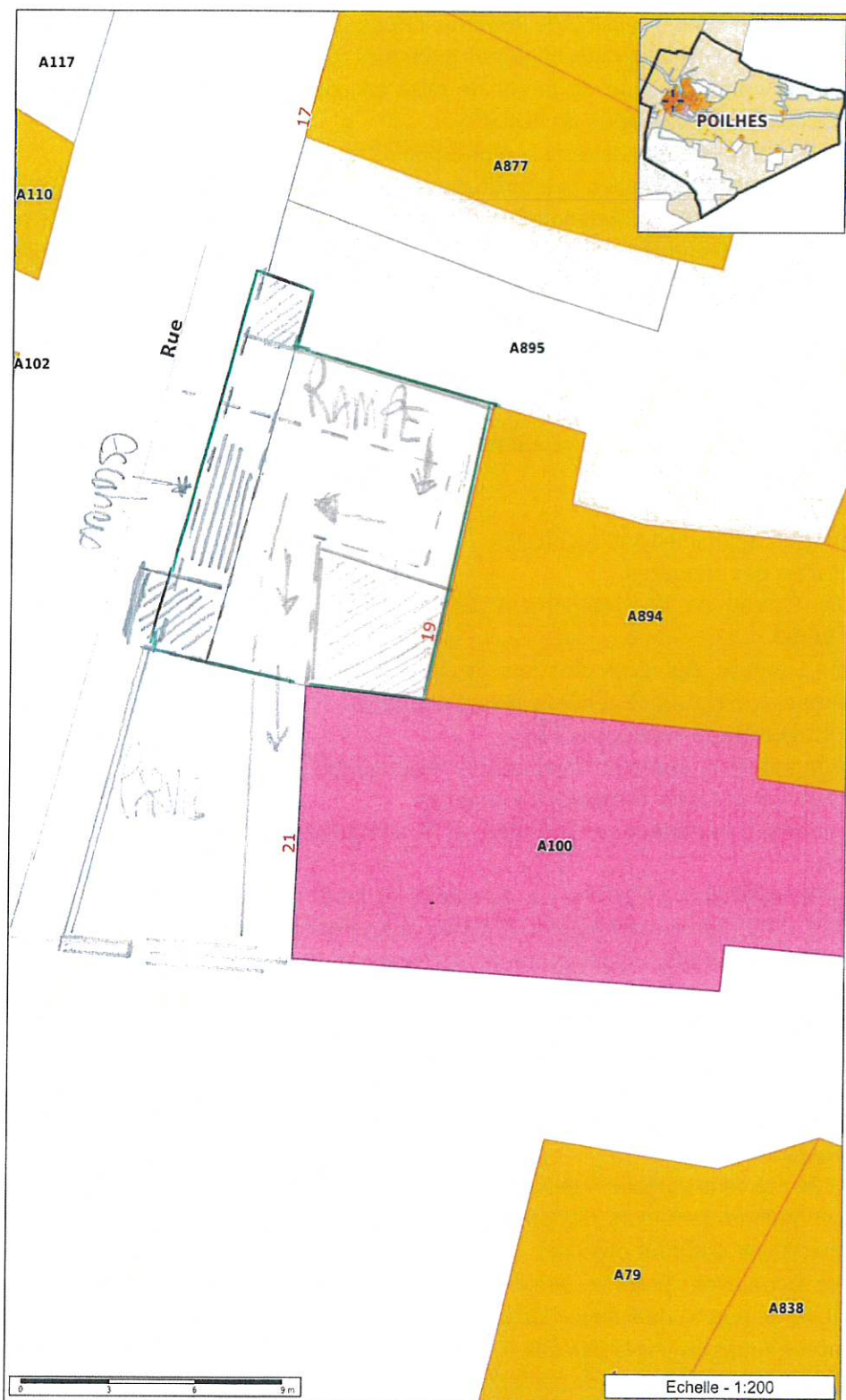
NOTE EXPLICATIVE COMPLEMENTAIRE
EMPRISE DUP

Cette note signée par Monsieur Béranger SARDA Maire de POLHES précise :

La partie de la parcelle A 895 et du domaine public concernée par l'emprise de la DUP est la « zone verte » mentionnée sur le plan en annexe.

Cette partie comprend :

- Une partie du domaine public communal (partie couleur blanche -du platane au puits) ; des marches et l'entrée d'une rampe PMR y sont prévues.
- Une partie de la parcelle A 895 (partie de couleur saumon-du platane au pilier du portail) ; la rampe PMR y est prévue jusqu'à l'entrée de l'église, ainsi qu'un espace vert aménagé dans l'angle.



Légende

- Az Txt lieu-dit
- Az Txt voie privée (dans la voie)
- Az Txt voie publique (dans la voie)
- Az Numéro de voie (dans la voie)
- Commune
- Bâti privé
- Bâti Religieux
- Bâti léger
- Cours d'eau
- Pièce d'eau (piscine, étang...)
- Détail linéaire du réseau routier, pr
- Parcelle

DUP

Bérenger SARDA
Maire de Poilhes



Les informations contenues sur les cartes ne sont pas contractuelles, elles ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité de la collectivité.

CHAPITRE II DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2.1 Désignation du commissaire-enquêteur.

Par courrier en date du 27 juillet 2023, Monsieur le Préfet de l'Hérault a demandé la désignation d'un commissaire-enquêteur en vue de procéder aux enquêtes publiques conjointes préalables

- à la Déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église de POILHES

- à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

Ayant déclaré sur l'honneur n'avoir aucun lien ni intérêt avec la commune de POILHES et le projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite de l'église de POILHES, Mr RABAT a été désigné commissaire-enquêteur par décision n°E23000086/34 en date du 10 août 2023 de la magistrate-déléguée du Tribunal administratif de Montpellier pour procéder aux deux enquêtes publiques conjointes.

2.2 Période préparatoire à l'ouverture des enquêtes publiques conjointes.

*Les intervenants

-La Préfecture de l'Hérault. Direction des relations avec les collectivités locales Bureau de l'Environnement.

-La commune de POILHES.

-L'architecte DPLG-Urbaniste Stéphanie MACIA-GALTIER

*Les réunions d'organisation des enquêtes.

-Réunion en Préfecture Bureau de l'environnement. Le 31 août 2023 avec Mr MOULET et la participation de Mme BERRI.

Objet de cette réunion : remise des deux dossiers des enquêtes au commissaire-enquêteur et précisions sur l'organisation administrative générale de ces enquêtes.

-Réunion en mairie de POILHES le 13 septembre 2023.

Objet de la réunion : préparer les modalités d'organisation des enquêtes.

-Echanges avec l'architecte sur site pour présentation du projet

-Echanges téléphoniques entre la Préfecture, la mairie, et le commissaire-enquêteur pour fixer les modalités d'organisation.

*La procédure d'enquêtes publiques préalables se déroulera du lundi 6 novembre 2023 9h 00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 sur la commune de POILHES, soit trente jours consécutifs.

*La Préfecture de l'Hérault est l'autorité organisatrice de ces enquêtes.

2.3 Composition des dossiers soumis aux enquêtes.

*les dossiers se composent des deux dossiers suivants

-DUP mise en conformité de l'accessibilité aux PMR de l'église et du parvis.

Projet d'acquisition de 116 m2 de la parcelle A 895 par voie d'expropriation.

-Dossier d'enquête parcellaire

Projet d'acquisition de 116 m2 de la parcelle A 895 par voie d'expropriation.

Remis au commissaire-enquêteur dans leurs versions définitives au démarrage des enquêtes.

Les différentes pièces du dossier ont pour objectif :

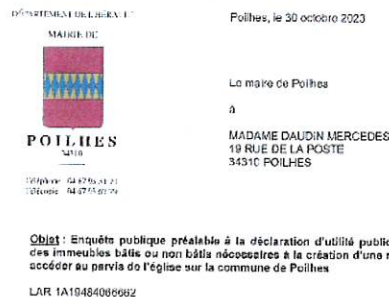
- Finaliser la mise aux normes pour les personnes à mobilité réduite de l'église lieu de culte recevant du public, de type V, de 5 ième catégorie.
- Aménager un accès au parvis par la parcelle A 895 par la création d'une rampe conforme liée par le cheminement balisé à la place de stationnement PMR
- Assurer la sécurité des abords de l'église pour les personnes à mobilité réduite.
- Justifier l'utilité publique du projet, l'aménagement de l'accès nécessitant l'acquisition d'une partie -116 m2- de la parcelle A 895 par voie d'expropriation.

Les dossiers complets répondent aux obligations légales et réglementaires et permet l'information attendue.

2.4 Information des propriétaires.

Une notification individuelle du dépôt du dossier est faite par l'expropriant -Monsieur SARDA Maire de POILHES-, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, à chacun des propriétaires du terrain, objet de l'expropriation, à savoir une partie - 116 m2 - de la parcelle A 895.

Il s'agit de Madame DAUDIN Mercedes, Monsieur DAUDIN Patrick et COTEAUX D'ENSERUNE Par Madame VALLS Maria.

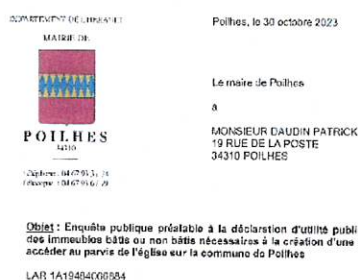
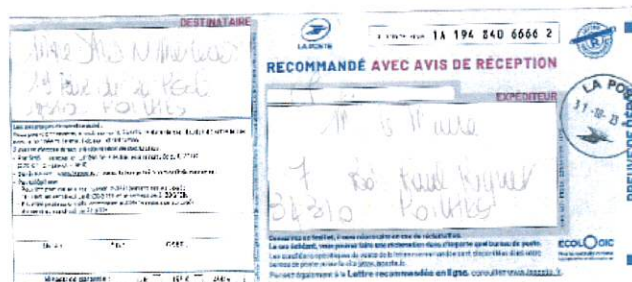


Je vous informe qu'il sera procédé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 08h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, sur la commune de Poilhes, à une procédure d'enquêtes publiques préalable à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église.

Afin de vous renseigner sur la procédure, je joins au présent courrier un exemplaire de l'arrêté préfectoral N°2023.10.DRCL.0475 du 08/10/2023 et un exemplaire de l'avis d'enquête publique préalable.

Recevez l'assurance de mes sentiments distingués.

Bérenger SARDA

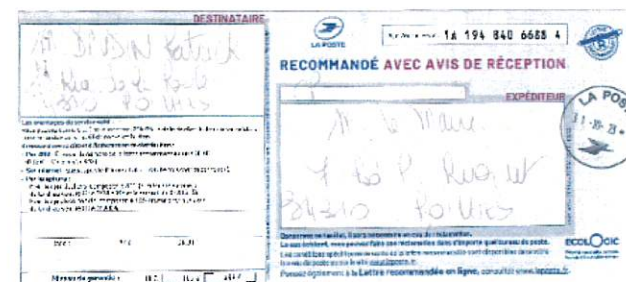


Je vous informe qu'il sera procédé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 08h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, sur la commune de Poilhes, à une procédure d'enquêtes publiques préalable à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église.

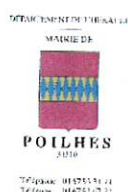
Afin de vous renseigner sur la procédure, je joins au présent courrier un exemplaire de l'arrêté préfectoral N°2023.10.DRCL.0475 du 08/10/2023 et un exemplaire de l'avis d'enquête publique préalable.

Recevez l'assurance de mes sentiments distingués.

Bérenger SARDA



PJ : 2



Poïlhes, le 30 octobre 2023

Le maire de Poilhes

à

COTEAUX D'ENSERUNE
PAR MME VALLS MARIA
4 IMPASSE SAINT JUST
34310 CAPESTANG

Objet : Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et à la possibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes

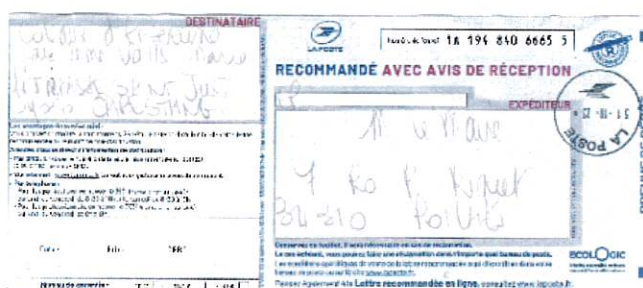
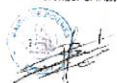
LAR 1A1848406655

Je vous informe qu'il sera procédé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, sur la commune de Poilhes, à une procédure d'enquêtes publiques préalable à la déclaration d'utilité publique et à la possibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église.

Afin de vous renseigner sur la procédure, je joins au présent courrier un exemplaire de l'arrêté préfectoral N°2023 10DRL0475 du 06/10/2023 et un exemplaire du avis d'enquête publique préalable.

Recevez l'assurance de mes sentiments distingués.

Bernard SARDA



2.5 Déroulement des enquêtes.

*Les dossiers d'enquêtes comprenant l'ensemble des pièces administratives, réglementaires présentées ci-dessus sont déposées et consultables du lundi 6 novembre 2023 9h00 au mardi 5 décembre 2023 17h00 :

**En mairie de POILHES siège des enquêtes service accueil aux horaires suivants du lundi au jeudi 08h30 à 12 h00 et 13h30 à 17 h00, le vendredi de 8h30 à 12 h00.

**sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

**sur le service internet des services de l'Etat dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

** au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement-téléphone 0467616161

*Les observations et propositions du public :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 :

-sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

-sur le registre d'enquête déposé en mairie de POILHES, aux horaires susvisés,

-par courrier au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante :

Monsieur le Commissaire Enquêteur

« Rampe PMR parvis de l'église »

Mairie

7 Boulevard Paul Riquet

34310 POILHES.

-les déposer par voie électronique à l'adresse suivante :

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

-auprès du commissaire-enquêteur qui recevra les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie de POILHES aux jours et horaires suivants :

Permanences	Horaires
Lundi 13 novembre 2023	De 14h00 à 17h00
Mardi 5 décembre 2023	De 14h00 à 17h00

Il pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée. A cette fin un exemplaire des dossiers sera consultable en mairie de POILHES

***Affichages**

****A assurer en mairie, sur le territoire de la commune et en particulier sur site.**

Les panneaux, quatre au total, seront répartis sur le territoire de la commune. Un en particulier sur le site d'implantation de la rampe d'accès au parvis.

****Registre dématérialisé.**

Après échanges téléphoniques avec le service de l'environnement et la mairie, les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du registre dématérialisé ont été précisées.

En effet le site dématérialisé doit permettre l'accès direct des citoyens à l'information.

2.6 Arrêté préfectoral et diffusion du dossier.

* L'arrêté du Préfet de l'Hérault n°2023.10.DRCL.0475 portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes préalables, préparé en concertation avec le commissaire-enquêteur, a été signé le 6 octobre 2023.

* Le registre d'enquête et le dossier-papier ont été mis à disposition du public en mairie de POILHES, pendant toute la durée des enquêtes.

*Le registre dématérialisé a pu être consultable pendant toute la durée des enquêtes.

Sur le site internet des services de l'Etat, au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

Sur le site de la commune

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

Au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement-téléphone 0467616161

*Avant la date d'ouverture des enquêtes, le commissaire-enquêteur a constaté la présence des dossiers en mairie de POILHES.

*Le commissaire-enquêteur a paraphé et signé chacun des documents constituant l'ensemble des dossiers le lundi 29 octobre 2023. Il a également coté et paraphé le registre papier.

2.7 Publicité et affichage.

Toutes les mesures de publicité et d'affichage de l'avis d'enquêtes pour une bonne information du public ont été mises en œuvre conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral.

***Publicité en mairie de POILHES.**

L'avis d'enquête a été affiché le lundi 30 octobre 2023 en mairie de POILHES sur le panneau légal d'affichage à l'extérieur des bâtiments, et pendant toute la durée des enquêtes.



Affichage façade mairie



Affichage intérieur mairie

L'accomplissement de cette mesure de publicité est certifié par le maire.
Certificat d'affichage daté du 30 novembre 2023.

**Mairie de POILHES
(Hérault)**

ville@poilhes.fr

Tél : 04.67.93.31.74

CERTIFICAT DU MAIRE

.....
.....
Je soussigné, BERENGER SARDA, MAIRE DE POILHES, certifie que l'arrêté préfectoral N° 2023.10.DRCL.0475 du 06/10/2023 et l'avis d'enquête publique préalable ont été affichés à compter du 27/10/2023 aux lieux habituels d'affichage.

Ce certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Poilhes, le 30/10/2023

Le maire :

Béranger SARDA
Maire de Poilhes



*Publicité sur le territoire communal.

En accord avec les dispositions définies précédemment avec la mairie, quatre panneaux ont été implantés sur l'espace public en bordure de voiries, visibles et lisibles. (Voir plan). Des photographies illustrent cette publicité. Ces panneaux étaient présents le lundi 30 octobre 2023, et durant toute la durée des enquêtes.

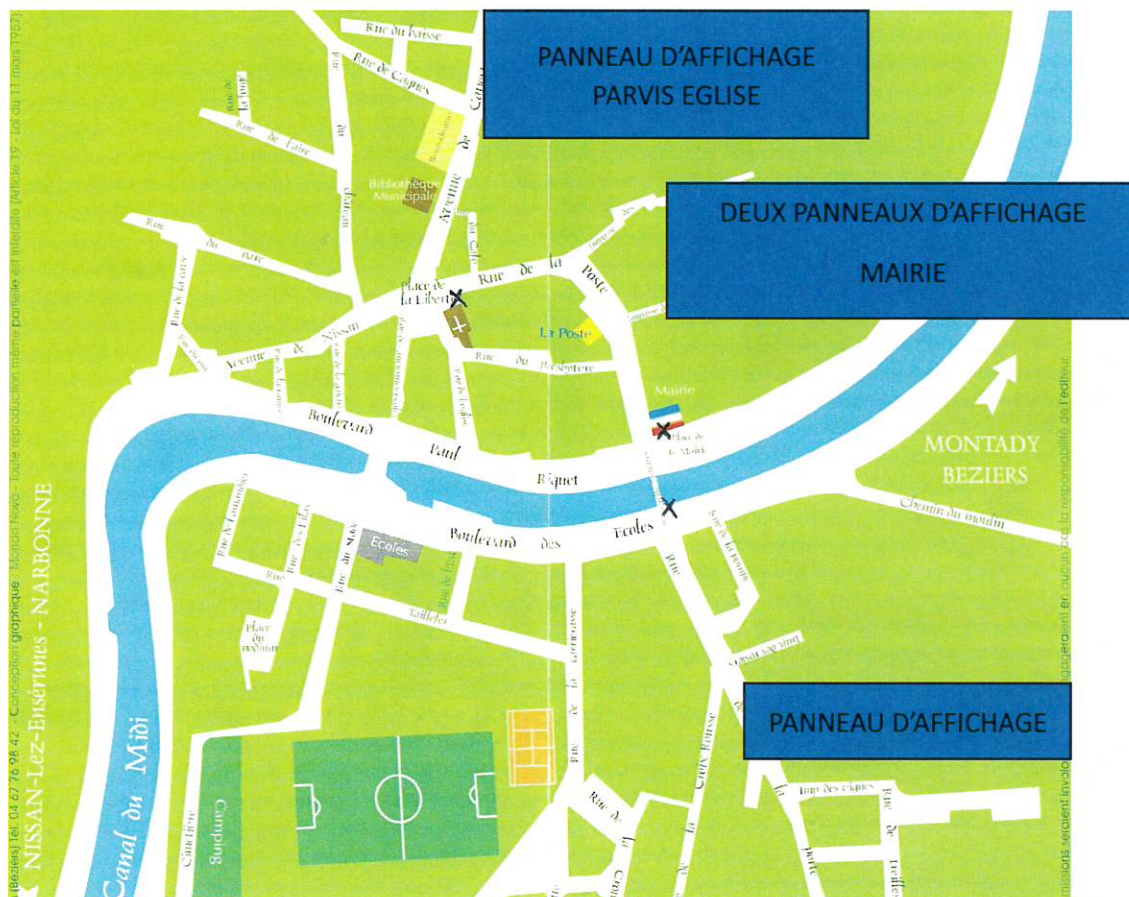
Panneau devant le parvis de l'église



Panneau rue de la poste.



Carte avec l'implantation des quatre panneaux d'affichage.



*Publicité dans la presse.

L'enquête a fait l'objet d'une annonce dans la presse régionale

Ci joints publications MIDILIBRE Vendredi 27 octobre 2023

AVIS PUBLICS

ENQUÊTES PUBLIQUES

05197



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PREALABLE

à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poithes

Il sera procédé durant trente jours consécutifs, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, sur la commune de Poithes, à une procédure d'enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) pour accéder au parvis de l'église.

Le commissaire enquêteur, désigné par le tribunal administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est Monsieur Jean-Pierre RABAT.

Dossier d'enquête :

Un dossier d'enquête sera déposé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, afin que chacun puisse en prendre connaissance durant les jours et heures d'ouverture du bureau de mairie cité ci-dessous :

Commune / Ouverture / Horaires

Poithes

- Lundi au jeudi 08h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00

- Vendredi 08h30 à 12h00

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poithes-web/>

- sur le site internet des services de l'Etat dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement – téléphone 04 67 61 61 61.

Observations et propositions :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 :

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poithes-web/>

- sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Poithes, aux horaires susvisés,

- par écrit au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

Monsieur le Commissaire Enquêteur

« Rampe PMR parvis de l'église »

Mairie

7 Boulevard Paul Riquet

34310 Poithes

- les déposer par voie électronique à l'adresse suivante :

dup-pmr-eglise-poithes@democratie-active.fr

- auprès du commissaire enquêteur qui recevra les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie de Poithes aux horaires suivants :

Permanences / Horaires

- lundi 13 novembre 2023 De 14h00 à 17h00

- mardi 5 décembre 2023 De 14h00 à 17h00

Il pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée.

Toute personne en faisant la demande auprès de la Préfecture (Direction des Relations avec les Collectivités Locales-Bureau de l'Environnement) pourra obtenir à ses frais communication du dossier.

Les décisions prises par le préfet de l'Hérault susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure, sont la déclaration d'utilité publique de la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église à Poithes et la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet, ainsi que celle

Avis administratifs

7343540101 - AA

Préfet de l'HÉRAULT

**Création d'une rampe
pour PMR pour accéder
au parvis de l'église
sur la commune
de Poilhes**

1ER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE

À la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Il sera procédé durant trente jours consécutifs, du lundi 5 novembre 2023 à 9 h 00 au mardi 5 décembre 2023 à 17 h 00, sur la commune de Poilhes, à une procédure d'enquêtes publiques préalable à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) pour accéder au parvis de l'église.

Le commissaire enquêteur, désigné par le tribunal administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est M. Jean-Pierre RABAT.

Dossier d'enquête :

Un dossier d'enquête sera déposé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 9 h 00 au mardi 5 décembre 2023 à 17 h 00, afin que chacun puisse en prendre connaissance durant les jours et heures d'ouverture du bureau de mairie cité ci-dessous :

Commune, ouverture, horaires :

Poilhes, lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 00 et 13 h 30 à 17 h 00, vendredi de 8 h 30 à 12 h 00.

- sur le site Internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le site Internet des services de l'État dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement - téléphone 04 67 61 61 61.

Observations et propositions :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9 h 00 au mardi 5 décembre 2023 à 17 h 00 :

- sur le site Internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Poilhes, aux horaires susvisés,

- par écrit au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

M. le Commissaire Enquêteur,
« Rampe PMR parvis de l'église », Mairie, 7, boulevard Paul-Riquet, 34310 Poilhes,

- les déposer par voie électronique à l'adresse suivante : dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

- auprès du commissaire enquêteur qui recevra les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie de Poilhes aux horaires suivants :

Permanences, horaires :

- lundi 13 novembre 2023 de 14 h 00 à 17 h 00,

- mardi 5 décembre 2023 de 14 h 00 à 17 h 00.

Il pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée.

Toute personne en faisant la demande auprès de la préfecture (Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Environnement) pourra obtenir à ses frais communication du dossier.

Les décisions prises par le préfet de l'Hérault susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure, sont la déclaration d'utilité publique de la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église à Poilhes et la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet, soit des refus.

AVIS PUBLICS

ENQUÊTES PUBLIQUES

165196



PREFET
DE L'HERAULT

14 rue
de la République
34000 Montpellier

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PREALABLE RAPPEL

à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes

Il sera procédé durant trente jours consécutifs, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, sur la commune de Poilhes, à une procédure d'enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) pour accéder au parvis de l'église.

Le commissaire enquêteur, désigné par le tribunal administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est Monsieur Jean-Pierre RABAT.

Dossier d'enquête :

Un dossier d'enquête sera déposé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, afin que chacun puisse en prendre connaissance durant les jours et heures d'ouverture du bureau de mairie cité ci-dessous :

Commune / Ouverture / Horaires

Poilhes

- Lundi au jeudi 08h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00

- Vendredi 08h30 à 12h00

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le site internet des services de l'Etat dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement – téléphone 04 67 61 61 61.

Observations et propositions :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 :

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Poilhes, aux horaires susvisés

- par écrit au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

Monsieur le Commissaire Enquêteur

« Rampe PMR parvis de l'église »

Mairie

7 Boulevard Paul Riquet

34310 Poilhes

- les déposer par voie électronique à l'adresse suivante :

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

- auprès du commissaire enquêteur qui recevra les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie de Poilhes aux horaires suivants :

Permanences / Horaires

- lundi 13 novembre 2023 De 14h00 à 17h00

- mardi 5 décembre 2023 De 14h00 à 17h00

Il pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée.

Toute personne en faisant la demande auprès de la Préfecture (Direction des Relations avec les Collectivités Locales-Bureau de l'Environnement) pourra obtenir à ses frais communication du dossier.

Les décisions prises par le préfet de l'Hérault susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure, sont la déclaration d'utilité publique de la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église à Poilhes et la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet, soit des refus.

Avis administratif

165196

Préfecture de l'Hérault

Création d'une rampe
pour PMR pour accéder
au parvis de l'église
sur la commune
de Poilhes

2E AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE

Après avoir procédé à l'enquête publique, et à la déclaration d'utilité publique, et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes, le préfet de l'Hérault a pris la décision de déclarer d'utilité publique la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Le préfet de l'Hérault a également pris la décision de déclarer cessibles les parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes.

Vie de sociétés

165196

MIDI 118

Scénario de mise en œuvre de

Projet de loi n° 1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

1000 du 10

Ci-dessus publications MIDI LIBRE et la CROIX DU MIDI Edition de l'Hérault en date du vendredi 10 novembre 2023.

Un exemplaire de chacune de ces quatre éditions a été transmis au commissaire-enquêteur. Pièces jointes en annexe.

*Publicité sur les sites internet.

L'avis d'ouverture a fait l'objet de publications sur le site internet des services de l'Etat et sur le site de la mairie

**Site de l'Etat.

www.herault.gouv.fr

Apparaît la page 'Les démarches en ligne'. Déroulement de la page. Rubrique Publications

-Click : Rubrique Publications

-Click : Consultation du public. Voir plus d'éléments

-Click Voir plus d'éléments. Apparaît la page intitulée : 'Les services de l'Etat dans l'Hérault' Enquêtes publiques dont Création rampe pour PMR parvis de l'Eglise de POILHES.

-Click suite. Apparaît une nouvelle page intitulée Création rampe pour PMR parvis de l'Eglise de POILHES avec Télécharger Avis d'enquête publique PMR POILHES.

-Click : apparaît l'Avis d'enquête publique.

**Site de la mairie de POILHES

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

Avec le cheminement suivant :

-Click : Démocratie active .fr

-Click : Registre dématérialisé d'espace public numérique

-Click : Démocratie active .fr Espace client. Déroulement de la page du site.

-Click : DUP PMR de l'Eglise de la commune de Poilhes

Apparaît le bandeau : Enquête publique-Déposer votre observation-Voir observations.

-Click sur Enquête publique : Liens à consulter : Avis d'enquête publique. Apparaît également un ensemble d'informations sur l'enquête notamment les dates pour déposer des observations et les permanences du commissaire-enquêteur.

-Click sur Avis d'enquête publique

Apparaît la page 'Les services de l'Etat dans l'Hérault' ENQUÊTES PUBLIQUES. Parmi les enquêtes en cours : Création rampe pour PMR parvis de l'Eglise de POILHES.

-Click suite. Apparaît une nouvelle page intitulée Création rampe pour PMR parvis de l'Eglise de POILHES avec Télécharger Avis d'enquête publique PMR POILHES.

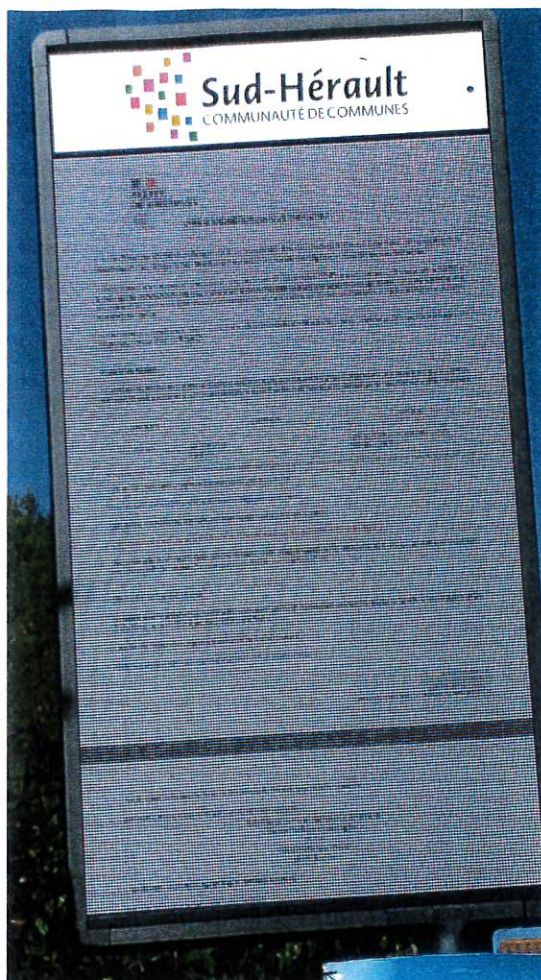
-Click : apparaît l'Avis d'enquête publique.

**Publication sur panneau électronique municipal installé près de la passerelle du canal/boulevard des

Ecoles.

Présentée ci-dessous.

De: Corinne Homs
Envoyé: mardi 31 octobre 2023 14:38
À: Secrétaire Mairie de Poilhes
Pièces jointes: 20231031_143409.jpg



Du 30 octobre 2023 au 6 novembre 2023, c'est-à-dire pendant les huit jours qui précèdent l'ouverture des enquêtes, sur les sites internet dédiés, l'Avis d'ouverture des enquêtes était accessible et téléchargeable.

Le commissaire-enquêteur a ainsi constaté que l'ensemble des mesures relatives à la publicité ont été réalisés dans les huit jours précédents l'ouverture des enquêtes en accord avec les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral.

L'information du public a été conforme à la réglementation.

2.8 Pendant la période de l'enquête publique.

Les enquêtes publiques conjointes sont prévues dans l'arrêté préfectoral n°2023.10.DRCL.0475 en date du 6 octobre 2023 du lundi 6 novembre 2023 9 h00 au mardi 5 décembre 2023 17h00, soit pendant 30 jours consécutifs.

Le siège des enquêtes a été fixé en mairie de POILHES.

L'enquête s'est déroulée dans d'excellentes conditions d'accueil du public. Aucune observation n'est à formuler sur l'organisation et le déroulement de l'enquête.

Le commissaire-enquêteur a constaté plusieurs fois pendant la période de l'enquête la présence de l'affichage papier en mairie de POILHES ainsi que l'affichage numérique sur le panneau électronique municipal.

De même le commissaire-enquêteur a constaté la présence des deux panneaux d'affichage de l'arrêté préfectoral et de l'avis d'enquête.

Les enquêtes se sont déroulées en conformité avec les dispositions réglementaires.

2.9 Communication des observations et réception du public.

*Pendant toute la durée des enquêtes, le public a pu déposer ses observations et propositions :

- Sur le registre-papier, côté et paraphé par le commissaire-enquêteur, à disposition en mairie aux heures d'ouverture

- Sur le registre dématérialisé dédié à l'enquête par la commune au lien suivant

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr. Le cheminement est précisé au paragraphe 2.6.

Objet :

DUP PMR de l'Eglise de la commune de Poilhes
Procédure d'enquêtes publiques préalables à la
déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des
parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour le
Personnes à Mobilité Réduite (PMR) pour accéder au
parvis de l'église.

Liens pour consulter :

[Arrêté d'ouverture de l'enquête publique](#)

[Avis d'ouverture de l'enquête publique](#)

[Dossier d'enquête publique](#)

Permanences du commissaire enquêteur :

13 novembre 2023

14:00 à 17:00

MAIRIE

7 BOULEVARD PAUL RIQUET

34310 POILHES

5 décembre 2023

14:00 à 17:00

MAIRIE

7 BOULEVARD PAUL RIQUET

34310 POILHES

Autorité organisatrice :

PREFET DE L'HERAULT

Siège de l'enquête :

MAIRIE

7 BOULEVARD PAUL RIQUET

34310 POILHES

Arrêté d'ouverture d'enquête :

Numéro 2023.10.DRCL.0475 en date du 06/10/2023

Arrêté du Préfet de l'Hérault

Commissaire enquêteur :

Jean-Pierre R A R A T

-Par courrier postal adressé au commissaire-enquêteur en mairie de POILHES siège de l'enquête.

*Le commissaire-enquêteur a effectué deux permanences le lundi 13 novembre et le mardi 5 décembre 2023 en mairie de POILHES.

Il a pu recevoir les personnes intéressées désirant le rencontrer pour des informations, lui faire part de leurs observations écrites ou orales.

Les permanences se sont déroulées d'excellentes conditions matérielles.

*Consultation du site internet/registre dématérialisé.

Le commissaire-enquêteur a consulté chaque jour le registre dématérialisé Rubrique « Observations ».

2.10 Clôture de l'enquête

Le mardi 5 décembre 2023 à 17 h00 dernier jour de l'enquête et à l'expiration du délai, le commissaire-enquêteur a clôturé le registre papier des enquêtes publiques conjointes en mairie de POILHES et a emporté le registre-papier. Il remettra le dossier au Bureau de l'environnement de la Préfecture de l'Hérault. Également le mardi 5 décembre 2023 à 17 h00, le commissaire-enquêteur a vérifié que le registre dématérialisé a bien été clôturé sur le site dédié aux enquêtes publiques conjointes.

En conclusion le dossier mis à l'enquête est complet, précis, exhaustif et répond aux exigences de la réglementation. Il présente de façon explicite le projet et le programme d'actions. Il présente correctement l'ensemble des incidences et impacts du projet.

Les enquêtes publiques conjointes se sont donc déroulées conformément aux dispositions réglementaires, tant dans leurs préparations que dans leur durée dans un climat favorable aux échanges et observations.

Les personnes qui ont souhaité consulter le dossier ont pu le faire dans d'excellentes conditions à la mairie ou sur le site dédié.

Les remarques auraient été relayées par le commissaire-enquêteur afin d'apporter des réponses autant que de besoin.

3 Participation du public. Observations.

3.1 Au cours des permanences

Aucune personne ne s'est manifestée au cours des deux permanences.

3.2 Sur le registre papier

Aucune observation ne figure sur le registre papier

Extrait de la page 2 du registre papier.

OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le lundi 6 novembre 2023

/

nm

Le lundi 13 novembre 2023

/

nm

Le mardi 5 décembre 2023

/

nm

3.3 Sur le registre dématérialisé

Aucune observation ne figure sur le registre dématérialisé.

Aucune observation n'a été déposée sur le registre dématérialisé

Impression au soir du 5 décembre 2023.

3.4 Par courrier

Aucun courrier n'a été adressé au commissaire-enquêteur

3.5 Conclusion des observations

Aucune observation n'a été formulée au cours de l'enquête

PROCES VERBAL

Du lundi 6 novembre 2023 à 9 H00 au mardi 5 décembre 2023 à 17 h00, il a été procédé durant trente jours sur la commune de POILHES à une procédure d'enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite de l'église à POILHES et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

L'objectif de cette procédure est la création d'une rampe pour PMR afin d'accéder au parvis de l'église à POILHES et la cessibilité des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à la réalisation du projet.

Le dossier mis à l'enquête est complet, précis, exhaustif et répond aux exigences de la réglementation. Il présente de façon explicite le projet et le programme d'actions. Il présente correctement l'ensemble des incidences et impacts de l'opération.

La Déclaration d'Utilité Publique est justifiée par la volonté de permettre aux Personnes à Mobilité Réduite d'accéder au lieu de culte de la commune, ainsi que de sécuriser cet accès au mieux.

Ce projet d'aménagement nécessite l'acquisition de 116 m2 de la parcelle A 895 donnant accès à la parcelle communale A 100.

Dans le cadre de l'enquête parcellaire, dont l'objectif est l'acquisition par voie d'expropriation par la mairie de POILHES de 116 m2 de la parcelle A 895, les courriers d'information ont été adressés, en application des dispositions réglementaires en vigueur, par Monsieur SARDA Maire de POILHES à chacun des propriétaires concernés à savoir indivision Madame DAUDIN Mercedes, Monsieur DAUDIN Patrick et COTEAUX D'ENSERUNE par Madame VALLS Maria.

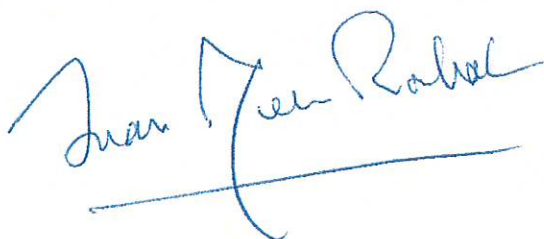
Cette procédure d'enquêtes publiques conjointes préalables s'est déroulée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

En particulier l'information du public, notamment l'ensemble des mesures relatives à la publicité, a été conforme à la réglementation.

L'enquête s'est déroulée dans d'excellentes conditions d'accueil du public.

Au terme de l'enquête, je constate qu'aucune observation n'est consignée ni sur le registre papier ni sur le registre dématérialisé. Aucun courrier ne m'a été adressé.

Le Commissaire-Enquêteur
Jean Pierre RABAT

A handwritten signature in blue ink, reading 'Jean Pierre Rabat', with a long horizontal stroke underneath.

CHAPITRE III AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

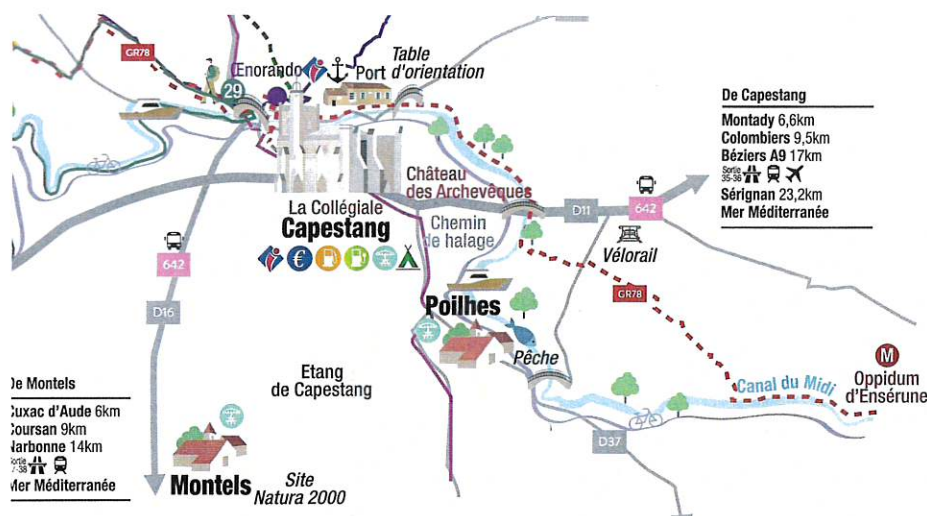
1 Présentation du projet

L'accessibilité pour tous des lieux publics est un enjeu essentiel pour notre société.

Dans la perspective du vieillissement de la population, les enjeux qui s'attachent à l'accessibilité sont particulièrement forts et sa bonne mise en œuvre participe pleinement d'un développement durable de notre société.

L'objectif de résultat assigné par la réglementation est global et porte sur la continuité de la chaîne des déplacements qui intègre les transports, l'aménagement de la voirie et des espaces publics et les bâtiments dans leur ensemble. L'accessibilité du cadre bâti, et en particulier des bâtiments d'habitation et des établissements recevant du public, tient une place importante dans ce dispositif.

La commune de POILHES se situe, dans le département de l'Hérault à environ 15 km à l'ouest de BEZIERS et 19 km à l'est de NARBONNE. Cette commune est traversée par le Canal du Midi et bénéficie d'un environnement patrimonial intéressant.





Par arrêté n° DDTM 34 2016-07-07515 du 18/07/2016, le Préfet de l'Hérault a approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad 'Ap) présenté par la commune de POILHES, pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Le projet, objet de la demande de DUP, prévoit la création d'un rampe PMR.

La situation dans laquelle intervient ce projet de rampe PMR à proximité de l'église est caractérisée par les trois éléments essentiels suivants :

- La mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) lors des cérémonies religieuses
- La sécurité des abords de l'église pour les Personnes à Mobilité Réduite
- La protection du patrimoine inscrit dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) par l'embellissement et l'entretien régulier de ce site.



Les travaux préconisés ont été réalisés partiellement en 2020 :

- -Le stationnement PMR et le cheminement
- - Escalier et main courante sur le parvis
- - Seuil et le sas d'entrée de l'église
- L'aménagement des espaces intérieurs.

Précédemment, une demande de dérogation avait été demandé au Préfet pour la partie « accès » au parvis compte tenu des difficultés d'accès.

En effet, le parvis de l'église est enclavé entre un puits, une fontaine, (ancien abreuvoir), une servitude privée de passage et la rue de l'église. Cette rue est trop pentue, trop étroite et très passagère, ce qui rend l'accès à l'aide d'une rampe « type amovible » non sécurisable.

Le projet, objet de la demande de DUP, prévoit la création d'une rampe PMR en trois parties-pente de 6%et deux paliers de repos-donnant accès au parvis de l'église.

Plus précisément, il se compose principalement des travaux suivants :

- Achat d'une partie -116 m2 -de la parcelle A 895
- Création des rampes en béton désactivé et emmarchements
- Création des gardes corps et mains courantes
- Créations de passage piétons sécurisés
- Création d'espaces verts et aménagement de mobilier urbain.

La rampe démarre entre le puits et le platane au niveau de la place de parking réservé PMR (domaine communal-Arrêté d'alignement de la DDTM/Division Béziers du 20/10/2022 pour la rue de la Poste-parcelle A 895).

Le parvis sera désormais accessible à partir de la rue de la Poste.

Les travaux seront réalisés en 2024 pour un montant estimé de 45400 €ttc à ce jour.



La réalisation de ce projet repose sur l'acquisition d'une partie de la parcelle A 895 - 116 m² - rue de la Poste donnant accès à la parcelle communale A100.

La servitude privée de passage, le long de la parcelle A 877 jusqu'à la parcelle A 895 sera maintenue, cette partie restant propriété de particuliers.

L'Eglise est répertoriée dans la liste du Patrimoine à protéger sous le numéro N°24. Ses abords y sont également listés : la parcelle A 877 sous le n°36 et la parcelle A 895 sous le n°37. Ainsi cette opération s'inscrit dans une démarche d'embellissement des abords du parvis de l'Eglise, et au-delà de la commune.

La parcelle A 895 dont la mairie envisage d'acquérir une partie -116 m² sur 242 m²- constitue une propriété en indivision imbriquée avec trois parcelles voisines A 100, A 877 et A 894.

Au cours des années passées, plusieurs propositions d'acquisition à l'amiable ont été adressées aux propriétaires de la parcelle A 895 : Monsieur et Madame DAUDIN et Indivision Coteaux d'Ensérune/Madame VALLS.

Par délibération n°005-2019 en date du 21/03/2019, le Conseil municipal a fait une offre d'achat au prix de 12 000 €. La mairie a adressé un courrier à chaque propriétaire le 26/03/2019 et un rappel le 21/05/2019. Les propriétaires ont refusé verbalement cette offre.

Actuellement l'emplacement du projet est dégradé, non entretenu et lieu de dépôt permanent de matériel agricole vétuste et obsolète.



D'après le dossier, cette opération ne « pénalise pas outre mesure » les propriétaires de la parcelle A 895 et des riverains - parcelles A 877 et A 894.

En créant cet aménagement et ainsi respectant ses engagements de l'Ag 'Ap, l'objectif de la commune est de finaliser la mise en conformité de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite à l'église pour les cérémonies religieuses, et de renforcer la sécurité de son accès le mieux possible et la protection du patrimoine communal.

L'utilité publique est justifiée par la volonté de la commune de permettre aux personnes à mobilité réduite d'accéder au lieu de culte, ainsi que de sécuriser cet accès le mieux possible.

L'utilité publique est aussi justifiée par l'acquisition du foncier nécessaire à la réalisation de ce projet, projet rendu indispensable par l'absence d'un accès PMR sécurisé équivalent réunissant les conditions de sa réalisation.

En effet, ces enquêtes publiques conjointes sont préalables à la Déclaration d'Utilité Publique de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église à POLIHES et à la cessibilité des parcelles nécessaires à sa réalisation.

Ainsi, la mairie a décidé l'acquisition de cette partie -116 m2- de la parcelle A 895 par voie d'expropriation. Cette parcelle est la propriété en indivision de Madame DAUDIN Mercedes Monsieur DAUDIN Patrick et COTEAUX D'ENSERUNE par Madame VALLS Maria.

La procédure d'expropriation a été réalisée par la mairie en application des procédures réglementaires en cours.

Avec la réalisation de ce projet, la commune résout le problème de l'accessibilité PMR à l'Eglise.

2 Avis sur la forme

2-1-Désignation du Commissaire-Enquêteur

Par courrier en date du 27 juillet 2023, Monsieur le Préfet de l'Hérault a demandé la désignation d'un commissaire-enquêteur en vue de procéder aux enquêtes publiques conjointes préalables

- à la Déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église de POILHES

- à la cession des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

Ayant déclaré sur l'honneur n'avoir aucun lien ni intérêt avec la commune de POILHES et le projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite de l'église de POILHES, Mr RABAT a été désigné commissaire-enquêteur par décision n°E23000086/34 en date du 10 août 2023 de la magistrate-déléguée du Tribunal administratif de Montpellier pour procéder aux deux enquêtes publiques conjointes.

2-2-Le dossier d'enquête

Le projet est la création d'une rampe d'accès PMR en trois parties- pente de 6% et deux paliers de repos- donnant accès au parvis de l'église.

Le dossier d'enquête parcellaire se compose des pièces administratives suivantes :

NOTE EXPLICATIVE

- Plan parcellaire
- Carte d'identité de la parcelle 206 A 895 - POILHES
- Plan à l'échelle 1/400 (précise le Domaine public)
- Plan à l'échelle 1/500. Avec pour objet : Parcelle à acquérir, Périmètre de DUP, Parcelles Domaine communal

Le dossier présenté a été élaboré par Stéphanie MACIA-GALTIER Architecte DPLG -Urbaniste 13 boulevard des Ecoles 34310 POILHES.

NOTE EXPLICATIVE COMPLEMENTAIRE EMPRISE DUP

- Plan à l'échelle 1/200 DUP

*Ce projet d'aménagement nécessite l'utilisation d'une partie de la parcelle A 895 -116 m2 - donnant accès à la parcelle communale A100.

L'emprise d'une partie de la parcelle A 895 pour la surface de 116 m2 est indispensable à la réalisation du projet présenté.

Cette partie est incluse dans la DUP.

En effet, sa situation est la seule réunissant les conditions retenues par le Conseil municipal :

- ✓ L'accessibilité : cette rampe bâtie dont la pente de 6 % respecte les obligations techniques réglementaires en termes de PMR
- ✓ La sécurité : cet aménagement se situe dans un espace attenant à la rue de la Poste et jouxtant la place de parking réservée
- ✓ La protection du Patrimoine : ce site sera entretenu régulièrement et un programme d'embellissement par des plantations et du mobilier urbain est envisagé

La surface du projet=emprise de 116 m2.

*Carte d'identité de la parcelle 206 A 895-POILHES

D'un point de vue réglementaire, le projet se situe en zone UA du PLU.

Carte d'identité de la parcelle 206 A 895-POILHES				
Année MAJ	2021	Commune	POILHES	N° de compte
Dép.	34	Section	A	Surface
Dir	0	Parcelle	895	Adresse
			Rivoli	B039
Ayant droits de la parcelle				
Droit	Propriétaire	Date de naissance	Numéro MAJIC	Adresse du propriétaire
[P]	COTEAUX D'ENSERUNE		PBF6BK	4, impasse SAINT JUST par MME VALLS Maria
[P]	Madame DAUDIN Mercedes	09/01/1968	MCTSM3	19, rue de la POSTE 34310 POILHES
[P]	Monsieur DAUDIN Patrick	19/09/1964	MB4GR9	19, rue de la POSTE 34310 POILHES

[P] – Propriétaire

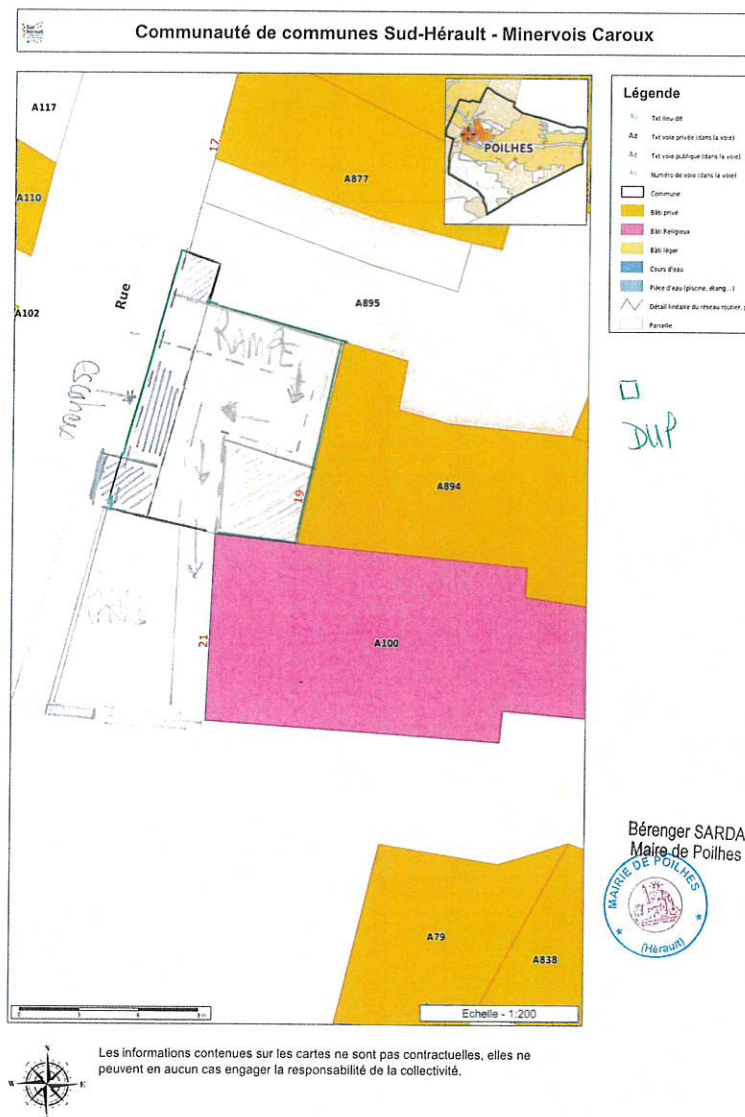
NOTE EXPLICATIVE COMPLEMENTAIRE
EMPRISE DUP

Cette note signée par Monsieur Béranger SARDA Maire de POLHES précise :

La partie de la parcelle A 895 et du domaine public concernés par l'emprise de la DUP est la « zone verte » mentionnée sur le plan en annexe.

Cette partie comprend :

- Une partie du domaine public communal (partie couleur blanche -du platane au puits) ; des marches et l'entrée d'une rampe PMR y sont prévues.
- Une partie de la parcelle A 895 (partie de couleur saumon-du platane au pilier du portail) ; la rampe PMR y est prévue jusqu'à l'entrée de l'église, ainsi qu'un espace vert aménagé dans l'angle.



Le dossier ainsi constitué répond aux dispositions réglementaires en vue de procéder aux enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église à POILHES et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

2-3- Période préparatoire à l'ouverture des enquêtes publiques conjointes.

*Les intervenants

-La Préfecture de l'Hérault. Direction des relations avec les collectivités locales Bureau de l'Environnement.

-La commune de POILHES.

-L'architecte DPLG-Urbaniste Stéphanie MACIA-GALTIER

*Les réunions d'organisation des enquêtes.

-Réunion en Préfecture Bureau de l'environnement. Le 31 août 2023 avec Mr MOULET et la participation de Mme BERRI.

Objet de cette réunion : remise des deux dossiers des enquêtes au commissaire-enquêteur et précisions sur l'organisation administrative générale de ces enquêtes.

-Réunion en mairie de POILHES le 13 septembre 2023.

Objet de la réunion : préparer les modalités d'organisation des enquêtes.

-Echanges avec l'architecte sur site pour présentation du projet

-Echanges téléphoniques entre la Préfecture, la mairie, et le commissaire-enquêteur pour fixer les modalités d'organisation.

*La procédure d'enquêtes publiques préalables se déroulera du lundi 6 novembre 2023 9h 00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 sur la commune de POILHES, soit trente jours consécutifs.

*La Préfecture de l'Hérault est l'autorité organisatrice de ces enquêtes.

2-4-Le déroulement de l'enquête

* L'arrêté du Préfet de l'Hérault n°2023.10.DRCL.0475 portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes préalables, préparé en concertation avec le commissaire-enquêteur, a été signé le 6 octobre 2023.

*Le commissaire-enquêteur a paraphé et signé chacun des documents constituant l'ensemble du dossier. Il a également signé et paraphé le registre papier.

*Le registre d'enquête et le dossier-papier étaient à disposition du public en mairie de POILHES, pendant toute la durée des enquêtes.

En effet les dossiers d'enquêtes comprenant l'ensemble des pièces administratives, réglementaires ont été déposées et consultables du lundi 6 novembre 2023 9h00 au mardi 5 décembre 2023 17h00 :

**En mairie de POILHES siège des enquêtes service accueil aux horaires suivants du lundi au jeudi 08h30 à 12 h00 et 13h30 à 17 h00, le vendredi de 8h30 à 12 h00.

**sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

**sur le service internet des services de l'Etat dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

** au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement-téléphone 0467616161

*Les observations et propositions du public :

Le public a pu déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 :

-sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

-sur le registre d'enquête déposé en mairie de POILHES, aux horaires susvisés,

-par courrier au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante :

Monsieur le Commissaire Enquêteur

« Rampe PMR parvis de l'église »

Mairie
7 Boulevard Paul Riquet
34310 POILHES.

-les déposer par voie électronique à l'adresse suivante :

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

-auprès du commissaire-enquêteur pouvait recevoir les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie de POILHES aux jours et horaires suivants :

Permanences	Horaires
Lundi 13 novembre 2023	De 14h00 à 17h00
Mardi 5 décembre 2023	De 14h00 à 17h00

Il a pu également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en aurait fait la requête dûment motivée.

A cette fin un exemplaire des dossiers a été consultable en mairie de POILHES

*Affichages

**L'affichage a été assuré en mairie, sur le territoire de la commune et en particulier sur site.

Les panneaux, quatre au total, étant répartis sur le territoire de la commune. Un en particulier sur le site d'implantation de la rampe d'accès au parvis. Le commissaire-enquêteur a constaté la présence de l'affichage papier en mairie de POLIHES.

**Mairie de POILHES
(Hérault)**

ville@poilhes.fr

Tél : 04.67.93.31.74

CERTIFICAT DU MAIRE

.....
.....
Je soussigné, BERENGER SARDA, MAIRE DE POILHES, certifie que l'arrêté préfectoral N°
2023.10.DRCL.0475 du 06/10/2023 et l'avis d'enquête publique préalable ont été affichés à compter du
27/10/2023 aux lieux habituels d'affichage.

Ce certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Poilhes, le 30/10/2023

Le maire :

Bérenger SARDA
Maire de Poilhes



Le certificat d'affichage a été certifié par le maire de POILHES.

**Registre dématérialisé.

Le site dématérialisé était ouvert du lundi 6 novembre 2023 9h00 au mardi 5 décembre 2023 17h00.
Le commissaire -enquêteur l'a constaté quotidiennement.

Ainsi le site dématérialisé a permis l'accès direct des citoyens à l'information.

*Publicité dans la presse.

L'enquête a fait l'objet d'une annonce dans la presse régionale

** Publications MIDILIBRE Vendredi 27 octobre 2023 et CROIX DU MIDI Edition de l'hérault vendredi 27 octobre 2023

** Publications MIDI LIBRE et la CROIX DU MIDI Edition de l'Hérault en date du vendredi 10 novembre 2023.

Plus généralement, toutes les mesures de publicité et d'affichage de l'avis d'enquête pour une bonne information du public ont été mises en œuvre conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral.

2-5-Accueil et participation du public

L'enquête s'est déroulée dans d'excellentes conditions d'accueil du public. Aucune observation sur le déroulement de l'enquête n'est à rapporter. Aucune observation sur le registre en dehors des permanences.

2-6-Clôture de l'enquête

Le mardi 2 décembre 2023 à 17 h00, dernier jour de l'enquête et à l'expiration du délai, le commissaire-enquêteur a clôturé le registre papier en mairie de POILHES, et a emporté le registre papier.

Également le mardi 2 décembre 2023 à 17 h00 le commissaire-enquêteur a vérifié que le registre dématérialisé a bien été clôturé sur le site dédié à l'enquête publique.

2.7 Participation du public. Observations.

*Au cours des permanences

Aucune personne ne s'est manifestée au cours des deux permanences.

* Sur le registre papier

Aucune observation ne figure sur le registre papier

Extrait de la page 2 du registre papier.

OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le lundi 6 novembre 2023

Le lundi 13 novembre 2023

Le mardi 5 décembre 2023

* Sur le registre dématérialisé

Aucune observation ne figure sur le registre dématérialisé.

Aucune observation n'a été déposée sur le registre dématérialisé

Impression au soir du 5 décembre 2023.

* Par courrier

Aucun courrier n'a été adressé au commissaire-enquêteur

* Conclusion des observations

Aucune observation n'a été formulée au cours de l'enquête.

En particulier, dans le cadre de l'enquête parcellaire, aucune observation de la part des propriétaires de la partie -116 m² - de la parcelle A 895 dont la mairie envisage l'acquisition par voie d'expropriation.

En conclusion

Le dossier présenté et mis à l'enquête est complet, précis exhaustif et répond aux exigences de la réglementation. Il présente de façon explicite le projet et les conditions de sa mise en œuvre.

Les personnes qui ont souhaité consulter le dossier ont pu le faire dans d'excellentes conditions à la mairie ou sur les sites dématérialisés.

Les personnes désirant s'exprimer ont pu le faire dans d'excellentes conditions.

L'enquête publique s'est donc effectuée conformément à la réglementation tant dans sa préparation que dans sa durée dans un climat favorable aux échanges et observations.

3-Avis sur le fond

L'accessibilité pour tous des lieux publics est un enjeu essentiel pour notre société.

L'objectif de résultat assigné par la réglementation est global et porte sur la continuité de la chaîne des déplacements qui intègre les transports, l'aménagement de la voirie et des espaces publics et les bâtiments dans leur ensemble.

L'accessibilité du cadre bâti, et en particulier des bâtiments d'habitation et des établissements recevant du public, tient une place importante dans ce dispositif.

Dans cette perspective, la mairie de POILHES dans la cadre des procédures réglementaires en vigueur, s'est engagée afin d'assurer l'accès des lieux publics aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Par arrêté n° DDTM 34 2016-07-07515 du 18/07/2016, le Préfet de l'Hérault a approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad 'Ap) présenté par la commune de POILHES, pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Dans le cadre de ce programme un ensemble de travaux a déjà été réalisé. Actuellement seul reste à réaliser l'accès à l'église de la commune. Le projet présenté par la commune de POILHES et objet de l'enquête, a donc pour objectif de finaliser l'accessibilité à l'ensemble des bâtiments publics.

A partir des contraintes techniques imposées par le site d'accès à l'église, et les propositions de l'architecte conseil, il est apparu nécessaire à la mairie d'acquérir une partie -116 m2 -de la parcelle A 895.

Les négociations avec les propriétaires -Indivision Mr et Mme DAUDIN et Côteaux d'Ensérune- n'ayant pas abouti, par courrier en date du 27 octobre 2021 le maire a sollicité la Préfecture de l'Hérault en vue de déclarer l'utilité publique de la mise en conformité de l'accessibilité aux PMR de l'église et l'acquisition de la parcelle concernée par voie d'expropriation.

Ainsi la Préfecture a organisé ces enquêtes publiques conjointes préalables, notamment à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet.

Au regard des principaux enjeux de ce projet :

- En termes d'enjeu sociétal

-Le projet répond aux dispositions réglementaires pour assurer l'accessibilité d'établissement recevant du public, ici l'église. Elle répond à une demande d'ordre social.

- En termes de choix topographique du site d'accès

- Le parvis de l'église est enclavé entre un puits, une fontaine, (ancien abreuvoir), une servitude privée de passage et la rue de l'église. Cette rue est très pentue, très étroite et très passagère.

La rampe démarrant entre le puits et le platane au niveau de la place de parking réservé PMR, la voie d'accès retenu- l'A 895- s'avère offrir la solution technique la mieux adaptée aux contraintes topographiques du lieu.

Ce projet d'aménagement nécessite l'utilisation d'une partie de la parcelle A 895-116 m2 donnant accès à la parcelle communale A 100.

- En termes d'usage actuel du site

-Actuellement l'emplacement retenu pour le projet est dégradé, non entretenu et lieu de dépôt permanent de matériel agricole vétuste et obsolète. Il apparaît inutilisé de façon permanente.

- En termes de choix technique

-L'accès par la parcelle A 895 à l'aide d'une rampe conforme liée par le cheminement balisé à la place de stationnement PMR a été retenu comme la solution la mieux adaptée et la plus sécurisée.

- En termes de dépenses

-La finalisation de l'opération de mise en conformité -acquisition et travaux d'aménagement- est évaluée à 45400 €.

- En termes d'utilité publique

-L'utilité publique est justifiée par la volonté de permettre aux personnes à mobilité réduite d'accéder au lieu de culte de la commune, ainsi que de sécuriser cet accès le mieux possible,

Et également par l'acquisition du foncier nécessaire à la réalisation de ce projet, projet rendu indispensable par l'absence d'un accès PMR sécurisé équivalent réunissant les conditions de sa réalisation.

- En termes de maîtrise foncière par expropriation

-La réalisation du projet nécessite l'acquisition d'une partie -116 m2- sur 242 m2 de la parcelle A 895 propriété en Indivision de Monsieur et Madame DAUDIN et Coteaux d'Ensérune/Madame VALLS, acquisition justifiée par voie d'expropriation, les propriétaires ayant refusé les propositions d'acquisition successives présentées par la mairie.

4-Analyse et appréciations du commissaire-enquêteur

✚ L'enjeu du site

L'accès à l'église est contraint. Les dispositions proposées sont adaptées à cette situation.

✚ L'enjeu du choix de l'accès au site

La parcelle retenue donnant accès à la parcelle communale A 100 permet un accès optimal à l'église

✚ L'enjeu du choix technique

Compte-tenu des contraintes imposées par le site, le choix technique proposé s'avère judicieux, assurant une accessibilité réglementaire à l'église

✚ L'enjeu de l'implantation

La parcelle retenue, pour l'installation de la rampe d'accès, est une partie -116 m2- de la parcelle A 895 d'une superficie globale de 242 m2

✚ L'enjeu financier

Les frais de l'opération ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente

✚ L'enjeu de l'utilité publique

Le projet répond au dispositif réglementaire en vigueur pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public. Il répond à une finalité d'intérêt général.

✚ L'enjeu de l'acquisition par expropriation

L'acquisition d'une partie -116m2-de la parcelle A 895 par la commune par voie d'expropriation est justifiée par le refus des propositions présentées précédemment par la mairie.

Considérant, relativement à la procédure, que :

- ✚ Cette enquête parcellaire s'est déroulée conformément à la réglementation en vigueur et à l'arrêté prescrivant l'ouverture,
- ✚ Le dossier de l'enquête était complet et suffisant, permettant la bonne information des propriétaires de la partie de la parcelle A 895
- ✚ Chaque propriétaire concerné a bien été notifié par courrier recommandé avec avis de réception
- ✚ Aucune observation n'a été formulée au cours de l'enquête

Considérant, relativement à l'objet de l'enquête, que :

- ✚ Les propriétaires de la partie de la parcelle A 895 ont bien été identifiés
- ✚ La partie concernée de la parcelle A 895 est bien incluse dans le périmètre de la DUP
- ✚ L'emprise concernée est bien nécessaire à la réalisation du projet objet de la DUP

CONCLUSION GENERALE DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

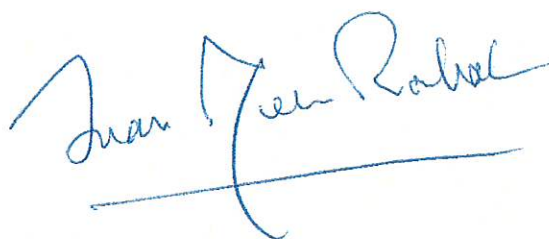
Parce que le projet assure l'objectif qui lui a été assigné, à savoir assurer l'accessibilité de PMR à un établissement recevant du public

Je formule en conséquence

UN AVIS FAVORABLE ET SANS RESERVE

A la demande de cessibilité, par voie d'expropriation, de la partie -116 m2 – de la parcelle A 895 nécessaire à la réalisation du projet de mise en conformité de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de l'église présenté par la mairie de POILHES.

Fait à MONTPELLIER LE 15 décembre 2023
Jean Pierre RABAT Commissaire-Enquêteur

A handwritten signature in blue ink, reading 'Jean Pierre Rabat', with a long horizontal stroke underneath.

ANNEXES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PREALABLE

ARRÊTE PREFECTORAL N° 2023.10.DRCL.0475 EN DATE DU 6 OCTOBRE 2023

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 005-2019 EN DATE DU 26 MARS 2019

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 032-2021 EN DATE DU 26 OCTOBRE 2021

CARTE D'IDENTITE DE LA PARCELLE 206 A 100 POILHES

CARTE D'IDENTITE DE LA PARCELLE 206 A 895 POILHES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PREALABLE

à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes

Il sera procédé durant trente jours consécutifs, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, sur la commune de Poilhes, à une procédure d'enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) pour accéder au parvis de l'église.

Le commissaire enquêteur, désigné par le tribunal administratif de Montpellier, pour conduire cette enquête publique est Monsieur Jean-Pierre RABAT.

Dossier d'enquête :

Un dossier d'enquête sera déposé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, afin que chacun puisse en prendre connaissance durant les jours et heures d'ouverture du bureau de mairie cité ci-dessous :

Commune	Ouverture	Horaires
Poilhes	Lundi au jeudi vendredi	08h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00 08h30 à 12h00

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ENQUETES-PUBLIQUES2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement – téléphone 04 67 61 61 61.

Observations et propositions :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 :

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Poilhes, aux horaires susvisés,

Montpellier, le 6 octobre 2023

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023.10.DRCL.0475

portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église sur la commune de Poilhes

Le préfet de l'Hérault

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L134-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2022.09.DRCL.0357 du 14 septembre 2022 portant délégation de signature de Monsieur Frédéric POISOT, secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

VU la délibération N°032-2021 du 26 octobre 2021, par la commune de Poilhes approuve le lancement de la procédure d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire ;

VU le courrier du 27 octobre 2021 par lequel le maire de Poilhes sollicite l'ouverture d'enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la création d'une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) pour accéder au parvis de l'église, sur la commune de Poilhes ;

VU les dossiers des enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation du projet précité ;

VU la décision n°E23000086/34 du 10 août 2023 du tribunal administratif de Montpellier désignant monsieur Jean-Francis RAËAT, commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

Préfecture de l'Hérault
Rue des Martyrs de la Résistance
34002 MONTPELLIER Cedex 2
04 67 58 10 00 - 04 67 58 10 01
@Prefet34

1/4

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Il sera procédé durant trente jours consécutifs, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, sur la commune de Poilhes, à une procédure d'enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-Pierre RABAT, Ingénieur CNAM, retraité, a été désigné par le président du tribunal administratif de Montpellier en qualité de commissaire enquêteur.

ARTICLE 3 :

Dossier d'enquête :

Un dossier d'enquête sera déposé, pendant 30 jours, du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00, afin que chacun puisse en prendre connaissance durant les jours et heures d'ouverture du bureau de mairie cité ci-dessous :

Commune	Couverture	Horaires
Poilhes	Lundi au jeudi Vendredi	08h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00 08h30 à 12h00

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault, au lien suivant :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/L'ENQUETE-PUBLIQUE2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall d'accueil de la préfecture de l'Hérault, accessible sur rendez-vous auprès du bureau de l'environnement – téléphone 04 67 61 61 61.

Observations et propositions :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant l'enquête du lundi 6 novembre 2023 à 9h00 au mardi 5 décembre 2023 à 17h00 :

- sur le site internet du registre dématérialisé au lien suivant :

<https://www.democratie-active.fr/dup-pmr-eglise-poilhes-web/>

- sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Poilhes, aux horaires susvisés,

- par écrit au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :

Monsieur le Commissaire Enquêteur
« Rampe PMR parvis de l'église »
Mairie
7 Boulevard Paul Riquet
34310 Poilhes

- les déposer par voie électronique à l'adresse suivante :

dup-pmr-eglise-poilhes@democratie-active.fr

- auprès du commissaire enquêteur qui recevra les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie de Poilhes aux horaires suivants :

Pertinances

Horaires

lundi 13 novembre 2023

De 14h00 à 17h00

mardi 5 décembre 2023

De 14h00 à 17h00

Il pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée.

ARTICLE 4 : En ce qui concerne l'enquête parcellaire, la notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête publique parcellaire sera faite par l'urbanisant, aux propriétaires concernés (sous pli recommandé avec demande d'avis de réception). En cas de domicile inconnu, la notification sera faite en double copie au maire, qui en fera afficher une et, le cas échéant, aux locataires et aux preneurs à bail rural.

ARTICLE 5 : La notification du présent arrêté aux propriétaires concernés sera faite également en vue de l'application des articles L.311-1 à L.311-3 et R.311-1 à R.311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 6 :

Publicité en mairie

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, et durant toute la durée de celle-ci, par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés en usage dans la commune de Foillies.

L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe au maire de la commune précitée, qui devra en justifier par un certificat d'affichage, qui sera joint au dossier d'enquête.

Publicité dans la presse

Cette enquête sera également annoncée, huit jours au moins avant son ouverture, et répétée au plus tard dans les huit premiers jours de celle-ci, par les soins du Préfet de l'Hérault, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Hérault.

Publicité sur le site Internet

Huit jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute sa durée, l'avis au public sera publié sur le site Internet des services de l'Etat www.herault.gouv.fr

ARTICLE 7 : À l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera au préfet l'exemplaire du dossier de l'enquête, accompagné du registre, des pièces annexes ainsi que son rapport et ses conclusions motivées.

Toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, sur rendez-vous, à la préfecture de l'Hérault, direction des relations avec les collectivités locales, bureau de l'environnement et en mairie de Pollhes, pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 8 : Les décisions prises par le préfet de l'Hérault susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure, sont la déclaration d'utilité publique de la création d'une rampe pour PMR pour accéder au parvis de l'église à Pollhes et la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet, soit des refus.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le maire de Pollhes et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Frédéric POISOT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE POILHES (HERAULT)

Objet : Aménagement des abords de l'église (accès fauteuils AD'AP) / projet d'achat d'une parcelle

L'An deux mille dix-neuf, le **JEUDI 21 MARS** à 18 heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Jacqueline CARABELLI SEJEAN, Maire.

Étaient présents : MM. BELLISSENT Chantal, CARABELLI SEJEAN Jacqueline, ITE Catherine, ITE Jean-Paul, KAPLAN Eliane, PAILLET Bernard, PECH Pierre, PONS Didier, QUETELART Josiane, RUL Bernard, TURNER Judith.

Étaient absents : MM. AGULLO Jean-François, BOUCHIEU Eric, ESTEVENY Daniello (procuration à CARABELLI SEJEAN Jacqueline).

Le maire rappelle que notre AD'AP approuvé par le Préfet prévoit l'aménagement de l'église et de ses accès aux normes PMR en 2019.

Cependant la configuration des abords nous a amenés à solliciter un détal supplémentaire pour ce qui concerne l'accès à l'église des PMR en fauteuil.

En effet, la rue de l'Eglise est trop pentue pour qu'un accès y soit aménagé et, de l'autre côté la parcelle qui jouxte l'église est privée.

Il est proposé aux conseillers d'autoriser le maire à demander aux deux propriétaires de ladite parcelle A 895, MM. Daudin et Valls, d'accepter de vendre à la commune la partie extérieure au portail d'accès à leur cour afin d'y aménager cet accès. La parcelle A 895 dans sa totalité fait 242 m2 mais la partie à acquérir ne représente que 116 m2.

Un expert près les tribunaux a été consulté ; suite à son avis, le maire propose de faire une offre de 12 000 € pour ces 116 m2. Il faut prendre en compte notamment le fait que la parcelle est en zone U mais qu'en pratique, elle ne peut être construite, qu'elle sert actuellement de parking à des engins agricoles, et enfin, qu'elle est grevée de servitudes de passage.


En cas de refus des deux propriétaires, la commune serait contrainte de lancer une procédure d'expropriation.

Délibération N°005-2019
Interne N°03-210319

Après en avoir délibéré, le **Conseil Municipal** :

A l'unanimité, autorise le maire à faire cette offre d'achat aux propriétaires pour un prix de 12000 € (douze mille).

Cette somme sera inscrite au budget communal 2019.


Pour extrait certifié conforme,
Le Maire :
Jacqueline CARABELLI SEJEAN

Délibération rendue exécutoire **26 MARS 2019**
Transmise à la Sous-Préfecture le **26 MARS 2019**
Publiée ou notifiée le

26 MARS 2019

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE POILHES (HERAULT)

**Objet: ACQUISITION D'UNE PORTION DE LA PARCELLE A896 PAR VOIE
D'EXPROPRIATION**

L'An deux mille vingt-et-un, le **VENDREDI 15 OCTOBRE à 20 heures 30**, les membres du conseil municipal légalement convoqués, se sont réunis dans la salle du Peuple, sous la présidence de Bérenger SARDA, maire.

Etaient présents: BERRUEZO Patrick, COMBES Sébastien, COSTA Jacques, LACOMBE Philippe, MORAN Catherine, NORMAND Carole, PAGES Agathe, PICART Patrice, PRAT Sylvie, SALMERON Francis, SARDA Bérenger, SOURIMANT Angélique, WAWOCZNY Sophie.

Etaient absents excusés : BERTOUX Philippe, TOBAL Kristel (procuration donnée à PAGES Agathe)

Mme NORMAND Carole a été désignée comme secrétaire de séance.

Le maire explique la nécessité de mettre en conformité l'accessibilité aux PMR de l'église (échéancier 2019).

Compte tenu de la situation, le projet implique le passage par la parcelle A896 appartenant à l'indivision Coteaux d'Ensérune et M.Mme Daudin); parcelle qui présente de gros problèmes d'entretien et de stockage de matériaux, dénaturant les lieux.

Le maire rappelle les tentatives de négociation en 2007, 2017 et 2019 avec les propriétaires ; il présente l'expertise établie en mars 2019 portant avis sur la valeur vénale d'une portion de cette parcelle.

Considérant les refus de cession de l'indivision et les motifs impératifs d'acquisition de cette parcelle, le maire propose d'engager l'acquisition du bien par voie d'expropriation.

Le Conseil Municipal,

A L'UNANIMITE,

Considérant que le projet répond à un besoin réel et que la situation financière de la commune permet de le mettre dès maintenant à exécution.

1

MJ

Délibération N°032-2021
Interne N°02-15102021

Autorise le maire à poursuivre, aux fins ci-dessus exposées, la déclaration d'utilité publique du projet et l'acquisition par voie d'expropriation, conformément au Code de l'expropriation, du terrain sis Rue de la Poste, parcelle A895, pour une portion de la surface totale de 242 m² appartenant à l'Indivision Cîteaux d'Ensérune et Monsieur et Madame DAUDIN Patrick.

Il sera pourvu au paiement du prix de cette acquisition au moyen des fonds libres communaux.

Un dossier comprenant les pièces exigées par l'article R 112-4 et suivant du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique :

- d'une notice explicative ;
- d'un plan de situation ;
- du plan général des travaux ;
- des caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- de l'appréciation sommaire des dépenses.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire :
Béranger SARDA



Délibération rendue exécutoire le 2 6 OCT. 2021
Transmise à la Sous-Préfecture le 2 6 OCT. 2021
Publiée ou notifiée le 2 6 OCT. 2021

2

A. 1

Carte d'identité de la parcelle 206 A 885 - POILHES

Année MAJ	2021	Chargement	POILHES	N° de cadastre	006174
Dép.	34	Section	A	Surface	352,03 m²
Dir.	0	Parcelle	885	Adresse	LE VILLAGE 33000

Avant droits de la parcelle

Droit	Propriétaire	Cité de naissance	Membre MAJIC	Adresse du propriétaire
[P] COTEAUX D'ENGELHINE			PRIMO	4 RUE SAINT JESU PAROISSE VALLS VALLEY
[P] Médiane OUCHENBACHES		OGCUTER	641 560	8010 CAUSEFANG
[P] Médiane OUCHENBACHES		OGCUTER	641 560	10 RUE DE LA POSTE 33010 POILHES
[P] Médiane OUCHENBACHES		OGCUTER	641 560	10 RUE DE LA POSTE 33010 POILHES

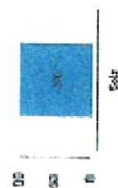
[P] - Propriétaire

Locaux

Aucun local enregistré sur cette parcelle.

Sous-divisions fiscales

Sol: 242 - 100%



Règlement d'entreprise (m²)

Centrale
342 (100%) Allocations de la ville
342 (100%) Patrimoine local Catégorie 1

Présentation
EPY - Poilhes - Poilhes - 22-0

Zone
242 (100%) 100
242 (100%) 100

Antériorité

Date acte
2021/03/03